

SOMMAIRE

INTRODUCTION

CHAPITRE 1 LES CONDITIONS D'EMERGENCE ET DE FORMATION DE L'EQUIPE JOSPIN COMME EQUIPE

SECTION 1 LE CONTEXTE POLITIQUE

- §1 "Mitterrandistes": le courant du pouvoir
- §2 Le jeu des courants

SECTION 2 GENEALOGIE DU CONFLIT FABIOUS-JOSPIN

- §1 La généalogie dominante
- §2 Le statut d'une généalogie

SECTION 3 CHRONOLOGIE ET MODES D'OBJECTIVATION DU GROUPE

- §1 Les parisiens
- §2 L'appareil du PS
- §3 Les experts
- §4 Les jospinistes d'Etat
- §5 La résistance à Fabius
- §6 La contribution "socialisme"

SECTION 4 COMMENT DELIMITER L'EQUIPE ?

- §1 L'équipe caractérisée par l'inégalité de position
- §2 L'équipe caractérisée par la proximité dans le travail
- §3 Les effets de la distinction

CHAPITRE 2 LES PRATIQUES ET REGLES DE FONCTIONNEMENT

SECTION 1 LA COMPOSITION DE L'EQUIPE PAR RAPPORT AU LEADER

- §1 Les amis
- §2 Les proches collaborateurs
- §3 Les alliés
- §4 Quelques problèmes

SECTION 2 LEADER, FIDELES ET MERCENAIRES

- §1 Quelques travers à éviter
- §2 Noyau et entourage
- §3 Groupe transactionnel, groupe moral ?

SECTION 3 LES REGLES EN VIGUEUR DANS LA REPARTITION DES COMPETENCES DANS L'EQUIPE

- §1 Une équipe faiblement organisée
- §2 Les modes d'organisation d'un cadre minimum

SECTION 4 LE TRAVAIL NORMATIF DE LIONEL JOSPIN

- §1 Le recrutement
- §2 La présentation de soi

CHAPITRE 3 LES TRAJECTOIRES SOCIALES ET PARTISANES DES MEMBRES DE L'EQUIPE

SECTION 1 LE PROBLEME DE LA COMPOSITION SOCIALE DE L'EQUIPE

SECTION 2 LES GRANDES TENDANCES

- §1 Les "hommes de parti"
- §2 Les "hommes de diplômés"
- §3 Les "étudiants"

SECTION 3 LES PROPRIETES SOCIALES COMME RESSOURCES DANS LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE

- §1 L'identification aux pôles dominés
- §2 Le recours aux experts

CHAPITRE 4 L'EQUIPE JOSPIN OU LA DEFENSE D'UN METIER POLITIQUE

SECTION 1 UNE TENTATIVE DE CONSTRUCTION IDENTITAIRE

- §1 Les contraintes dues au jeu des courants
- §2 Le recours à l'homologie

SECTION 2 UNE IDENTITE QUI TROUVE SA COHERENCE DANS UN TYPE DE METIER POLITIQUE

SECTION 3 UNE REUSSITE LIMITEE

- §1 Contradictions induites par les besoins de soutiens externes
- §2 Contradictions induites par l'enjeu de la compétition
- §3 Contradictions induites par la pratique du leader

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

SOMMAIRE

INTRODUCTION

L'intérêt pour l'équipe Jospin comme objet de recherche provient d'abord d'une interrogation plus générale sur les "entreprises" politiques ¹: pourquoi, malgré le nombre important de travaux formellement consacrés aux partis politiques, connaît-on encore si mal les logiques de positionnement des "professionnels de la politique" ? En effet les travaux de science politique ont beaucoup plus souvent consisté en études quantitatives considérables sur les origines sociales et les opinions des électeurs, adhérents, militants, délégués aux congrès, etc. qu'en études des groupes dirigeants des partis. Les évolutions internes aux partis, les concurrences entre leaders, les constitutions d'équipes voire les trajectoires individuelles sont en général traitées par des journalistes, des historiens des idées politiques, et même le plus souvent par des Histoires officielles des partis. Cette répartition de fait produit ainsi une dichotomie troublante entre une "base" des partis pour laquelle on a dégagé des déterminismes sociaux de toutes sortes et un "sommet" dont les seuls principes semblent résider dans la "personnalité", le "flair", les "convictions" ou les intérêts sordides des individus exceptionnels que seraient les leaders politiques. Il y a sans doute là un espace de recherche encore peu exploré par la science (ou la sociologie) politique, un peu à la manière dont Bernard Pudal a abordé le Parti Communiste Français ².

Nous n'avons pas une telle ambition dans le cadre de ce travail de DEA. Nous nous contentons en effet ici de profiter d'un moment de relative confusion au sein du Parti Socialiste (et de son ex-courant majoritaire) pour essayer de saisir comment s'agrége un groupe de direction d'une tendance, avant qu'une éventuelle institutionnalisation plus forte

¹ Sur le sujet en général, voir **OFFERLE (Michel)**, Les partis politiques, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que Sais Je ?, 1987, 128 pages.

² **PUDAL (Bernard)**, Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCE, Paris, Presses de la FNSP, 1989, 336 pages.

n'efface toute une partie de sa genèse. Les analyses de "courants politiques" sont fréquentes, mais les logiques de leur "apparition" restent souvent mystérieuses. Nous postulons ici qu'ils ne sont ni une réponse à des demandes objectives de leurs mandants ou de la société, ni de simples bandes au service d'un homme, mais l'objectivation conjoncturelle sous cette forme d'intérêts et de croyances. Objectivation dont "use" aussi bien "ses" dirigeants que "ses" adhérents même si les premiers sont en général à son origine. En l'occurrence nous nous limiterons au groupe dirigeant d'une équipe, pour des raisons pratiques de faisabilité du sujet et pour des raisons théoriques tenant à la faible probabilité d'existence d'un usage commun du courant par les autres militants de ce courant.

Le choix de l'équipe Jospin est le produit du souci d'examiner un groupe politique "en formation", et aussi de disposer d'une information suffisante pour surmonter les nombreux obstacles à l'accès aux sources lorsqu'on étudie des hommes politiques de ce niveau. Mais nous n'avons renoncé à l'étude simultanée de l'équipe Jospin et de l'équipe Fabius que pour des contraintes de délais de réalisation de ce travail.

En abordant cette étude, c'est donc en fait à la spécificité du professionnel de la politique que nous nous sommes intéressés. Selon Pierre Bourdieu "rien n'est moins naturel en effet que le mode de pensée ou d'action qui est exigé par la participation au champ politique: comme l'habitus religieux, artistique ou scientifique, l'habitus du politicien suppose un entraînement spécial."¹ Nous n'avons pas pu, dans notre cadre limité, cerner l'ensemble des dispositions et positions constitutives de l'habitus distinctif des jospinistes. Par contre nous avons trouvé autour de la notion de "métier" une part importante de principes propres à mieux comprendre les logiques de positions au sein d'un parti politique et les mécanismes de production d'une "marque" politique, aussi ésotérique soit-elle, comme dans la concurrence Jospin-Fabius.

¹ **BOURDIEU (Pierre)**, *"La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique"*, Actes de la recherche en sciences sociales, n°36-37, février-mars 1981, p.5.

Nous dégagerons dans un premier chapitre les conditions d'émergence et de formation des "jospinistes" ¹ sous la forme "équipe", ce qui nous permettra de mettre en place les principaux éléments de compréhension du contexte politique et du profil de l'équipe. Le second chapitre exposera les principes de structuration de l'équipe à partir des pratiques , des règles et des normes de fonctionnement interne. Nous verrons dans un troisième chapitre comment les caractéristiques sociales des membres de l'équipes n'ont une valeur heuristique que dans la mesure où elles incluent les itinéraires partisans . Enfin nous synthétiserons les tendances dégagées dans le chapitre quatre, en montrant comment le métier constitue aussi bien un principe possible d'explication du mode d'existence de l'équipe que le fondement de son identité revendiquée dans l'écart distinctif d'avec les courants concurrents.

CHAPITRE 1 LES CONDITIONS D'EMERGENCE ET DE FORMATION DE L'EQUIPE JOSPIN COMME EQUIPE

INTRODUCTION

"...faire agir des groupes sans se poser la question préjudicielle de leur mode de constitution et de leur mode d'existence, c'est recevoir sans inventaire des objets pré-définis par ceux qui parlent de ces groupes ou en leur nom".²

Indispensable à l'étude d'un objet ayant une "existence publique" (pour ses membres, pour les observateurs,...) comme peut l'être un parti ou un courant, le regard critique sur les

¹ Nous employerons par convention ce terme flou (et souvent refusé par Lionel Jospin) lorsqu'il n'est pas nécessaire d'être plus précis.

² OFFERLE (Michel), Op.Cit., p.9.

conditions d'apparition et de formation de l'objet l'est aussi en ce qui concerne l'étude de cette "équipe" qui peut largement sembler un artefact. En effet "l'équipe Jospin" n'a pas cette évidence des concepts déjà utilisés par les acteurs et les observateurs de la vie politique. Il "n'existe" tout au plus que des "jospinistes" ou un "courant jospiniste", termes qui, on le verra, recouvrent des phénomènes assez différents de nos préoccupations.

Dès lors ce chapitre aura deux objectifs principaux. Nous essayerons de montrer la pertinence de l'objet que nous avons construit - d'établir en quelque sorte sa légitimité- mais aussi de décomposer dans le même temps ses divers modes d'apparition puisque même encore peu institutionnalisée l'équipe Jospin peut apparaître à l'observateur de façon suffisamment univoque pour contrarier une véritable compréhension.

SECTION 1: LE CONTEXTE POLITIQUE

Sans préjuger d'analyses ultérieures plus précises sur l'objectivation de l'équipe Jospin, nous pouvons dans un premier temps considérer l'émergence d'un regroupement autour de Lionel Jospin contemporaine des années quatre-vingt. C'est en effet à partir de 1981 que L. Jospin devient un leader important de la vie politique française en succédant à François Mitterrand au poste de premier secrétaire du parti Socialiste. Nous rappelons dans ces lignes quelques traits généraux du contexte.

Nous considérerons deux caractéristiques de la situation dans le PS de cette période : premièrement les conséquences pour le courant majoritaire du maintien de ses dirigeants à la tête de l'Etat de 1981 à 1986 et de 1988 à nos jours, ensuite l'enjeu que constitue l'après-Mitterrand et l'évolution à grands traits des courants du PS en tenant compte de cet élément.

§1-"Mitterrandistes" : le courant du pouvoir

Ces années sont d'abord marquées sur un plan politique par l'arrivée des partis de gauche , et singulièrement du parti socialiste, "au pouvoir" , et le maintien durable de socialistes à la tête de l'Etat.¹

En 1981 le mouvement socialiste en France était resté depuis près de cent ans dans l'opposition aux gouvernements en place malgré quelques brèves exceptions.

Le PS, pour ce qui le concerne, ne peut être envisagé en dehors de la concurrence du PC depuis la scission du Congrès de Tours en 1920 et notamment dans la période allant de 1945 à 1978 pendant laquelle le PC domine le PS dans les élections . L'enjeu de la lutte politique pour les responsables socialistes était alors d'abord le "rééquilibrage" de la gauche en faveur du PS , préalable à toute conquête électorale du pouvoir. C'est donc vis-à-vis de cet objectif central que se cristallisaient en priorité les courants autour et dans la SFIO/PS après 1962. Ainsi les principaux clivages internes au PS ont été essentiellement présentés depuis 1971 comme autant de positions par rapport au PC : proximité globale pour le CERES, union stratégique pour les mitterrandistes, recherche de stratégie alternative l'excluant pour les rocardiens, etc.²

L'axe central du PS était donc constitué de "mitterrandistes" dont la doctrine du rassemblement à gauche avec le PC recouvrait aussi bien des socialistes attachés à une référence "marxiste" que des socialistes voyant dans l'Union de la gauche le seul moyen d'accéder au pouvoir, ces éléments d'identité et de stratégie s'articulant avec des histoires et des trajectoires diverses. La majorité du congrès d'Epinay en 1971 traduisait une

¹ Nous serons amenés à utiliser des sigles courants tels que "socialistes" ou "PS" qui donnent une apparence d'unité à des processus sociaux multiples et différents (cf. **OFFERLE (Michel)**, op.cit., pp.10-11). S'il est vrai que "le PS" n'existe que par les divers usages sociaux qu'on en fait comme militant, journaliste , dirigeant, étudiant...; il n'en demeure pas moins que cette fiction est une référence constante vis-à-vis de laquelle on se situe et on agit. "Etre au PS d'Epinay" a un sens et une réalité pour le militant qui le dit : c'est cela qui nous intéresse.

² La plupart des historiens du PS attribuent à chaque courant une origine remontant jusqu'au début du 20^e siècle voire plus : guesdistes, jauressiens, anarchistes,jacobins... Outre que nous n'avons ici aucune prétention historique, ce que "seraient" réellement les courants du PS nous intéresse moins ici que ce que leurs membres croient qu'ils sont.

convergence de trajectoires et de motivations multiples dont il serait bien hasardeux de prétendre démêler ce qui revient aux intérêts de pouvoir et ce qui revient aux engagements idéologiques.

Cette majorité miterrandiste telle qu'elle se présente en 1981 est toujours caractérisée par une référence doctrinale à la tradition marxiste du mouvement socialiste et en même temps représente la voie d'accès aux pouvoirs de la direction du PS: postes de direction divers, investitures électorales,....

L'élection de Mitterrand à la présidence de la République en 1981 et d'une majorité absolue de députés PS à l'Assemblée Nationale va modifier cette situation, puisque les années suivantes signifient pour le courant majoritaire la concordance entre l'occupation des positions dominantes dans le Parti **et** dans l'appareil d'Etat. Ce renforcement d'une position associée au pouvoir se double ensuite d'une rupture doctrinale et pratique d'avec l'alliance avec le PC (départ des ministres communistes) et de la doctrine marxiste (idéologie de la rigueur).

Les miterrandistes se retrouvent donc progressivement (81-84) dans une position globale de déplacement d'un pôle relativement dominé (opposition parlementaire et référence aux classes sociales dominées) vers un pôle dominant (majorité et référence à la "France qui gagne").

Ce déplacement global est de plus très souvent redoublé au niveau de chaque dirigeant par un déplacement de sa situation sociale personnelle d'un métier "civil" à la professionnalisation politique, des responsabilités uniquement partisans au mandat électif voire aux responsabilités étatiques (cabinet ministériel ou sociétés publiques), etc.

On assiste donc à un caractère de plus en plus accentué du courant majoritaire comme associé au pouvoir dans toutes ses dimensions, n'étant plus vraiment menacé par la concurrence au sein du PS , ayant de fait largement abandonné et son travail de différenciation d'avec les autres courants et une partie de ses références traditionnelles. Bref le courant existe avant tout sous deux aspects : d'une part une machine à répartir des postes

(des sections aux ministères), d'autre part des solidarités et des amitiés issues du travail commun ou des anciennes batailles.

Il est probable que cette évolution concerne tous les courants du PS , bien que ce phénomène soit encore plus aigu pour le courant qui nous intéresse.

Il ne s'agit pas ici d'entamer une étude sur d'éventuelles modifications doctrinales et sociologiques des militants du PS associées au passage au pouvoir. Les tendances que nous venons d'esquisser nous concernent en tant qu'elles affectent de façon massive les dirigeants du courant A (ministres, membres du Bureau Exécutif et du Comité Directeur, responsables fédéraux, parlementaires, élus importants...), qu'elles sont fortement ressenties et peuvent donc constituer autant de lignes de différenciation et de ressources éventuelles dans une compétition concurrentielle.

Le passage au pouvoir peut ainsi être valorisé : "transformer expérience dans la durée", "agir concrètement pour faire avancer les choses", "réconcilier le progrès et l'efficacité"...

Mais il peut aussi être stigmatisé: "sous les lambris dorés on oublie son programme", "les ministres oublient qu'ils ont été socialistes", "on ne peut pas brader ses idées pour rester au pouvoir"...

Il nous appartiendra donc de comprendre comment ces éléments ont pu effectivement être ou non un élément constitutif de l'équipe Jospin , en examinant notamment la position qu'on occupé les dirigeants jospinistes dans ce processus : sont-ils des oubliés du bénéfice du pouvoir ? ou dans quelle mesure est utilisée le décalage évident entre les militants restés "à la base" et les responsables promus ?

§2-LE JEU DES COURANTS

Peu de temps après qu'il aie été élu Président de la République, la perspective de la succession de F.Mitterrand ne manqua pas de s'imposer comme enjeu majeur dans la lutte politique dans le PS (voire même ailleurs). Succession d'abord en terme de leadership sur les

socialistes voire sur la "gauche" entière pour ensuite tenter une succession à la présidence de la République.

De ce point de vue la bataille pour le leadership ne s'incarne pas de façon exclusive dans la conquête d'un seul poste : suivant les périodes le poste de premier ministre peut être autant un enjeu que celui de premier secrétaire. On peut même penser que la détention d'une position-clé peut être jugée tout aussi déterminante dans divers champs et sur divers marchés : majorité partisane, groupe parlementaire, appareil d'Etat (dont gouvernement), sondages, mandats électifs locaux, etc.

Enfin si chaque sensibilité du PS s'inscrit dans cette bataille, ce n'est pas forcément avec les mêmes perspectives : certains comptent être les leaders d'une majorité, d'autres se contenteraient de négocier leur ralliement ou de détenir le capital qui fait la différence (comme le CERES à Epinay par exemple).

Ce rapide tour d'horizon des principaux courants préexistants à la bataille Jospin-Fabius aura pour objectif de fixer quelques repères dans le champ du Parti Socialiste, à travers les principales positions qui occupaient les uns et les autres avant la bataille de succession Mauroy-Fabius (mai 88) et dans la mesure où elles étaient susceptibles d'intervenir dans la compréhension du jeu de l'équipe Jospin

Le CERES, tout d'abord, a été marqué par une période d'abord oppositionnelle "de gauche" de 81 à 84, culminant dans la démission de son leader Jean-Pierre Chevènement du gouvernement et la polémique sur "l'autre politique économique alternative" et la sortie du système monétaire européen. Le changement de premier ministre en juillet 1984 et la nomination de Chevènement à la tête du prestigieux ministère de l'éducation nationale va ouvrir une période durant laquelle le CERES va se transformer en "Socialisme et République" et passer d'un discours de rupture à un discours de réinvestissement de la "Nation" et de la "République" comme valeurs incarnant le combat politique de la gauche socialiste. Il s'agit en effet selon les ex-CERES de répondre de façon prioritaire à l'offensive visant à ensevelir la tradition politique de la république française sous le consumérisme démocratique et médiatique "à l'américaine". Ainsi tout un aspect traditionnel en France du métier politique

(clivages sur la Révolution française, débats entre intellectuels engagés¹, valorisation des "programmes" et des "projets"...) est construit en enjeu de résistance à cette offensive. Remarquons tout de suite que ce thème pourra recouper une partie des représentations politiques mise en avant par les "jospinistes" au Congrès de Rennes.

Cette ligne nationaliste "de gauche" était déjà présente dans l'ex-CERES et constituait aussi un pont avec le "produisons français" du PCF. La mutation en Socialisme et République et la nomination de leur leader au ministère de la défense va aussi accuser cette tendance qui conduit à de fréquentes plaisanteries sur les "socialo-gaullistes". On peut quand même constater que le nouveau positionnement de S.R. permet aux dirigeants de ce courant une certaine "fidélité" à leur trajectoire politique (garantie de l'existence du courant et donc de la maîtrise d'un pouvoir) et en même temps à éviter une marginalisation (notamment par rapport à l'ensemble des postes gouvernementaux) sans doute difficilement envisagée en 1983-84.

En ce qui concerne Jean Poperen, il affirme et revendique surtout à partir de 1985 , en tant que "numéro 2" du PS, une existence propre vis-à-vis de Lionel Jospin, ce qui amène rapidement un différend entre les deux hommes (on voit comment la relation personnelle avec Jospin peut être lourde de conséquence ensuite). Différent culminant au Congrès de Lille de 1987 dont il constitue un des "enjeux" proclamés. Dans ces années 80 Poperen réactive en fait ses réseaux et une tradition politique "de gauche" qu'on lui a toujours prêté dans le P.S.. L'éloignement de Mitterrand de la direction du P.S. et le tournant idéologique lui ouvrent en effet une occasion d'un renouveau (après la relative marginalisation dont il fut victime dans les années 70) y compris en mettant en exergue Jean-Marc Ayrault comme marque de la jeunesse et du dynamisme², tout en cultivant depuis 1988 une position de sympathie vis-à-vis de tous les courants existants ou présumés du P.S. (excepté les jospinistes). Là aussi on peut discerner une démarche essayant d'utiliser les ressources d'existence d'un courant sans sacrifier une possible proximité au pouvoir, rendue d'ailleurs

¹ A noter ici le recours très fréquent à la figure emblématique de Max Gallo

² Il y eu même pendant quelques mois un accord avec Julien Dray via Isabelle Thomas au sortir du mouvement étudiant de 1986 puisqu'il intégra cette dernière sur son "quota " au comité directeur.

nécessaire par les postes occupés en dehors du Parti (mairie de Nantes, ministère des relations avec le gouvernement...).

Après la période difficile de 1981 à 1985, les rocardiens connaissent depuis une situation de plus en plus favorable. S'ils ne sont pas dans le parti en situation de réunir, seuls, une majorité pour diriger le P.S., ils n'y sont plus marginaux et peuvent jouer sur toutes les failles supputées du courant A pour proposer des majorités de rechange (puisque l'on les crédite avant Rennes d'à peu près 30%, leur score du Congrès de Toulouse de 1985). Mais surtout la nomination de Michel Rocard à Matignon et sa place dans les sondages en font des prétendants sérieux à la relève des Mitterrandistes dans l'Etat. La concurrence majeure ne serait dès lors plus que celle de Laurent Fabius, seul rival présenté comme crédible dans cette perspective et toujours menaçant comme "bras armé" du Président. Estimant suffisante la revendication en héritage qui remonte au moins aux débuts de la 5^e république (Mendès-France, deuxième gauche,..) pour compléter la pratique du pouvoir, ce courant se place dès lors avant tout dans une posture de gestion d'une position considérée comme suffisante pour "voir venir". Pour eux, la gestion "jospinienne" du parti ne fait pas plus problème que celle de Mitterrand, mais elle a l'avantage de priver Fabius d'une base stratégique?

Enfin les "amis" de Pierre Mauroy connaissent, après le départ de leur leader de Matignon en 1984, une période assez difficile puisqu'à la perte de la direction gouvernementale se superpose une série de tendances visant à assimiler Pierre Mauroy à tout ce que la gauche socialiste pourrait représenter en matière d'archaïsme, d'échecs et d'illégitimité gouvernementale (les "erreurs" de 1981, la bataille sur l'école privée, la loi sur la presse, les virages idéologiques démentis, l'union de la gauche, etc.). Il est vrai qu'il est très utile pour beaucoup de dirigeants socialistes, et en premier lieu pour François Mitterrand et Laurent Fabius, de profiter du départ de Mauroy et de son image¹ pour en finir

¹ P. Mauroy constitue notamment un professionnel de la politique dont la venue à Matignon ne conclut pas un itinéraire "normal" de premier ministre de la 5^e République : origines sociales modestes, absence de passage en grande école, ressources d'abord périphériques, etc.

symboliquement avec tout une époque encombrante. Néanmoins l' ex-courant B dispose toujours d'une série de réseaux et de places fortes (dont la Fédération Léo Lagrange , la F.N.E.S.E.R. ou les multiples institutions territoriales du Nord) qui maintient sa réalité de courant de tradition "socialiste" mais aussi de gestion rigoureuse de la société. Ainsi malgré le caractère de plus en plus "local" des mauroyistes¹ ils constituent en mai 1988 un recours possible pour les opposants à Fabius, tant pour ce que ce courant et son leader représentent (socialistes réalistes depuis toujours, anciens alliés de Rocard en 79 mais aussi de Mitterrand à Epinay et après 81) que pour la sortie amère de 84 qui ne peut les amener à ménager Fabius.

A l'occasion de ce bref aperçu, nous avons vu qu'un "courant" n'est que la dénomination imparfaite de phénomènes largement différents d'agréats autour d'un ou de quelques leaders, différence dont témoigne ne serait-ce que l'aspect très diversement structuré ou "solidifié" de ces agréats. Néanmoins ces "courants" existent pour ceux qui les animent, pour leurs concurrents, pour les observateurs divers qui ont la charge de les "trouver"(journalistes, politologues),...et tous ces gens les réifient suffisamment pour que ces courants aient une existence très concrète². Nous avons aussi vu que ces courants sont le produit d'opérations incessantes de réajustements visant à profiter au mieux de la conjoncture pour améliorer leur position (et donc celle de leurs membres) mais sans sacrifier leur capital politique constitutif propre (ce qu'on tente de cerner par la "tradition politique", l'histoire, l'identité ou l'orientation). Ce jeu de réajustement est évidemment délicat à réaliser: ce capital dont la structure a été "figée" dans un espace-temps précis peut se révéler décalé par la suite. Par exemple accordé à la position sociale de ses principaux responsables en 1979 essentiellement investis dans le P.S. ou sur des marchés périphériques, il peut se révéler inadapté en 1988 aux nouvelles aspirations de ces mêmes responsables donnant la priorité à l'investissement dans l'Etat. Or cette adaptation ne doit

¹ Le courant enregistre tout au long des années 80 de nombreuses défections qui réduisent sa dimension nationale : dans les Pyrénées Atlantiques (Labarrère), l'Isère (Nevaches), les Bouches du Rhône (Emile-Loo), les Vosges (Pierret)...

² L'appartenance à tel ou tel courant a par exemple des effets directs en termes d'accès à des postes professionnels ou à des mandats électifs pour ne prendre que l'aspect matériel des rétributions.

pas conduire à se débarrasser du capital antérieur sous peine de menacer la ressource principale que constitue le courant, ou de risquer les procès en dilapidation ou captation de l'héritage de la part de groupes plus attachés et/ou dépendants du capital antérieur (thèmes de la "trahison", scissions, ...). Positions, intérêts et croyances sont donc étroitement mêlés dans ces processus, ce qui signifie que la marque distinctive de chaque courant (qu'on l'appelle orientation, identité, idéologie, position ou autre) n'est pas indifférente, notamment dans les combinaisons possibles à un moment donné (alliances) et selon une structure de jeu donnée : les jospinistes seront amenés à passer plus facilement telle ou telle alliance suivant ce qu'ils auront privilégié dans la construction de leur marque collective.

On doit maintenant compléter cet espace des positions concurrentes par l'examen de la généalogie du conflit Fabius-Jospin, ce qui nous permettra d'évoquer la principale position concurrente dans sa relation avec l'équipe Jospin.

SECTION 2 LA GENEALOGIE DU CONFLIT FABIUS-JOSPIN

L'équipe Jospin, tant du point de vue de son existence que de sa formation, ne peut s'envisager en dehors de l'espace des positions concurrentes. La position (idée de place objective) comme le positionnement (idée de stratégie) se déterminent en premier lieu de façon relationnelle, c'est-à-dire en relation avec un contexte politiques et avec les autres équipes concurrentes. Nous avons vu précédemment le contexte politique général et l'état des principaux courants. Il nous faut maintenant aborder la relation avec la principale position concurrente, celle de Laurent Fabius et de son "courant".

C'est en effet en réaction à la volonté de Fabius d'occuper un certain nombre de positions que L. Jospin a été amené à se différencier progressivement. Parler de l'équipe Jospin c'est

aussi en fait parler de l'effet du conflit Fabius/Jospin. Ceci implique tout d'abord de faire une généalogie de ce conflit.

§1- LA GENEALOGIE DOMINANTE

Il apparaît, à l'issue des entretiens et de l'examen de la presse, que les premières divergences publiques se forment au printemps 1985 au moment de la préparation de la campagne des élections législatives de mars 1986.

Depuis sa nomination comme Premier ministre (juillet 1984), Laurent Fabius prend en effet de plus en plus de poids comme leader "naturel" des socialistes. Il bénéficie de la confiance de François Mitterrand qui lui est reconnaissant d'avoir relativement redressé une image gouvernementale fort compromise au printemps 1984; les "observateurs" le créditent d'avoir réussi ce qu'ils appellent la "mutation de la modernité"¹; il se retrouve fréquemment en première ligne pour affronter l'opposition (duel avec Chirac notamment) et commence à partir de la fin de l'automne 1984 à tenir un certain nombre de meetings dans toute la France, sorte de répétition générale d'une campagne électorale. L'un de ces meetings à Marseille, notamment, va constituer un motif d'irritation pour le premier secrétaire puisque Fabius a organisé cette grande parade politico-médiatique sans en avertir L. Jospin : c'est de fait une deuxième organisation des socialistes qui se met en place derrière celui que Gaston Defferre désigne implicitement lors de ce meeting comme héritier naturel de F. Mitterrand ². Plus généralement il semble que L. Jospin supporte de plus en plus mal le comportement général de Fabius : lors des réunions du mardi matin réunissant le Président, le premier ministre et le premier secrétaire, Fabius aurait une attitude désinvolte et autoritaire vis-à-vis du P.S. en jetant à tout propos *"le Parti doit faire ça, le Parti doit faire ci"* (conseiller de Jospin).

¹ Il ne nous appartient bien évidemment pas ici de juger de la "réussite" ou non de Fabius comme premier ministre puisqu'aussi bien l'appréciation est directement politique. Notons simplement que le relatif succès qui lui est attribué tient peut-être à la mise en adéquation d'un discours peu marqué à gauche ("rassembler et moderniser") et de la politique dite de rigueur, voire tient aussi à l'approche des législatives qui relance les volontés partisans?

² Sur tout cet épisode, voir notamment l'article de F. Bazin, *Le Nouvel Observateur*, 11-17 Janvier 1990, qui résume et complète ce qui avait été écrit à l'époque.

Dès lors, un certain ressentiment se serait développé chez L. Jospin contre le Premier ministre soupçonné de vouloir s'imposer comme véritable "patron" des socialistes. Ceci se concrétise de fait par un communiqué AFP (daté du samedi 15 juin 1985) de L. Jospin dans lequel celui-ci en appelle au Président de la République pour décider s'il revient au Premier ministre ou au Premier secrétaire du P.S. de mener la campagne des socialistes aux élections législatives de 1986. Ce communiqué sera suivi d'une lettre de L. Jospin aux membres du Comité Directeur sur la même question . Si Mitterrand va arbitrer plutôt en faveur de L. Jospin en la circonstance, la question du leadership sur les socialistes entre Fabius et Jospin ne cesse depuis lors de constituer un enjeu permanent dans le P.S..

Le deuxième point de cristallisation et de développement substantiel du conflit aurait pu survenir à l'occasion du Congrès de Lille de 1987. Lionel Jospin est alors en butte à des critiques assez sérieuses sur sa "gestion", connaît un différent avec Poperen alors encore "numéro 2" du parti, et doit en même temps traiter le cas de Michel Rocard (qui se déclarait alors candidat aux présidentielles de 1988) et le "retour" des ministres socialistes ¹. Or Lionel Jospin souhaitait à l'occasion de ce Congrès constituer une direction resserrée et plus homogène pour "moderniser" le P.S.. Dès le jeudi 12 mars Laurent Fabius "court-circuite" ² Jospin en souhaitant lors du journal de TF1 que lui-même et plusieurs anciens ministres (Jack Lang, Pierre Bérégovoy, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy,...) entrent au secrétariat national du P.S., ce qui se réalisera en grande partie. De la sorte on refuse au premier secrétaire la marge d'autonomie lui permettant de constituer "son" équipe : d'une certaine façon la lutte Fabius-Jospin s'installe dans la permanence ³. Pourtant si cet épisode est

¹ "...M.Jospin, confronté à la guérilla menée par son numéro deux, est aussi en butte à l'agacement ressenti par plusieurs dirigeants de son courant vis-à-vis de ses méthodes de gestion." (Le Monde du 14 janvier 1987) "...M.Jospin ne peut guère compter sur le soutien des grands dirigeants du courant A -par exemple MM. Laurent Fabius et Pierre Joxe- au cas où il aurait l'intention d'évincer M.Poperen (Le Monde du 23 janvier 1987).

² Selon l'expression de J.L. Andréani (Le Monde du 14 mars 1987)

³ "Le premier secrétaire du PS, qui ne cache plus sa lassitude vis-à-vis de bon nombre de querelles d'appareil, veut constituer à l'issue de ce Congrès, une direction resserrée, "soudée" autour de lui, afin de lui permettre d'exercer pleinement son autorité. Malgré le soutien que lui apportent certains des membres de cette nouvelle direction, il aura pu constater, avec peut-être une certaine amertume, qu'il est plus franchement soutenu par la base du PS que par son sommet." (JL Andréani, Le Monde du 7 avril 1987).

rapporté par certains comme important ¹ il ne semble pas constituer pour l'entourage de Jospin un moment spécial de confrontation avec Fabius . Nous avons rencontré assez souvent de telles "fausses lectures" au sein même de l'équipe.

Mais surtout la séparation en deux camps globalement identifiés aux deux leaders devient l'affaire de tous les membres du Comité Directeur affiliés au courant A lors de la succession de Lionel Jospin lui-même en mai 1988.

L'annonce du départ de Jospin du poste de premier secrétaire lors de l'émission "Questions à domicile" sur TF1 -en pleine campagne présidentielle- fait figure d'événement chez les responsables socialistes, ne serait-ce que parce qu'en dehors de deux personnes très proches puis ensuite (trois jours avant l'émission) François Mitterrand ², tous les leaders l'ont appris en regardant leur télévision. Marcel Debarge fera même du manque de concertation préalable à cette annonce la raison officielle de son passage chez Fabius. Aussitôt Laurent Fabius fait acte de candidature à la succession et entreprend de consulter d'ores et déjà un certain nombre de personnalités susceptibles de constituer "son" équipe à Solférino. Peu de monde pense en effet que son élection posera problème puisqu'il aurait reçu la "bénédiction" du Président triomphalement réélu.

S'il est assez difficile de connaître la place exacte des uns et des autres dans "l'opération Mauroy" , il semble que la volonté déterminée d'un certain nombre de responsables divers (Edith Cresson, Emmanuelli, Le Guen, Cambadélis, Hernu,...) d'empêcher la "prise du parti" par Fabius aie rencontré l'attrait qu'a toujours constitué le parti pour le maire de Lille. A partir de là il est question de vagues-hésitations, de télégrammes et de dépêche AFP "pirate" annonçant la candidature de Mauroy afin de prévenir toute volte-face ou hésitation de ce dernier.

En tout état de cause, et malgré une candidature de recours avortée de Mermaz, Pierre Mauroy est finalement élu premier secrétaire du P.S. contre Fabius à l'issue d'une réunion nocturne et houleuse du courant "AB" où chacun a du choisir "son" camp.

¹ Journalistes et quelques militants jospinistes

² Témoignage Lavarini

Si Lionel Jospin n'est pas personnellement apparu sur le front de cette bataille avant le Comité Directeur, son intervention ce soir là comme le comportement de ses proches font de la victoire de Mauroy sa victoire personnelle indirecte également. Pourtant si Fabius a bel et bien subi un revers important pour une de ses premières tentatives "à découvert", c'est face à un conglomérat dont les "jospinistes" ne sont qu'un élément moteur et dont le candidat n'est justement pas "jospiniste".

Il semble donc qu'on peut discerner deux temps forts certains avant le Congrès de Rennes dans la généalogie du conflit Fabius-Jospin: la divergence sur la conduite des législatives en juin 85 et l'émergence de deux coalitions lors de l'échec de Fabius à se faire élire à la tête du P.S. en Juin 88. Deux moments qui montrent aussi que si chacun peut contrarier les projets de son rival, aucun ne réussit à prendre un avantage décisif.

Sur la période on peut également constater un chassé croisé entre Fabius et Jospin, l'un partant du gouvernement pour tenter d'appriivoiser le Parti, l'autre essayant au contraire d'échapper à l'étouffement par son poste de premier secrétaire et finissant en fin de compte au gouvernement . En fait chacun a pu juger entre 1985 et 1987 que la structure de son capital politique n'est pas assez complète pour réaliser ses objectifs : chacun manque un peu en quelque sorte de ce que l'autre possède excessivement, que ce soit l'identification au capital collectif que représente le P.S., ou que ce soit l'identification au capital plus personnel de "l'homme d'Etat" que confère souvent l'occupation des postes les plus prestigieux de l'Etat.¹

§-2 LE STATUT D'UNE GENEALOGIE

¹ On pourrait en fait s'interroger sur cette idée reçue. Par l'idée d'homme d'Etat il semble qu'on reconnaisse là plus souvent un Habitus spécifique appelant un supplément de légitimité plutôt qu'un "savoir-faire" lié aux fonctions de direction du pays. Cela expliquerait que certains hommes politiques acquièrent cette stature après même des années passés dans l'opposition (on peut déjà penser à Rocard ou Delors) alors que d'autres -tout en maîtrisant l'ensemble de la palette technique- ne réussissent jamais vraiment à l'avoir (il faudrait revenir sur le cas trop typique de Mauroy) . En fait il s'agit vraisemblablement de la distinction, subtile mais forte, entre capital politique acquis de façon personnelle (ressources sociales par exemple) et capital politique acquis comme capital collectif approprié.

Néanmoins s'en tenir à ces constatations signifierait reprendre à notre compte une version, certes dominante mais relative, du développement de la concurrence entre les deux leaders. Qui véhicule en effet cette version de la généalogie du conflit ?

D'abord les quelques journalistes chargés de "suivre" le P.S. pour leurs journaux, milieu finalement assez restreint qui participe à la vie du P.S. autant qu'il l'observe. Ces journalistes sont en effet en confrontation permanente avec les responsables socialistes, que ce soit lors des réunions des instances du P.S. (Comité directeur, Bureau exécutif, Congrès, Conventions...), comme à l'occasion de multiples colloques voire déjeuners ou déplacements plus intimes (il est courant qu'un journaliste accompagne un leader dans un voyage en province ou même à l'étranger pour les ministres). On peut même avancer qu'il y a souvent une proximité plus grande entre ces journalistes et les dirigeants socialistes qu'entre ces dirigeants et les militants "de base".

Ainsi les leaders gèrent "leurs" journalistes autant que ces derniers les "suivent", ces nombreux échanges aussi bien formels (conférence de presse, émission, interview...) qu'informels ("confidences" autour d'un verre ou dans un couloir) produisent une routine génératrice d'une sorte d'habitus commun, même si chacun pense d'abord utiliser l'autre dans une relation mi-complice mi-ironique. En tout état de cause chacun y trouve une sécurité fondamentale, notamment le leader politique qui connaît et comprend le cadre dont la presse sortira en fin de compte très peu.

Nous ne pouvons donc envisager la vision journalistique au titre d'un "enregistrement" des processus politiques, mais bien comme une construction de l'événement, produit de diverses interactions entre journalistes et hommes politiques¹. Y a-t-il seulement la possibilité d'une chronologie "objective" des débuts de la concurrence ?...

Par contre nous avons remarqué que de façon logique les événements rapportés par la presse correspondent au discours dominant des dirigeants avec lesquels nous nous

¹ "Sur le marché plus large des biens politiques (...) les entrepreneurs politiques stricto sensu (ceux qui vivent de et par la politique) s'y confrontent donc avec d'autres entrepreneurs, amateurs éclairés, journalistes "politiques", commentateurs et politologues,..." OFFERLE (Michel), Op.Cit., p.23.

sommes entretenus. Il est par contre évident qu'il existe un certain nombre de nuances: chacun joue avec ce qu'il pense être la version dominante pour exprimer aussi son "point de vue " dans tous les sens du terme, c'est-à-dire non seulement ce qu'il **connait** mais aussi ce qu'il **souhaite** en fonction de sa position dans le champ.

Tous "datent" le conflit de la polémique sur la conduite des législatives de 1986. *"Jospin a toujours su taper du poing sur la table quand c'était nécessaire, par exemple quand Fabius a voulu conduire la campagne des législatives en lieu et place du Parti et non pas en symbiose avec lui...moi j'étais pas d'accord avec cette conception du Parti"* (Gisèle Stievenard). *"La première facture c'est la campagne de 1986 et le texte de Lionel aux membres du CD"* (Darriulat). *"Et puis il y a eu le coup sur le leadership de la campagne des législatives "* (Le Gall) . *" C'est ce problème qu'il y a eu notamment de leadership de la campagne, la manière dont il a décidé qu'il ferai le meeting de Marseille, etc..."* (Vaillant) .

Mais chacun donne une version plus ou moins construite.

Vaillant, nous livre une construction théorique assez fournie qui fait remonter la différenciation de fond très loin (*"Nous sommes tout mitterrandistes, mais il y a plusieurs générations..."*), discours qui correspond à sa position élevée dans le Parti et dans l'équipe (où l'on se doit de discerner les questions "de fond" par delà l'anecdote) et à son itinéraire politique (adhésion en 1965, vient d'un milieu communiste) et social (milieu d'origine modeste).

Un permanent, adjoint d'Emmanueli donne une place centrale à ce dernier (*"A la lanterne Emmanueli s'est opposé à la publication..."*).

G. Stievenard, qui a d'abord signé la contribution "Mermaz", insiste d'abord sur l'absence de "clivages de fond" et le refus des "écuries", puis dans le cours de l'entretien souligne progressivement qu'elle s'est toujours sentie plus proche de Jospin, ou qu'il est bon que Fabius n'aie pas été premier secrétaire parce-que *"Rocard + Fabius ça fait beaucoup d'énarques, Mauroy c'est une autre tradition"*, ce qu'on peut là aussi relier à ses origines (mère concierge, père mineur CGT) et à son parcours (carrière militante à Paris depuis

1974, première fédérale en 83 suite à la conquête de la fédération par les miterrandistes Jospin, Vaillant, , Delanöé, Le Guen, etc.).

Par conséquent on doit prendre cette généalogie moins comme l'Histoire du conflit que comme la référence institutionnalisée à laquelle chaque responsable peut éventuellement rajouter "sa" perspective ou l'inscrire dans sa propre histoire . Néanmoins cette généalogie n'est pas une version parmi d'autres puisqu'elle est en quelque sorte le savoir "institutionnel" que produit l'équipe sur elle-même, en ce sens elle est significative de ce que l'équipe veut montrer d'elle même. En effet situer le point de départ constitutif de l'équipe dans une opposition entre le Parti et le gouvernement c'est dès le départ pouvoir se situer dans un clivage "pouvoir des institutions d'Etat contre pouvoir des militants" et à partir de là dans une série plus large d'oppositions constituant rapidement une espace de positions gauche/droite (cf. Chapitre 4). **On voit donc déjà que les conditions de production de la différenciation constituent un savoir qui est un enjeu pour la définition du "sens" de l'équipe.**

SECTION 3 CHRONOLOGIE ET PREMIERS MODE D'OBJECTIVATION DU GROUPE

Ce que nous venons de constater quant à la généalogie du conflit nous amène à établir que l'équipe Jospin n'est pas née soudainement et de façon achevée, ni lors de l'affaire de 1985, ni lors de la crise de succession de 1988, ni dans la préparation du Congrès de Rennes.

Comme groupe de personnes liées à Lionel Jospin, par exemple, elle s'est progressivement constituée pendant des années avec des moments de "cristallisation", c'est à dire des

moments où des amitiés, des affinités ou des cercles largement informels et invisibles pour l'extérieur sont nommés et situés, des moments donc où s'objective une partie de ce groupe. Ce sont quelques uns¹ de ces modes d'objectivation que nous allons maintenant examiner.

§1- Les parisiens

La fédération de Paris tient une place centrale dans la formation de l'équipe. Dominée depuis Epinay par le CERES, elle bascule dans le courant "A" lors du Congrès de Bourg en Bresse en 1983. Ce changement conclut en fait un travail commencé depuis des années par les mitterrandistes et qui leur avait permis déjà d'empêcher le CERES d'obtenir la majorité absolue en 1979.

Parmi ces mitterrandistes, deux pôles principaux se dégagent avec d'un côté le 13^e arrondissement dont la personnalité la plus connue est Paul Quilès, de l'autre le 18^e dont Lionel Jospin est le député et Daniel Vaillant le suppléant dès 1978. Or progressivement toute une série de jeunes responsables qui ont travaillé et travaillent avec Jospin sur la fédération de Paris vont de fait devenir les "amis" du premier secrétaire c'est-à-dire son premier véritable cercle de soutiens dont Bertrand Delanöé, Gisèle Stievenard², Daniel Vaillant, Pierre Shapira, etc.(puis plus tard Jean-Marie Le Guen ou Jean-Christophe Cambadélis). On peut donc dire que les amis de Jospin de la fédération de Paris constituent l'une des objectivations avant l'heure de l'équipe.

Cette fédération est prestigieuse, par sa visibilité sur les lieux mêmes du pouvoir central, par le fait qu'elle intervient sur l'aire de résidence et d'activité de toutes les élites (notamment socialistes) et qu'elle accueille souvent dans ses rangs des noms prestigieux soit pour leur place dans le Parti (comme Jospin, Quilès, Estier, Sarre...) soit pour leur capital social (universitaires, artistes, intellectuels, hauts-fonctionnaires, cadres supérieurs,...). Par contre ce n'est pas une fédération "rentable" en termes de positions électorales : ici un socialiste a peu

¹ Reconstituer intégralement la formation de l'équipe impliquerait de retracer l'intégralité des apports et des défections dans l'équipe, ce que nous ne pouvons pas réaliser dans le cadre de ce travail.

² Après avoir été secrétaire de la section du 13^e, elle devient première secrétaire de la Fédération de Paris en 1983, et ce jusqu'en 1987. Si elle a signé le texte Mermaz pour diverses raisons (elle a notamment connu pas mal de difficultés pour être désignée lors des échéances électorales), elle est restée largement pro-jospin.

d'espoir de réaliser comme en province un "fief" de député-maire ou de président du conseil général ¹. De plus la présidence du groupe socialiste est traditionnellement réservée à Socialisme et République (actuellement à Georges Sarre), et les places de députés sont loin de constituer une rente de situation puisqu'elles sont très précaires tant du fait des batailles d'investitures internes, que du fait du suffrage universel. Ainsi le parti est d'abord une organisation de propagande, privé de toutes les rétributions réservées à l'implantation locale, mais en même temps très relié au jeu politique central puisqu'il accueille dans ses sections une proportion inhabituelle de militants qui travaillent dans les ministères, à l'assemblée ou à Solférino.

On peut dès lors se demander si cet aspect de la Fédération, plus liée aux appareils politiques centraux et à la dimension idéologique de la politique qu'au socialisme municipal ², n'a pas "marqué" une partie de l'équipe Jospin ?

§2-L'appareil du P.S.

Lorsqu'il est nommé premier secrétaire du P.S. lors du Congrès de Créteil de 1981, Jospin apparaît avant tout comme un jeune fidèle de Mitterrand (il a été son porte-parole lors du Congrès de Metz). Louis Mermaz va même jusqu'à parler de premier secrétaire "par intérim", aussitôt contredit par Mitterrand. Le premier secrétaire est en tout cas "encadré" à la tête du Parti entre autres par Jean Poperen comme numéro 2, par Paul Quilès comme secrétaire national aux fédérations, à l'organisation et au contentieux, et André Laignel à la trésorerie , c'est à dire des leaders détenant un capital politique suffisant pour être mis sur un pied de quasi-égalité avec Jospin.

Celui-ci constitue pourtant progressivement par la force des choses un groupe de travail dans lequel les gens sont avant tout liés et dévoués au premier secrétaire. On y trouve notamment Marie-France Lavarini, collaboratrice polyvalente dès 1979 et véritable cheville

¹ Jospin lui même a préféré partir en Haute-Garonne (1986) pour exister sur le marché électif, après l'avoir longtemps refusé, contrairement à Fabius qui dès 1978 s'est solidement installé dans la Seine-Maritime.

² Le congrès de Rennes a notamment montré que la bataille se réduit dans beaucoup de fédérations à une lutte pour la suprématie locale entre maires et autres élus territoriaux, "emportant" dans leur vote celui de toutes "leurs" sections.

ouvrière de l'équipe. Puis en 1983 accède au secrétariat national aux fédérations et à l'organisation Bertrand Delanöé ¹ , ainsi que Dominique Strauss-Kahn comme adjoint aux études et Jean-Jack Queyranne comme adjoint à la culture. C'est déjà un début de "génération Jospin" qui accède à la tête du Parti. Puis vont venir s'inscrire dans le dispositif du parti Gérard Le Gall (1983), Daniel Vaillant (1985) qui continue au parti une collaboration commencée dans le 18^e , Henri Emmanuelli (1987) qui succède à Poperen au poste de numéro 2 , ainsi qu'un certain nombre "d'hommes de l'ombre" comme Pierre Shapira (l'organisateur technique) . Enfin il faudrait rajouter Jean Pronteau, ancien résistant et dirigeant communiste jusqu'en 1977, véritable "père spirituel" de Jospin comme de Strauss-Kahn, décédé en 1984.

L'objectivation du groupe comme équipe du premier secrétaire est bien évidemment l'une des plus décisives puisqu'elle va tendre à assimiler le capital politique personnel de Jospin, puis celui plus collectif de son équipe, au capital collectif que représente le P.S. : une marque, une organisation, une image, etc.

Ainsi dès la fin de la première législature , une représentation devient de plus en plus fréquente : "Jospin, c'est le Parti", dans ses aspects jugés d'ailleurs positifs (les militants, la base, l'organisation, la continuité, etc.) comme plus négatifs (l'appareil sclérosé, le dogmatisme, le sectarisme,...).

Pour comprendre la logique sociale de l'équipe Jospin , nous devons donc envisager tout ce que peut signifier cette identification au P.S. -largement constitutive de l'équipe- en termes de position vis-à-vis de l'Etat et du gouvernement, en termes de position dans la société, en terme de trajet social dans une période particulière, en terme de type de métier politique , etc. pour chacun des membres de l'équipe et pour leurs représentations communes.

§-3 Les experts

¹ "M. Lionel Jospin a toutefois placé à des postes importants des amis sûrs. Ainsi de M. Bertrand Delanöé qui succède à M. Paul Quilès (...) et de M. Jacques Hutzinger, qui obtient un secrétariat national "plein" aux relations internationales. Les hommes du premier secrétaire contrôlent les postes-clés de l'organisation et de l'idéologie (...)" Le Monde 05-11-83.

Dès 1971, le premier secrétaire a mis en place des groupes d'experts auprès du Bureau exécutif chargés d'éclairer la direction du parti sur des questions requérant une compétence spécialisée ou une certaine liberté par rapport aux responsabilités dans le parti. De fait ces groupes d'experts ont aussi, voire surtout, servi de vivier de ressources en idées et en hommes pour le premier secrétaire. Loin d'être éternellement confinés à l'expertise, beaucoup de leurs membres ont rapidement été promus au Comité Directeur et au Bureau exécutif. Jospin comme Fabius n'en sont-ils pas d'ailleurs issus ?

En cette matière Jospin a prolongé cette tradition puisqu'une partie importante de ceux qui composent aujourd'hui son équipe ont fait partie de ces experts et/ou ont occupé le poste de secrétaire national aux études : Dominique Strauss-Kahn, Claude Allègre ¹, Jean-Marie Cambacérès ², et actuellement Pierre Moscovici ³. En fait il semble que le passage par les experts ou les études permette une transition entre le statut de conseiller ou d'homme de l'ombre sans titre politique et celui de "leader" politique à part entière. Tel est du moins le cas des quatre personnes citées, puisque chacun a appris à travailler avec Jospin avant le passage par les experts et a pris ensuite une dimension politique importante.

Cet aspect de l'équipe, plus proche a priori du pôle technocratique que du pôle militant, "équilibre" d'une certaine façon les objectivations précédentes de l'équipe. On a en effet ici affaire à une dimension de l'équipe qui ressemble plus à la structuration française ⁴ classique autour d'un leader en recherche d'autonomie, qu'au premier secrétaire qui ne vit que par le parti. Il semble donc ici que s'affirme le souci de Jospin de pouvoir s'appuyer sur des

¹ Allègre, ami de jeunesse de Jospin, est entré au comité directeur en 1987, préside le groupe des experts jusqu'en 88, date où il devient conseiller spécial du ministre de l'éducation (en fait véritable ministre des universités) et rentre au BE en 1990.

² Cambacérès est passé du cabinet de Gaston Deferre à la direction du cabinet de Jospin. Au départ de celui-ci du PS il prend les études. Il perd à Rennes sa place au BE au profit de Moscovici mais est devenu entre temps député-maire dans le Gard.

³ Peut-être présenté à Jospin par Hollande (?), il devient en 88 conseiller du ministre pour les questions budgétaires. Dans la phase préparatoire à Rennes, il prend une grande part dans l'élaboration théorique et rédige notamment la contribution. A l'issue du Congrès il rentre au BE en charge des études.

⁴ Nous ne connaissons pas assez la vie politique dans d'autres pays pour élargir la remarque.

personnalités très proches de lui qu'il "pousse" dans le bain du P.S. (qui d'une certaine façon ne deviennent des personnages "officiels" que pour prolonger son action), et qui ont également un rapport de proximité au pouvoir d'Etat (soit par les Grandes Ecoles comme Cambacérès ou Moscovici, ou également par une brillante "expertise" universitaire comme Allègre et Strauss-Kahn) . Il faut également envisager que ce pôle peut aussi être un pôle "intellectuel", ce qui indique d'autres préoccupations.

L'objectivation dans le groupe des experts apparaît donc comme une diversification de capital par rapport à l'identification au P.S., diversification en même temps organisée dans le cadre de ce parti.

§4- Les jospinistes d'Etat

Nous suivons apparemment ici une progression logique vers des objectivations de plus en plus proches des propriétés et qualités requises dans le champ du pouvoir de la 5^e République. Il est en effet d'usage que toute carrière politique d'envergure "rencontre" un portefeuille ministériel.

Lionel Jospin débute cette carrière gouvernementale avec le poste de numéro deux du gouvernement de Michel Rocard, et à la tête du ministère de l'Education Nationale, ministère important (ne serait-ce que par son budget et ses salariés) et d'autant plus prestigieux que le Président de la République vient de le promouvoir "priorité des priorités". Mais c'est aussi un poste périlleux, de par l'histoire agitée des réformes scolaires en France, mais aussi de par l'attention particulière portée à ce qui est censé être une "base sociale" fort sensible du P.S.. En tout état de cause Jospin détient là une possibilité d'apport de ressources nouvelles propres à modifier substantiellement la structure de son capital politique et de celui de son équipe. Si la politique est essentiellement un métier de la parole, la gestion d'un ministère apporte le crédit dans la capacité de faire qui renforce le crédit dans cette parole ¹. De plus c'est également une position pour intervenir régulièrement "de façon autorisée" sur des

¹ Le leader est en effet écouté -quand il l'est- parce qu'on prête à ses mots plus qu'à une opinion ordinaire. C'est sa position de "pouvoir" plus que le contenu de ses discours qui compte .

questions non directement perçues comme politique ("de la vie courante"), c'est à dire pour ne plus être cantonné à la prise de parole publique sur les seules questions concernant la concurrence entre professionnels de la politique ("la politique politicienne"). Enfin cela permet une mise à égalité vis-à-vis des autres leaders du P.S. anciens ou actuels ministres.

Cette objectivation concerne aussi les membres de l'équipe qui bénéficient d'une place au ministère, et qui ont tantôt le profil d'expert à-priori (Allègre qui fait office de ministre des universités, Moscovici aux questions budgétaires), tantôt le profil militant des anciens du parti (Marie France Lavarini en charge des relations extérieures et de la presse entre autres choses, Pierre Shapira, Luc Soubré, à la direction des lycées et collèges, Henry Pradeaux chef de cabinet).

On peut donc dire que le passage du leader au ministère de l'Education nationale se présente d'abord comme une nouvelle diversification de l'équipe Jospin avec l'apparition d'un "jospinisme" d'Etat ¹. Passage qui peut néanmoins plus facilement prolonger une identité socialiste de par la nature plus "social-démocrate" (ministère de dépenses, de service public, d'éducation populaire,...) de ce ministère que d'autres (défense, industrie, agriculture, économie,...).

§-5 La résistance à Fabius

Dans la préparation des législatives de 1986 comme au moment de la désignation du nouveau premier secrétaire en mai 88, se manifestent des responsables du P.S. au nom de la nécessaire résistance face à ce qui est présentée comme "la tentative d'OPA" de Laurent Fabius sur le P.S..

Ces regroupements sont loin d'être assimilables à une manifestation de l'équipe Jospin: on y trouve pas ce minimum d'articulation autour d'un leader qui autorise à parler d'équipe.

¹ Lionel Jospin signe d'ailleurs -deux mois après son arrivée au gouvernement- une tribune libre ("Gouverner mieux") dans le Monde qui montre sa volonté de ne pas être un ministre "comme les autres".

Par contre ni la présence d'Edith Cresson, de Roland Dumas , de Louis Mexandeau , de Mermaz, de Delebarre, etc. n'éviteront que ces fronts conjoncturels n'apparaissent comme une coalition autour de Jospin, ou comme un axe dont ce dernier serait le pivot. Si la querelle de 1985 était apparue comme relativement circonscrite à deux hommes, l'investiture de Mauroy produit l'apparition massive dans la presse et dans le P.S. des termes "jospinistes" et "fabiusiens".

De plus l'élection de Pierre Mauroy agit réellement comme "choix d'équipe" pour un certain nombre de futurs membres de l'équipe Jospin , comme l'affaire de la conduite des législatives avait amené Emmanuelli par exemple à se rapprocher de jospin de façon décisive.

Il apparaît donc que c'est à la réaction (au sens littéral du terme) à la démarche de Fabius qu'est associée l'émergence d'un pôle "jospiniste", plutôt qu'à l'affirmation d'un soutien à un homme et/ou à un projet. De fait il faudrait donc plutôt parler de pôle anti-Fabius que de pôle jospiniste. Cela ne signifie pas que ce pôle est dénué de signification.

C'est tout d'abord la manifestation, pour la première fois d'une telle importance, d'une résistance à la volonté du président de la République provenant du coeur du noyau mitterrandiste du parti. Il ne fait à l'époque aucun doute que Mitterrand souhaite une "architecture" (selon l'expression de Bérégovoy dans la réunion des "AB" du comité directeur) qui associe Rocard à Matignon et Fabius à Solférino pour modérer le champ d'action de son premier ministre. Cette insoumission -même conjoncturelle et limitée- au président de la part de leaders du "parti présidentiel" peut constituer une position subversive de résistance à la logique des institutions de la 5^e République, et donc plus largement une prise de distance vis-à-vis de ce qui est associé aux positions dominantes dans le champ politique.

C'est en second lieu le recours dans la lutte (pour les jospinistes) à des ressources symboliques issues des principes de divisions sociales visant à assimiler le conflit Jospin-Fabius à un épisode de la lutte entre "fils du peuple" et "héritiers". Citons pour exemple la remarque -abondamment reprise- d'Emmanuelli : "on hérite pas du Parti comme d'une

Austin-Martin", ou la réflexion de Roland Castro à "Libération": "Mauroy-Fabius c'est les Groseilles contre les Le Quesnoy"¹.

Ces représentations sociales seront d'autant plus utilisées (de façon officieuse bien sûr) qu'elles permettent ainsi de sortir des enjeux restreints aux professionnels de la politique pour faire appel aux enjeux supposés des luttes sociales dans leur globalité, et donc de faire appel au moins de façon symbolique aux profanes pour dénouer un problème qui n'était pas censé les concerner à l'origine. C'est une "technique" en effet souvent nécessaire pour emporter la victoire : on ne gagne parfois qu'en sollicitant des soutiens plus larges que le seul cercle des "professionnels"². Pourtant le "jeu" est sans doute efficace mais aussi très risqué à partir du moment où les protagonistes sont tous associés au gouvernement, et où personne ne veut tenter une "autre politique" au risque de créer une crise avec le Président et/ou le premier ministre puisque se profilerait alors le spectre d'une possible perte du pouvoir qui marque la limite de toute stratégie.

Les objectivations produites par la "résistance" à Fabius montrent donc un regroupement parfois nommé "jospiniste" au caractère hétérogène et à des prises de position politiquement et socialement marqués dans les pôles dominés (opposition à la tête de l'Etat, stigmatisation de Fabius) mais qui restent esquissées sans être vraiment prises en charge.

§6- La contribution "Socialisme"

Les "contributions" dans le parti socialiste sont de deux natures : "générales" elles sont des sortes de pré-motions, "thématiques" elles n'ont que vocation à exprimer un point de vue sur une question spécialisée (MJS, femmes, agriculture, etc.) ou à permettre à des responsables de s'exprimer même s'il ne rentre pas dans leurs intentions "d'aller à la motion".

¹ Allusion à un film qui connaissait un gros succès et mettait en scène deux familles "typiques" et socialement opposées (les Groseille "représentant" les prolétaires et les Le Quesnoy la moyenne bourgeoisie) du Nord de la France ("La vie est un long fleuve tranquille").

² Sur ce sujet général nous nous référons à **BOURDIEU (Pierre)**, "*La représentation politique, éléments pour une théorie du champ politique*", Actes de la recherche en sciences sociales, n°36-37, février-mars 1981, pp.3-24.

Les contributions générales constituent donc une répétition dans la mesure où chaque "courant" ou "pré-courant" expose alors ses "idées" et ses partisans (la liste des signataires est en fait le passage le plus lu de la contribution), lance sa "chasse aux signatures" et commence à afficher ses prétentions et éventuelles offres d'alliance ou de ralliement.

La contribution Socialisme a été publiquement présentée le 26 juillet 1988 par Lionel Jospin et Michel Delebarre, alors qu'avaient déjà été annoncées, entre autres, les contributions de Laurent Fabius, Louis Mermaz et Jean Poperen. Les raisons de cette publication très tardive tiennent à la stratégie de Lionel Jospin qui a longtemps refusé d'incarner autre chose que le courant mitterrandiste, même après la bataille sur sa succession : *"il y a eu un virage à 180° de Jospin sur la décision de déposer une contribution puisque tout le monde y allait, alors que la ligne jusque là c'était la légitimité mitterrandiste"* (Carreiras, conseiller au ministère).

Les contributions annoncées sont ensuite déposées officiellement au comité directeur de rentrée (début octobre 89) et publiées dans "Le Poing et la Rose", le journal "interne" du P.S. avec un maximum autorisé de 100 signataires.

Ceci nous donne l'occasion de pouvoir comparer le mode différent de présentation de la contribution "Socialisme" et celle de la contribution "Egalité" présentée par Laurent Fabius.

Au niveau des titres, les fabiusiens mettent en avant un concept de circonstance (bicentenaire de la Révolution française) qui peut être apprécié comme très à gauche et en même temps très malléable (égalité des chances, etc.) à connotation plus humanistes que partisane. Du côté de ce qu'on appellera par commodité les "jospinistes", le titre sonne plutôt comme une profession de foi fondamentaliste et partisane qui ne peut manquer d'évoquer le fait que "certains" (nom généralement donné aux Fabiusiens à l'époque) serait moins attaché au Socialisme traditionnel.

Au niveau de la présentation le premier signataire de la motion Egalité est Laurent Fabius, et les signataires sont présentés dans un ordre hiérarchique d'instances : membres du Bureau

Exécutif, membres du Comité directeur, premiers secrétaires fédéraux, parlementaires. Et enfin une rubrique "autres" dans laquelle on retrouve pêle-mêle aussi bien des responsables politiques importants sans mandats, des notables, des anciens syndicalistes et même des artistes dont l'un (Erik Orsenna) sera l'objet d'une polémique quant à son appartenance au P.S.. De plus un astérisque signale les signataires pouvant faire état de plusieurs "titres".

Au contraire la contribution Socialisme classe simplement les signataires par ordre alphabétique à l'intérieur de deux niveaux, le "carré de tête" de 26 personnalités et le reste des signataires, sans autre précision que leur département d'origine (et apparemment sans personnalités autres que militantes). Quant à Lionel Jospin il n'en est qu'un des premiers signataires.

On voit ici dans le "mode de présentation de soi" des stratégies assez distinctes, avec du côté des dirigeants jospinistes la volonté manifeste de présenter une contribution de militants presque tous égaux entre eux avec une distinction exclusivement fondée sur la volonté politique. En effet ce "carré de tête" trouve son seul principe commun dans la volonté des artisans de la contribution. Il a pour objectif de démontrer la capacité de rassemblement de ressources de la contribution : chaque personnage (ou groupe de personnages) est le représentant d'un capital symbolique que la contribution met en exergue comme démonstration de force. Ainsi le carré de tête n'est pas tant la "véritable" direction que ce à quoi elle voudrait plus ou moins ressembler.

On y trouve donc un ancien communiste (Henri Fizbin), logiquement proche de Jospin (il est parisien, il a présidé le Conseil national de la gauche, etc.) qui marque la volonté de "ne pas faire l'impasse sur le PCF"¹, on y trouve un ancien trotskyste et ancien leader étudiant (Cambadélis), un ancien CERES (Raymond Forni), des transcourants (Hollande et Le Drian), des ministres (Delebarre, Nallet), l'ancien maire de Dreux "tombée" sur la question des immigrés (Gaspard), le maire du Congrès , autorité morale dans le P.S. et ancien ministre (Edmond Hervé), le maire de Lens seul leader non fabiusien du Pas-de-Calais (Delélis), l'adjoint de Mauroy (Roman), le candidat malheureux de Marseille que Jospin a toujours

¹ Phrase qui revient souvent dans les discours de Jospin

"courageusement" soutenu (Pezet), la secrétaire générale de la fédération Léo Lagrange (Geneviève Domenach-Chich)...

Les mauroyistes bien évidemment sont largement représentés par Delebarre, Le Garrec, Roman, Domenach-Chich, Collomb, etc.

Et puis on y trouve une partie des proches de Jospin : Allègre, Cambacérès, Claire Dufour, A.C. Franck, Gérard Le Gall, Jean-Jack Queyranne, Dominique Strauss-Kahn, Daniel Vaillant et son allié Henri Emmanuelli.

D'autres auraient pu y être : en fait ont été choisis dans chaque catégorie plutôt les "sortants" du BE, et ensuite des choix au cas par cas ont été effectués. Allègre y figure car il était déjà au comité directeur, alors que Moscovici qui n'avait aucune place dans le parti reste dans les autres signataires; Shapira n'y est pas car il n'est pas non plus dans les organigrammes officiels en dehors du C.D.; Cambadélis qui est assez atypique dans le P.S. y figure pendant que Le Guen-premier fédéral très classique de Paris- ne sera appelé à y accéder qu'au stade de la motion...

Mise en forme dépouillée et égalitaire, mise en valeur du politique: la façon dont se donne à voir la contribution Socialisme est d'autant plus distinctive lorsqu'on la compare à la contribution Egalité. La signification que revêt cet aspect de la contribution n'est sans doute pas le résultat d'une stratégie délibérée ¹ mais sans doute l'une des objectivations d'un travail largement flou et informulé de construction d'une identité politique, et l'un de ces signes qui - accumulés- contribuent à forger un habitus spécifique du "jospiniste".

Le stade de la contribution marque le début officiel du Congrès de Rennes : dès lors le pré-courant, puis le courant 1, s'objectivent dans de multiples textes, réunions, meetings, etc. Nous aborderons par conséquent ces questions dans les chapitres suivants. Il nous faut avant traiter le problème de la distinction entre équipe et courant : ne vient-on pas déjà de

¹ Les témoignages recueillis nous inclinent à penser plutôt à un ajustement progressif fait par plusieurs personnes et dans le mode du "non-dit" ou de l'évidence.

constater que la contribution Socialisme dépasse largement au niveau des signataires les quelques personnes rencontrées précédemment ?

SECTION 4 COMMENT DELIMITER L'EQUIPE ?

Nous affirmons vouloir étudier une "équipe", et non pas l'ensemble des personnalités de la "Motion 1" ou du courant qui en serait issu . Précisons tout de suite que cela ne doit pas nous faire oublier que l'équipe "contrôle" largement le courant. D'ailleurs Claude Allègre, responsable des relations avec les autres courants de l'équipe, endosse officiellement le même rôle pour le courant un à la rentrée 1990, M.F. Lavarini, chargée des relations avec la presse pour Jospin fait de même, etc. Non sans grincements de dents (selon la presse) de certains autres dirigeants du courant.

Mais qu'est-ce qui nous permet malgré tout de tracer une démarcation entre ce qui serait l'équipe et ce qui serait le courant ?

§1-L'équipe caractérisée par l'inégalité de position

L'équipe, pour nous, est un ensemble de personnes relativement restreint dans lequel les membres disposent d'un capital politique largement plus faible que celui du leader et de peu d'autonomie vis-à-vis de celui-ci, c'est-à-dire peu susceptibles de pouvoir eux-mêmes attirer des investissements dans le P.S. sur leur personne. On ne peut pas dire par exemple que Claude Allègre, Daniel Vaillant ou Gérard Le Gall puissent prétendre jouer -du moins à l'heure actuelle- un rôle autonome de leaders dans le P.S..

L'équipe existe avant tout **par** et **pour** son leader. En ce sens la tentation de l'analogie entre le meneur de jeu dans l'équipe sportive et le leader de l'équipe politique est tout à fait

inadéquate. Une équipe de football pré-existe à son meneur de jeu, même si celui-ci s'appelle Platini, et lui survit même si c'est avec plus ou moins de bonheur. En matière politique, l'équipe Jospin n'existe sous cette forme que parce qu'il y a Jospin, et rien ne nous autorise à spéculer sur le fait que "même sans Jospin" les membres de son équipe occuperaient les mêmes postes dans une sorte de spécialisation des rôles autonome ¹. Nous verrons d'ailleurs plus tard (chapitre 2) que nous pensons que le leader imprime des normes et des pratiques propres à "son" équipe.

Cet aspect exclut l'identification de l'équipe Jospin avec le courant 1. D'autres responsables en effet disposent d'un capital politique comparable à celui de L. Jospin, même s'ils se trouvent en l'occurrence "derrière" lui: Pierre Mauroy et Louis Mermaz par exemple².

Ainsi toute une série de responsables de moindre importance se définissent d'abord comme "mauroyistes" (Le Garrec, Roman, Hervé, Delebarre...) ou comme proches de Mermaz (Mexandeau, Estier, ...) et/ou font valoir un capital propre (portefeuille ministériel, maire de grande ville, réseaux,...) pour revendiquer une marge d'autonomie (Nallet, Laignel, Delebarre, Frêche, Hollande,...).

Au contraire les membres de l'équipe Jospin ont d'une certaine façon tout misé sur Lionel Jospin, cette "mise" pouvant constituer aussi bien une transaction calculée qu'un investissement affectif, toute équipe comprenant autant de "mercenaires" que de "fidèles", pour reprendre l'expression de F.G Bailey, sans qu'on puisse distinguer toujours ce qui chez chacun représente la part "mercenaire" ou la part "fidèle".

§2-L'équipe caractérisée par la proximité dans le travail

¹ L'équipe n'a pas atteint un point d'organisation telle qu'une division du travail pourrait amener des processus proches d'une "bureaucratization" susceptible de survivre au leader telle que la décrit Bailey, page 71. **BAILEY (F.G.), Les règles du jeu politique. Etude anthropologique**, Paris, Presses Universitaires de France, Bibliothèque de sociologie contemporaine, 1971, 256 pages.

² Il est courant de dire qu'au PS seuls les "présidentiables" pourraient structurer un courant, comme l'aurait montré le Congrès de Rennes avec le laminage des courants "d'idées" par les trois présidentiables Jospin, Fabius, et Rocard. Ceci expliquerait notamment l'obligation pour des leaders tels que Mermaz ou Mauroy de se ranger derrière un des trois pour survivre. Si l'on peut douter fortement du critère présidentiable, il est vraisemblable que certains leaders incarnent plus un "avenir" potentiel que d'autres, et attirent dès lors plus facilement les "mises".

Nous avons vu à l'occasion de l'examen de certaines objectivations ("les parisiens", "l'appareil du P.S.", "les experts"...), que l'équipe Jospin s'est largement constituée lors de proximités de travail, proximités qui contribuent probablement à la création de solidarités mais aussi d'effets relatifs (et inconscients) de clôture vis-à-vis de ceux qui n'ont pas partagé cette expérience.

Ce fruit du travail commun contribue sans doute autant à distinguer l'équipe Jospin d'autres équipes du courant 1, qu'à brouiller également les frontières entre "jospinistes" et "mauroyistes" ou "mermaziens". En effet des militants "officiellement" affiliés à tel ou tel pour des raisons tant historiques que géographiques (par exemple parcours militant dans le Nord), peuvent en fait entretenir des relations de proximité et de confiance plus fortes avec des membres d'une autre équipe côtoyés dans une instance (à la tête du parti notamment) ou lors d'une période particulière (préparation d'une élection...). Ce type d'affinités "trans-équipes" pouvant éventuellement favoriser les individus "sécants", "ponts" officiels entre équipes, voir les renversements d'alliance. Par exemple nous ne savons pas si l'occupation du poste de trésorier du P.S. par Laignel de 1981 à 1987 est l'élément décisif pour comprendre qu'il soit en fin de compte plus proche de Jospin que de Mermaz (dont il avait pourtant signé la contribution), mais ceci doit rentrer largement en compte. De même la présence assez intensive de Bernard Roman dans la direction du Parti doit sans doute faciliter son rôle de "liant" qu'il joue parfois entre jospinistes et mauroyistes dans les moments difficiles (comme lors du Congrès de Rennes).

Mais définir l'équipe implique aussi de distinguer entre ce qu'est cette équipe et ce que sont ses soutiens. Il est évident que l'équipe ne peut inclure une centaine de personnes voire plus, car dès lors l'idée de travail commun doit être abandonnée. Par conséquent l'équipe n'est pas l'addition de toutes les cadres socialistes importants qui soutiennent Lionel Jospin : premiers fédéraux, maires de grandes villes, présidents de conseils généraux ou régionaux, députés, "personnalités" militantes, etc. Nous verrons en effet par exemple que la composition des réunions préparatoires au Congrès ou de la commission des résolutions à Rennes montre une distinction nette entre une vingtaine de personnes qui participent à l'animation régulière de la "sensibilité" et du courant et les autres responsables qui participent

de façon épisodique à l'animation nationale. Avec bien sûr quelques personnes qui sont à la limite entre l'équipe et les soutiens (Michel Pezet est assez difficile à "classer", comme aussi toute une série de premiers secrétaires fédéraux), soit peuvent intervenir ponctuellement de façon remarquée (comme Georges Frêches pendant le Congrès).

§3-Les effets de la distinction

Le terme d'équipe exprime l'idée d'une unité d'intérêts, de convictions et de pratique. Il nous appartiendra plus tard de discuter le caractère plus ou moins artificiel de cette homogénéité.

Mais dans l'immédiat il est vrai que le fait d'être affilié à une équipe entraîne toute une série de conséquences en termes de postes (dans le parti, dans l'Etat ou lors des élections) , en termes d'accès aux ressources centrales (subventions de l'Etat, arbitrages , informations valorisantes,...) , en termes de participation à la décision, en termes de rapport avec les autres socialistes (les uns "ménageant" celui qui est protégé par son leader ou au contraire les autres prenant pour cible le même pour ce qu'il représente), plus directs que l'affiliation à un courant.

Il faut également considérer que pour un "cadre supérieur" du P.S. qui n'a pas encore accédé au statut de potentiel leader autonome (c'est-à-dire qui a plus ou moins "ses" troupes, son fief, éventuellement son club, etc.), l'appartenance aux cercles constitutifs d'une équipe peut constituer une plus-value incontestable en terme de formation politique (participation à l'élaboration et à l'exécution de "manoeuvres" au sommet, de construction d'une identité politique, de réflexions théoriques, de mise au point de stratégies politiques,...), ou en termes de constitution de réseaux au sens commun du terme (connaissances, correspondants,...).

De plus il est probable que les inconvénients supportés du fait de l'affiliation (hostilité plus importante du camp adverse, perte de marge de manoeuvre) sont largement compensés par cette sorte de sécurité ontologique que procure l'appartenance forte à un groupe. Par exemple, quelles que soient les contingences de la bataille politique dans le P.S., l'équipe "continue" et permet par son existence que l'essentiel -notamment le fait de pouvoir continuer

le "jeu"- ne soit pas remis en cause, ce qui menace l'entreprise politique personnelle qui a faillit.

Mais il nous faut néanmoins garder à l'esprit **qu'il n'y a pas un seul mode d'appartenance à l'équipe**, et que ce qui est probable pour les membres du noyau de l'équipe (ou ce qui en sont proches) ne l'est peut-être plus pour ceux qui sont à sa périphérie .

Enfin la participation aux bénéfices implique aussi en retour une discipline et éventuellement une mise en conformité des pratiques et des discours auxquels chacun doit contribuer pour assurer le succès de l'équipe et de son leader, travail qui constituera l'essentiel de notre recherche dans les chapitres suivants.

Dès lors nous écartons de nos préoccupations la question d'un recensement "exact" de qui est "dans" l'équipe puisque un tel travail n'est pas conforme à la démarche que nous essayons d'adopter ¹.

Nous pensons en effet qu'il serait vain de vouloir déchiffrer ce qu'est l'équipe Jospin à partir des interactions visibles à l'intérieur ce que nous identifions comme cette équipe, mais que cela devrait être relié en permanence à tout en ensemble de variables extérieures à cette délimitation. Parmi ces variables explicatives nous en retiendrions notamment deux qui nous semblent plus importantes. Tout d'abord celles qui se rapportent à l'itinéraire de chaque membre-son histoire-en tant qu'elle est apport de pratiques et de croyances non réductibles aux interactions actuelles . Ensuite celles qui se rapportent au contexte, à la situation de l'équipe dans un moment particulier (quelques mois avant et après Rennes) et une configuration précise (le P.S., le gouvernement, les autres courants, certains aspects de l'état de la société française,...). Nous serions donc amenés à refuser par là une limite rigide entre l'équipe et d'autres processus liés.

Nous ne réalisons pas ici ce programme de recherche dans sa totalité, même si nous en reprenons l'essentiel de la démarche, et notamment le fait que l'absence de frontière

¹ Nous espérons toutefois repérer progressivement les dirigeants les plus "significatifs" , notamment dans la première section du chapitre suivant, mais ne chercherons pas par exemple à déterminer les permanents de Solférino ou les entourages divers qui de fait interviennent dans l'équipe.

étanche entre l'équipe et son environnement ne rend pas nécessaire un dénombrement définitif des "jospinistes" Ainsi isoler l'équipe signifie d'abord essayer de trouver un ensemble logique de lignes de structuration à partir d'un groupe (c'est-à-dire qui en proviennent mais qui le forment aussi en retour) situé dans le Parti Socialiste.

Nous avons, dans ce chapitre, examiné les principales conditions d'apparition de ce groupe, nous allons donc maintenant tâcher de définir son mode d'existence.

CHAPITRE 2 : LES REGLES ET PRATIQUES DE FONCTIONNEMENT

Après avoir examiné les premières conditions d'émergence et de formation de l'équipe, nous allons aborder de façon directe le mode d'existence de celle-ci. Il s'agit maintenant d'acquérir une vision plus claire de l'équipe elle-même après avoir mis en place ses divers contours envisageables dans le premier chapitre. Notre tâche essentielle sera ici de commencer à discerner des éléments d'ordre et des lignes de structuration de l'équipe pour passer du groupe général au groupe pratique. Nous abordons d'une certaine façon dans ce chapitre la questions des relations de travail dans l'équipe : qui la compose ? qui fait quoi? quels sont les rapports hiérarchiques ? quels sont les règles et les normes en vigueur?

En écho aux divers modes d'objectivations étudiées précédemment, nous définirons une équipe par cercles ayant comme critère la relation au leader (section 1). Cette première mise en forme nous paraît en effet la plus adéquate pour rendre compte de la composition de l'équipe tout en montrant l'une de ses règles structurantes, sans préjuger de reclassements ultérieurs.

Ceci nous amènera logiquement à traiter d'un certain nombre de notions élaborées par F.G. Bailey (section 2) dont on se servira pour relativiser la rigidité de l'équipe induite par notre première présentation, mais aussi afin de préciser notre démarche et de noter certaines approches que nous souhaitons éviter.

Nous tenterons de dégager ensuite un certain nombre d'autres règles (section 3) à l'oeuvre dans le fonctionnement de l'équipe qui semblent régir les relations de pouvoir entre membres de l'équipe. Nous verrons à cette occasion se préciser la place et de l'activité de chacun, ce qui complètera notre vision de la composition de l'équipe.

Enfin nous étudierons dans quelle mesure Lionel Jospin lui-même produit une série de normes dans ses rapports avec ses équipiers, et notamment dans son mode de sélection de ceux-ci (section 4). Nous pourrons alors évaluer ce qui dans les règles de fonctionnement de l'équipe dérive de ce travail normatif.

SECTION 1 LA COMPOSITION DE L'EQUIPE PAR RAPPORT AU LEADER

Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à la diversité de position des uns et des autres dans l'équipe vis-à-vis de Lionel Jospin, moment obligé pour aborder la question du fonctionnement de l'équipe.

Le degré faiblement institutionnalisé de l'équipe nous évite de tenter de trouver une sorte de hiérarchie objectivée dans un organigramme ou dans des postes, mais nous prive aussi de tout moyen de rendre plus "objective" notre tentative de "mise en ordre". Nous avons dû de la sorte nous appuyer sur des entretiens, sur l'observation des parcours et sur les places occupées, pour constituer un certain nombre de cercles qui rendent compte de la disposition de l'équipe. Ce recours au concept de "cercles" nous apparaît en effet la plus pertinente pour retranscrire la première façon dont semble être vécue l'équipe, même si nous aurons l'occasion par la suite de discerner d'autres principes de structuration. Il ne faut bien évidemment pas donner à ces cercles plus de valeur qu'il n'en ont : reconstruction risquée qui peut difficilement être testée, il sont aisément contestables comme tout classement un peu arbitraire, et ont surtout pour but de stimuler l'analyse. Il est quasiment certain que la plupart des personnes citées ci-dessous refuseraient tout ou partie de cette construction.

§1-Les "amis"

On peut envisager un premier cercle autour du leader composé de personnes qui lui sont très proches, sur un plan sans doute autant affectif que strictement politique, même si bien évidemment tous ceux cités ici sont d'abord des "politiques". Nous disposons dans ce cercle Claude Allègre, Marie-France Lavarini, Daniel Vaillant, Pierre Shapira et Dominique Strauss-Kahn.

Claude Allègre a toujours été un ami de Lionel Jospin qu'il a connu à la cité universitaire d'Antony dans la deuxième moitié des années cinquante, et avec qui il a partagé (outre une amitié) un engagement dans l' UNEF ¹ et dans la politique (Jospin a été à l' UGS, Allègre au PSA, et tous deux se sont retrouvés au PSU). Si Lionel Jospin est devenu dès 1973 une personnalité politique, Claude Allègre n'apparaîtra publiquement dans le P.S. qu'à partir de 1985 où il est devenu président du groupe des experts (il a mené entre-temps une brillante carrière universitaire). Il est nommé membre titulaire du Comité Directeur en 1987,

¹ L'UNEF entrait alors dans sa période algérienne, et avait en 1956 vu sa direction conquise par la "Mino", tendance pro-algérienne de l'UNEF que soutenaient Jospin et Allègre.

mais surtout devient "Conseiller spécial" du Ministre de l'Education Nationale en 1988 et notamment véritable ministre de fait des universités. Enfin il accède au Bureau exécutif du P.S. en 1990, ce qui sanctionne l'activité politique intense qu'il a depuis quelques années auprès de Jospin.

Marie-France Lavarini est un des rares personnages "de l'ombre" que nous faisons figurer dans l'étude¹. Officiellement chargée des "Relations avec la presse" au ministère elle est en fait la collaboratrice/conseiller polyvalente de Jospin. Elle joue ainsi souvent le rôle de plaque tournante de l'équipe. Elle organise par exemple la plupart des rencontres avec Jospin, choisissant même des personnes "à présenter". Ancienne collaboratrice de Pierre Joxe (comme président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale), elle travaille avec Jospin depuis 1979.

Daniel Vaillant a connu Jospin dans la fédération de Paris et travaille avec lui depuis le milieu des années 70, d'abord dans le 18^e arrondissement puis à la tête du parti. La nature intense de leur collaboration (et les liens qui se sont créés à cette occasion depuis bientôt 15 ans) et les fonctions très importantes de Vaillant à Solférino (Secrétaire National aux fédérations) font de celui-ci un personnage-clé de l'équipe.

Pierre Shapira est conseiller au Ministère et membre titulaire du Comité directeur. Ami de Jospin, il n'est pas un personnage très public (il ne figurait par exemple pas dans le "carré de tête" de la contribution), et tient plutôt un rôle d'organisateur technique et de mise au point des "coups" (rassemblement, meeting, déplacement,...). Il a connu Jospin dans la fédération de Paris alors qu'il était dentiste, profession qu'il a continué d'exercer longtemps (jusque dans le début des années 80) avant de se consacrer à plein temps à la politique.

Dominique Strauss-Kahn tient le rôle d'une des têtes pensantes de l'équipe mais aussi d'un grand parlementaire puisqu'il est Président de la commission des finances de l'Assemblée Nationale. Outre une carrière académique brillante (H.E.C., doctorats d'économie, de mathématiques, agrégé d'économie,...), il est passé à l'U.E.C. de 1968 à 1971 (à l'université de Nanterre), au S.N.C.S et au SNESup ensuite, avant d'adhérer au

¹ Nous avons en effet choisi de ne pas prendre en compte dans l'équipe ni les "éminences grises" ni les membres du cabinet du ministre dès lors que rien ne les distingue comme "publics".

P.S. en 1976 ("après avoir bouclé mes études"). Il rentre à la commission économique du P.S. en 1981, convaincu par Jean Prunteau " de rester au parti plutôt que de répondre aux offres pour aller dans un cabinet ministériel". Membre du B.E. et Secrétaire National aux études à partir de 1983, il est élu député de Haute-Savoie en 1986 "grâce à la proportionnelle" puis député de Sarcelles en 1988 (" on m'a trouvé cette circonscription") et candidat malheureux à deux reprises à la mairie en 1989 et 1990.

§2- Les proches collaborateurs

Ce deuxième cercle comprend des personnes proches de Jospin qui ont construit avec lui une relation de travail peut-être moins affective que celles du premier cercle. On passe en quelque sorte des amis aux amis plus strictement politiques: Gérard Le Gall, Claire Dufour, Jean-Jack Queyranne, , Pierre Moscovici, et toute une série de personnalités militantes (premiers fédéraux, permanents du parti, cadres intermédiaires...) qui ne figurent pas au premier plan public comme Jean Carrassou (premier secrétaire de la fédération de Haute-Garonne), Luc Soubré ou Henry Pradeaux au ministère ¹, des permanents du parti comme Pierre Bonnefoy, Laurent Azzoulay ², etc.

Jean-Marie Cambacérès est devenu directeur de cabinet de Jospin aux alentours de 1985, puis s'est occupé des études au bureau exécutif (experts) à partir de mai 1988. Personnage assez discret, il n'occupe plus de fonctions importantes depuis le congrès de Rennes (où il quitte le Bureau exécutif) mais dispose -ce qui n'est pas négligeable- d'une implantation locale dans le Gard (député-maire depuis 88 et 89).

Gérard Le Gall est membre suppléant du BE mais surtout secrétaire national aux études électorales. Il s'est spécialisé depuis son accession à la tête du parti dans tout ce qui concerne les sondages, "l'opinion publique", les électorats et ce qu'on regroupe parfois sous le terme de "politologue". Venu au P.S. par le staff de la campagne présidentielle de 74, il

¹ Pradeaux a notamment été délégué général de Jospin chargé du personnel de 1981 à 88 avant d'être chef de cabinet du ministre de l'éducation, Soubré est directeur des lycées et collèges après avoir été chargé de l'éducation au parti.

² Qui travaillent tout deux "aux fédérations" avec Daniel Vaillant.

s'est progressivement investi dans l'appareil du parti (après un parachutage manqué aux alentours de 77 à Lorient). Il prépare le congrès de Metz (79) avec Paul Quilès, accède au comité directeur au Congrès de Valence (81) et devient délégué général aux études politiques auprès de Lionel Jospin en 1983. Fait figure aujourd'hui à la fois d'expert et d'homme d'appareil puisque il ne recherche aucun mandat électif et aucune position dans le parti hors de son domaine d'élection (il n'est même que suppléant au Comité directeur).

Claire Dufour, âgée de 26 ans, représente le "travail jeune" chez Jospin et est membre du BE, secrétaire nationale à l'intégration, depuis le congrès de Rennes. Venue au P.S. en 1983 à l'université de Nanterre elle a tout de suite été dans "l'orbite" du premier secrétaire. De 87 à 90 elle fait partie de la direction de l' UNEF ID, principal syndicat étudiant, où elle occupe les postes de secrétaire général puis ce vice-présidente.

Jean-Jack Queyranne a d'abord connu une implantation locale dans le région Lyonnaise à partir du milieu des années soixante-dix : conseiller général (79), député (comme suppléant d' Hernu en 81) et maire-adjoint de Villeurbanne. Il rentre au Comité directeur et au bureau exécutif (?) en 1983 et devient la même année secrétaire national adjoint à la culture. Il se spécialise (notamment à l'Assemblée) dans les domaines de la communication et surtout de l'audiovisuel. En 1985 il devient porte-parole du P.S., et en 1988 secrétaire national à l'audiovisuel.

Pierre Moscovici a d'abord été secrétaire du groupe des experts, de 1986 à 1988, avant de devenir "conseiller technique au ministère pour les questions financières, budgétaires, à la coordination générale et à la synthèse". En fait il constitue en quelque sorte le numéro 3 du ministère après Jospin et Allègre. Il est membre du BE et secrétaire national aux études depuis le congrès de Rennes.

§3-Les alliés

Ce troisième cercle comprend des personnes qui sont plus proches de Jospin que d'aucun autre leader du courant 1, mais qui ne font pas forcément partie de "l'histoire" des autres proches de Jospin et/ou qui gardent une autonomie politique indéniable soit sous forme

de clubs soit sous forme de réseaux propres. On pourrait trouver ici de nombreuses personnalités "jospinistes" mais dont on ne peut pas dire qu'elles font réellement partie de l'équipe: Georges Frêches (maire de Montpellier), Henri Fizbin (décédé depuis), Raymond Forni, André Delélis (maire de Lens), etc. En ce qui concerne l'équipe nous y incluons essentiellement François Hollande et Jean-Christophe Cambadélis.

François Hollande représente d'abord des réseaux principalement composés de Hauts-fonctionnaires proches de la gauche, qui se sont en partie retrouvés dans le club "Services Publics" (fondé en 1980) et le club "Démocratie 2000" (fondé en 1984) ¹. Il a été directeur de cabinet de Max Gallo, porte-parole du gouvernement, de 1983 à 1984. Dans le Parti socialiste il s'est fait connaître par sa présence dans l'opération (très critique envers le premier secrétaire) des "trans-courants" en 1985, groupe qui prétendait échapper aux "chapelles des courants" et qu'on soupçonnait à l'époque d'être encouragé par Jacques Delors. François Hollande se réconcilie pourtant avec Lionel Jospin par la suite et devient en 1987 Secrétaire national à la communication, et député de la Corrèze en 1988.

Il a été largement associé à la préparation du Congrès de Rennes et devrait être le rédacteur de "La lettre" du courant 1. Les groupe des "trans" n'en continue pas moins à exister sans se réduire à ceux qui sont chez Jospin puisqu'ils sont toujours répartis dans différents courants.

Jean-Christophe Cambadélis a commencé à militer aux lendemains de Mai 68 chez les trotskystes (dits "lambertistes") de l'A.J.S., et surtout dans les rangs de l' UNEF "Unité syndicale" ². Il compte dans les animateurs de tous les mouvements étudiants des années 70, puis négocie en 1980 la création/réunification de l' UNEF Indépendante et Démocratique -qu'il préside jusqu'en 1984- qui regroupe divers trotskystes (PCI, LCR, ...), des autogestionnaires, et surtout les étudiants mitterrandistes (emmenés par Jean-Marie Le Guen). En avril 1986 il quitte le PCI avec quelques centaines de militants, dont les principaux

¹ Sur la sociologie des clubs politiques et une notion de réseaux, voir **BLONDIAUX (Loïc)**, "Les clubs: sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ?", *Politix*, n°2, printemps 1988, pp.29-42.

² En 1971 l'UNEF scissionne en deux : l'UNEF Renouveau dirigée par les étudiants communistes et qui comprend les mitterrandistes et le CERES d'Epinay, l'UNEF Unité Syndicale dirigée par les trotskystes de l'AJS mais soutenue notamment par FO, la FEN et des secteurs de l'ex-SFIO.

dirigeants de l' UNEF ID, qu'il regroupe dans le club "Convergences Socialistes" , ces militants rejoignant le P.S. peu après en liaison avec le premier secrétaire. Les étudiants de Convergences continuent depuis à diriger l' UNEF ID, notamment lors du mouvement étudiant de l'automne 86, ce qui facilite l'entrée au P.S. de toute la mouvance.

Membre de l'Etat-major de campagne de François Mitterrand, élu député du 19^e arrondissement de Paris en juin 1988, J.C. Cambadélis est membre suppléant du CD depuis 1987 et délégué national du P.S. aux droits sociaux. Il anime ses clubs, les Cercles d'Etudes Contemporaines (CEC), et impulse avec d'autres (dont Jean-Marie Le Guen ou Patrick Sève) des regroupements de premiers fédéraux jospinistes ("la première force") et des initiatives ponctuelles (colloques, appels, ...). Il conserve enfin des liens avec un grand nombre d'anciens de l' UNEF de toutes tendances devenus depuis responsables dans le monde politique, syndical, mutualiste et associatif.

§4-Quelques problèmes

Le coup de force consistant à "faire rentrer" l'équipe dans ces trois cercles trouve - même pour son auteur- ses limites en ce qui concerne Henri Emmanuelli et Bertrand Delanöe et certains premiers fédéraux.

Henri Emmanuelli est sans aucun doute l'un des principaux leaders de l'équipe qu'il a progressivement intégrée à partir de 1986/87. Il rentre notamment au Bureau exécutif au Congrès de Lille et y devient secrétaire national à la communication. Il devient à l'issue de la bataille de succession Mauroy/Fabius en mai 88, secrétaire national à la trésorerie et à la coordination et numéro deux du parti. On présentait souvent avant le Congrès de Rennes la direction des jospinistes comme un trio avec, outre Jospin, Emmanuelli comme "politique" et Vaillant comme "organisateur".

Sa place logique devrait donc être au moins dans le deuxième cercle. Pourtant les multiples entretiens que nous avons durant le printemps et l'été 88 semblent montrer une distance, ténue mais persistante (hésitations à son évocation, sourires, gestes d'agacement esquissés,

voire révérence trop conventionnelle), entre des proches de Jospin et lui ¹. Si une telle intuition est trop fragile pour fonder une analyse, elle nous oblige pourtant à une certaine vigilance, ceci se trouvant corrélé à l'apparition dans le courant 1 de quelques étudiants se définissant comme "Emmanuelistes" sans que l'on puisse faire la part de ce qui est tactiques individuelles à l'intérieur des "jeunes jospinistes" et ce qui provient de l'entourage d'Emmanueli.

Mais il est certain que le poids local d'Emmanueli (député des Landes depuis 78, et surtout président du Conseil général depuis 82), son expérience (il est rentré au P.S. en 1971 et a occupé presque tous les postes possibles depuis) et son passage au gouvernement (il a été membre du gouvernement sans discontinuer de 1981 à 1986) lui permettent de disposer d'un capital politique sans équivalent dans l'équipe hormis celui de Jospin lui-même. Cela pose évidemment le problème de la nature de sa relation au leader : peut-on encore parler d'équipier ? Ou doit-on le considérer comme "allié", privilégié certes, mais relevant du troisième cercle ?

Le cas de Bertrand Delanöe est un peu plus simple. Issu lui aussi de la fédération de Paris et du 18^e, il accède en 1983 au secrétariat national aux fédérations et à la coordination. Ainsi malgré la présence d'un numéro deux officiel (Jean Poperen), il fait figure de véritable second de Jospin et prendra même plus tard la fonction de porte-parole. Ami, conseiller et collaborateur de Jospin il fait alors partie sans aucun doute du premier cercle à l'équivalent de Daniel Vaillant aujourd'hui.

Pourtant à partir de 1985-86 il connaît la mésaventure d'un parachutage raté pour les législatives de 1986 en Avignon (ce qui est assez grave dans le P.S.) et sa place dans le parti diminue sensiblement puisqu'il ne fait plus partie du secrétariat national ni du Bureau exécutif en 1987. De fait il "retourne" dans la vie active tout en restant titulaire au comité directeur en 87 comme en 90. Conséquence de l'échec du parachutage ? Mécontentement avec Jospin ? Volonté de prendre du recul ? Si certains expliquent que "Allègre l'a remplacé de fait auprès de Lionel vers 1985 dans cette période d'incertitude et il ne l'a pas supporté" [Journaliste], lui

¹ Nous n'avons pas pu obtenir d'entretien avec H. Emmanueli, le seul dans ce cas malgré notre insistance, les personnes "filtrant" les demandes estimant qu'il avait un emploi du temps trop chargé sur cinq mois... Nous avons pu néanmoins nous entretenir avec son collaborateur Philippe Darriulat.

-même explique surtout ceci par la volonté de ne pas rester un dirigeant important sans mandat électoral et de prendre une certaine indépendance. Il a réussi depuis une carrière professionnelle importante dans la publicité. En tout état de cause il était présent dans la bataille de Rennes et certains disent qu'il "revient". Cette série d'éléments explique notre incertitude à son égard.

Il existe de plus toute une série de premiers secrétaires de fédérations dont nous ne pouvons dire par manque de connaissance fine s'ils se situent plutôt dans le deuxième ou plutôt dans le troisième cercle, leurs rapports traditionnellement étroits et constants avec le "centre" de l'appareil du parti (par exemple avec le cabinet de Vaillant) n'empêchant pas une certaine autonomie possible. En fait c'est notamment l'impatience qu'ils ont souvent manifesté (au nom de "la base") devant les réticences de la "direction" nationale (en fait Jospin) à engager la confrontation avec Fabius qui nous fait hésiter. Les premiers fédéraux (et leurs équipes) sont de toutes façons les relais et les cadres indispensables et souvent déterminants d'un courant dans le P.S. "sur le terrain" pour ramener les mandats nécessaires. Le poste de premier fédéral sert enfin souvent de tremplin pour un mandat électif (jusqu'à député ou maire) voire une responsabilité à la direction nationale du parti. C'est par excellence la voie "partisane" (ou "militante") d'ascension politique, par opposition aux "experts" , aux "technocrates" ou aux "notables".

Parmi ces premiers fédéraux, certains ont une importance politique particulière : Yvon Deschamps (Rhône), Gilbert Roger (Seine Saint Denis), Patrick Sèves (Val de Marne), Jean-Marie Le Guen (Paris), Jean Carassou (Haute-Garonne), Jean-Pierre Bel (Ariège), Didier Guillaume (Drôme), Jean-Louis Carrère (Landes),...Un certain nombre d'entre eux s'est retrouvé ponctuellement depuis deux ans dans un regroupement très informel (une réunion de temps en temps, quelques textes peu diffusés) appelé "La première force" pour faire en quelque sorte figure de "première ligne" dans la bataille politique¹.

Enfin André Laignel ou Gisèle Stievenard, même formellement marqués comme Mermaziens, peuvent être de fait considérés comme jospinistes. André Laignel surtout est

¹ Ce regroupement est également impulsé par Jean-Christophe Cambadélis qui collabore étroitement avec les "parisiens" J.M. Le Guen (Paris), Patrick Sèves (Val-de-Marne) voire parfois Gilbert Roger (Seine St Denis).

après le congrès de Rennes complètement intégré à l'équipe, participe aux réunions "resserrées" de direction et tient un des plus importants rôles politiques , à un niveau comparable à Emmanuelli ou Vaillant.

SECTION 2 LEADERS, FIDELES ET MERCENAIRES

§1-Quelques travers que nous voudrions éviter

Si nous postulons dans ce travail la pertinence d'une distinction entre ce qu'on appelle "l'équipe Jospin" et le "courant Un" (et à fortiori le reste du P.S.), nous sommes conscients des limites de cette réification non seulement vers l'extérieur mais aussi en ce qui concerne la composition "interne" de l'équipe. Ce que note Michel Offerlé : "...en réifiant ainsi l'objet à étudier l'on transforme le parti en un acteur doté de réalité et de volonté..." , peut concerner l'analyse des positions internes de l'équipe.

La tentation est en effet permanente de glisser vers une "reconstitution" d'interactions entre acteurs abstraits (sans épaisseur sociologique) dont la stratégie est uniquement "contextualisée" par un cadre de l'équipe envisagé comme donnée extérieure. L'acceptation implicite de l'équipe comme cadre d'action ou structure contraignante "en soi" est une autre façon de réifier l'objet, c'est à dire de détacher l'institution (que l'on a soi même construit en partie) de ceux qui la font exister. C'est pourquoi on n'utilisera pas les termes de "système d'action", même si parfois nous sommes très proches du sens qu'y donne Michel Crozier ¹.

Autre tentation qui pose problème, celle de déterminer un certain nombre de rôles structurels que les membres de l'équipe endosseraient sans inventaire, de telle sorte que nous n'aurions plus qu'à examiner des transactions entre rôles en glissant rapidement vers le structuro-fonctionnalisme. L'étude de l'équipe Jospin se réduirait par conséquent à l'examen d'une "réalisation" parmi d'autres de ce qu'est la structure constante d'une équipe politique .

¹ CROZIER (M.) et FRIEDBERG (E), L'acteur et le système, Paris, Le Seuil, coll. points politiques, 1977, 500 pages.

Tentation d'autant plus grande qu'en fin de compte on cherche souvent plus ou moins consciemment (et sans doute d'autant plus quand on fait ses premiers pas dans la discipline) dans le cas particulier la démonstration de lois sociologiques générales à vocation "scientifiques".

Si nous n'avons pas trouvé de méthode infaillible pour contourner ces pièges, nous avons choisi de multiplier les angles de vision de l'équipe. Nous espérons ainsi éviter d'aborder notre objet de façon unidimensionnelle, au risque d'une certaine dispersion. C'est dans cet esprit que nous voulons utiliser ici quelques notions tirées de Bailey pour progresser dans notre étude.

§2- Noyau et entourage

La façon dont nous avons commencé à aborder la composition de l'équipe nous amène en effet logiquement à poser la question de la nature de l'équipe, de la relation entre Jospin et ses équipiers et notamment à distinguer entre "fidèles" et "mercenaires" pour reprendre la distinction de F.G. Bailey ¹. En l'occurrence nous précisons tout de suite que si l'on doit avoir présent à l'esprit que "...les relations réelles entre leader et partisans contiennent probablement et un élément moral et un élément transactionnel."², nous utilisons par la suite justement les concepts de Bailey dans la mesure où ils permettent de souligner plus fortement les traits particuliers de l'équipe.

La présentation en cercle n'est pas sans rejoindre la progression du noyau à l'entourage décrite par Bailey : " Pour simplifier l'image, un leader peut avoir un premier cercle de personnes dont l'attachement est de nature morale et un cercle plus lointain de partisans dont l'attachement est de nature transactionnelle. Les premiers constituent son *noyau* et les seconds son *entourage*."³ Prenons les premiers et derniers cercles pour envisager la situation la plus caricaturale.

¹ BAILEY (F.G.), Les règles du jeu politique, pp.49 et s.

² Ibid., p.59.

³ Ibid., p.60.

Il est évident que le premier cercle évoque un noyau, notamment dans la mesure où ses membres ont avec Lionel Jospin une relation qui n'est pas absolument spécialisée dans la politique. Souvent les jospinistes eux-mêmes caractérisent ces relations dans des termes relevant plus souvent qu'il n'est de coutume du domaine familial, avec une insistance sur la "morale". De même on verra plus loin que du noyau il peut également avoir une certaine rigidité que lui reprochent d'autres jospinistes qui souhaiteraient une plus grande adaptation aux impératifs de la lutte dans le P.S.: *"...il s'est entouré d'une espèce de cercle presque familial qui essaie de le protéger et donc qui font barrage à toutes les personnes qui veulent intervenir directement auprès de lui."* (membre du BE) .

Par ailleurs il est possible que ce que nous avons défini comme le cercle des "alliés" n'aie misé sur Jospin sur le marché des écuries du P.S. que dans une optique de mercenaires. Un entrepreneur politique, petit leader qui ne dispose pas encore de ressources suffisantes pour ne jouer qu'à son compte peut juger utile "en attendant" de faire fructifier son capital à l'ombre d'un "grand" leader. Dans cette optique Hollande aurait pu participer d'une répartition, placement judicieux des "transcourants" entre Jospin et Rocard en vue de favoriser une recomposition ultérieure (sur les ruines du courant A) qui rejoigne leurs positions traditionnelles. Cambadélis en ce qui le concerne aurait trouvé dans l'intégration à une équipe le moyen de nouer des contacts et surtout d'acquérir une protection et une respectabilité dans le P.S., lui qu'on stigmatise souvent de son passé trotskyste. Emmanuelli y aurait trouvé le moyen de tenir un rôle de premier plan en apportant des ressources complémentaires dans une équipe dont beaucoup de membres sont, contrairement à lui, politiquement jeunes (la plupart ne détenaient pas de mandats ni de postes importants avant 81) , sans grande implantation provinciale et avec peu d'expérience gouvernementale.

§3- Groupe transactionnel, groupe moral ?

Ayant volontairement exagéré les deux pôles potentiels de l'équipe, il n'en reste pas moins que nous pouvons aussi envisager toute une série de relations qui concernent tous les membres de l'équipe.

Nous pensons en effet que chaque membre de l'équipe attend de sa participation une "récompense" personnelle minimum. Celle-ci peut prendre l'aspect assez évident d'un poste, d'un titre ou simplement d'une action positive quelconque (pourquoi pas même simplement des rapports plus chaleureux?) . Mais ce que le sens commun appréhende avec facilité comme goût du pouvoir ou du prestige est largement insuffisant pour comprendre toute la subtilité des attentes et des rétributions dans une équipe politique. En effet chaque geste "à récompenser" doit être rapporté aux qualités de son auteur, tant du point de vue de ce qu'il en juge lui-même que de ce qu'il pense être le jugement extérieur dominant, ou de ce qu'il pense être le jugement particulier du leader. Il doit ensuite être rapporté dans chaque cas à la récompense que d'autres aux qualités comparables ont déjà obtenu et à ce que ses propres qualités ont déjà permis d'obtenir dans le passé. Le demandeur doit enfin évaluer la marge de liberté du leader pour apprécier les possibilités qu'il a de le satisfaire et le coût que cela peut représenter pour lui, pour savoir la réaction qu'il doit adopter dans tous les cas possibles (gratitude, "juste retour", compréhension des difficultés, rancune,...).

Il est par exemple logique que Jean-Marie Le Guen aie très mal apprécié de rester simple suppléant sur la première liste de candidature au C.D. et a estimé qu'il pouvait légitimement revendiquer d'être titulaire, ce qu'il a obtenu¹. Il a pour cela peut être considéré les bons résultats du courant sur "sa" fédération de Paris, ou son attitude "conciliante" et loyale dans le début du Congrès (il s'est déclaré prêt à sacrifier sa place à un "S.R." pour favoriser un accord motion 1- motion 6), ou la présence dans les titulaires de nombreux cadres parisiens avec qui il doit collaborer (A.C. Franck, Delanoé, Fleutiaux) ou encore la présence de Jean Carassou premier fédéral de la Haute-Garonne qui doit être "équilibrée" par celle du premier fédéral de Paris, etc.

Inversement Gérard Le Gall peut avoir estimé qu'étant donné les enjeux du congrès et la réduction du "quota" (officieux) des jospinistes, son maintien comme suppléant est compréhensible, surtout si on lui assure qu'il retrouvera son poste au Bureau exécutif.²

¹ [sur les nominations au CD...] "C'est un courant où il vaut mieux se rappeler à la mémoire de chacun." Entretien.

² "J'aurai pu passer titulaire mais j'ai laissé ma place à d'autres. Du moment que j'avais la garantie que je serais au BE. Y'a tellement de bagarres pour être y compris titulaire parce que d'autres le sont etc.." (entretien).

Mais l'aspect transactionnel peut aussi porter sur des opérations plus difficiles à voir, comme par exemple l'espace laissé à chacun pour s'exprimer ou se valoriser. Nous savons par exemple que le temps de parole et le moment de passage comme orateur lors de la première réunion publique de la contribution "Socialisme" (30 septembre 1989 à Epinay s/Seine) a fait l'objet de commentaires aigres-doux en ce qui concerne Jean-Christophe Cambadélis ("expédié" en fin de liste et juste avant le repas).

Enfin même les plus proches de Jospin doivent vraisemblablement se trouver parfois en situation de négociation. On constate par exemple parfois un écart entre les déclarations (assez percutantes) de Claude Allègre et les décisions de Lionel Jospin, ce dernier infirmant son conseiller. Il y a sans doute une part de jeu tactique, le ministre laissant son conseiller "sonder" et "préparer le terrain", mais aussi une part de jeu à deux sur les limites du cadre d'action de C. Allègre suivant le sujet, la conjoncture politique, le succès des opérations en cours sur les universités, etc. Plus largement ce qui est peut-être en jeu dans la relation (qu'on pourrait nommer "négociation" pour accuser l'aspect transactionnel) c'est l'apport d'Allègre comme universitaire de haut-vol qui connaît le milieu de l'enseignement supérieur et qui est en même temps un ami de confiance, contre la possibilité pour lui d' "agir" sur son milieu professionnel et ses pairs (expérience qui peut être recherchée) voire éventuellement de prendre à l'occasion sa revanche sur des institutions qui l'auraient empêcher de réaliser ses souhaits antérieurs ¹.

Ces quelques hypothèses crédibles nous ont montré qu'à chaque degré de proximité d'avec le leader, il était possible de discerner des transactions évoquant plus le "mercenaire" qui négocie sa part, que le militant dévoué à son idéal.

Inversement la part de solidarité affective à l'équipe ne se cantonne pas aux membres du premier cercle ni à ceux du deuxième. L'inscription dans l'équipe génère aussitôt un travail en commun, une multitude de relations fréquentes, une connaissance des coéquipiers, une identification relative aux autres membres ne serait-ce que durant les moments les plus intenses de la bataille. Toutes ces interactions ne peuvent manquer de générer une espèce de

¹ La rumeur (propos de journalistes et d'opposants au gouvernement) voudrait qu'il aie tenté sans succès d'accéder à la direction du CNRS.

solidarité de corps quels que soient les motifs initiaux d'intégration à l'équipe des uns et des autres (ce qui rejoint en partie l'idée de Bailey quand il souligne le développement d'un noyau même dans les factions dans certaines conditions de réussite et de durée ¹). N'avons-nous pas constaté qu'une bonne partie de l'équipe s'est constituée sur de telles relations de proximité à Solférino ou dans la fédération de Paris ?

Pourtant cette "solidarité" affective est loin d'être automatique , souvent secondaire par rapport aux multiples rivalités entre membres de l'équipe et à la concurrence féroce qui y règne parfois². Par contre nous avons constaté que tous les membres de l'équipe (même les plus critiques sur l'équipe et les décisions du leader), accordent généralement à Lionel Jospin lui-même une estime assez remarquable quant à sa compétence politique. Compétence entendue plus comme capacité à produire des idées politiques que comme capacité à mener des batailles politiques: "*...il est en fait une référence politique...c'est au nom de cette référence qu'on est avec lui*"(Vaillant), "*Chez Jospin tout procède de la politique ou de la parole politique...c'est ce qui plaît*" (Cambadélis), "*Jospin c'est un des rares personnages qui m'impressionne au niveau politique et au niveau du discours, il est pour moi actuellement le seul capable d'avoir une théorie politique au niveau des grandes théories qui ont existé dans le P.S.*" (Dufour) "*Il y a chez lui un goût particulier pour l'analyse, la compréhension du monde et l'histoire*" (Delanöé), etc.

Dès lors nous serions tenté s'il fallait cerner l'élément moral de reprendre Bailey : " En réalité la différence réside dans le fait suivant : *le leader d'un groupe moral a un taux de confiance plus élevé que le leader d'une bande de mercenaires.*". Nous dirions en conséquence que l'élément moral décisif dans l'équipe est ce crédit accordé à Jospin fondé sur sa capacité à produire une vision "politique", notion bien évidemment un peu floue qu'il nous faudra approfondir par la suite. Si nous insistons sur cette recherche d'éléments susceptibles d'établir un aspect "moral" du groupe, c'est que nous sommes convaincus que les éléments transactionnels (au sens de rapports leader-mercenaires) sont largement

¹BAILEY (F.G.), *op. cit.*, p. 69.

² Même si en l'occurrence nous en avons eu connaissance par d'autres voies que celles des entretiens ou dans ce cas par des demandes expresses de ne pas le retranscrire ("ça tu ne le mettras pas") difficiles à ignorer.

insuffisants pour rendre compte de la logique et du mode d'existence de l'équipe. On peut bien sûr "...dire que le soutien de ceux qui agissent par conviction morale est une transaction (...) tout comme le soutien de mercenaires avoués."¹

Mais au delà de l'effet de rhétorique stimulant dans un premier temps, la recherche des fondements pratiques de l'équipe implique avant tout une prise en compte de notions (idéologie, identité, sentiment, croyance, ...) auxquelles l'application éventuelle de l'analogie économique ne peut suffire à retirer la nature largement imprécise.

Par conséquent nous considérerons que l'équipe Jospin se compose plutôt de "fidèles", dont les relations peuvent être parfois transactionnelles, mais dont l'intérêt primordial doit d'abord être cherché dans l'amour de leur métier ("faire de la politique") et s'exprime sous la forme de convictions soit de façon discursive soit de façon pratique.

SECTION 3 LES REGLES EN VIGUEUR DANS LA REPARTITION DES COMPETENCES INTERNES A L'EQUIPE

Nous avons déjà décrit une structuration de l'équipe selon le critère de la proximité personnelle au leader, celle-ci constituant une règle d'organisation des rapports dans l'équipe. Nous allons maintenant la compléter par l'analyse de l'espace de pouvoir occupé par les uns et les autres, c'est à dire en fait la compétence² allouée à chacun. Celle-ci peut s'appréhender par l'examen préalable de règles générales quant au mode de fonctionnement de l'équipe,

¹ BAILEY (F.G.), *op.cit.*, p.51.

²Nous entendons le terme compétence au sens de **jugement public** donnant capacité à agir et non pas au sens de capacité technique autonome attachée à la personne. Cette dernière devrait plutôt être traduite dans le champ politique par "sens du jeu" ou "savoir-faire".

ceci afin de comprendre le mode particulier d'exercice des compétences détenues. Pour découvrir les titulaires de ces compétences, nous recourons notamment à leur objectivation dans des postes, des places et des présences dans certaines réunions.

§1- Une équipe faiblement organisée

Repérer ces règles à l'intérieur de l'équipe a constitué une opération difficile et dont les résultats doivent être regardés comme éventuellement lacunaires et incertains. Le fonctionnement d'une équipe qui, sans être absolument niée en tant que telle, n'est pas officiellement assumée ne peut évidemment être aisément observé par un non-participant. Quant aux participants, ils se répandent rarement sur les relations dans l'équipe au-delà de quelques descriptions sur le mode de l'évidence (*"Quand il y a une décision importante à prendre on en discute et on prend une position commune"*).

L'équipe Jospin ne ressemble en rien à l'Etat-Major d'une armée en campagne que l'on se complaît souvent à évoquer lorsqu'on évoque les luttes politiques. Tout d'abord l'équipe ne constitue pas de façon reconnue la direction d'un courant, contrairement à celle de Laurent Fabius. Si les proches de Lionel Jospin constituent le coeur du courant 1, celui-ci ne connaît que des instances et des lieux de discussion dans lesquelles sont toujours associés des personnes telles que Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Michel Delebarre, André Laignel, etc. Par ailleurs nous verrons que Lionel Jospin refuse toute "institutionnalisation" plus poussée des cercles qu'il a autour de lui. Ainsi l'équipe Jospin n'a ni véritable division du travail ni véritable direction avouées, et donc plus globalement ne dispose pas d'un cadre de formalisation qui lui soit propre.

Les conséquences de cette absence de cadre véritable sont diverses.

En premier lieu elle signifie une assez grande liberté pour les équipiers : il nous est apparu à plusieurs reprises qu'en dehors de quelques moments cruciaux chacun gère son activité politique avec une assez grande autonomie. *"Le fait que Jospin contractualise avec des gens, c'est une déviance par rapport à sa conception du parti, mais en même temps*

ça laisse une marge de liberté" (Membre du CD), "... Lionel nous laisse tranquille, on souffre plus de pas l'avoir assez souvent que du contraire, il n'y a pas de tutelle. C'est sa conception : chacun ses responsabilités " (Vaillant), "...C'est très protestant, c'est pas une Eglise. Chacun a sa liberté. Il n'y a pas de relation clanique du tout. C'est pas un pack de rugby." (Le Guen). Ceci n'est pas sans lien avec le fait que Lionel Jospin gère le ministère de l'Education Nationale "...L'obsession de Lionel en ce moment c'est le ministère. Il n'a même pas assisté au dernier CD. Je te garantis que le matin quand il se réveille sa seule pensée presque c'est que faut-il que je fasse aujourd'hui pour réussir mon boulot de ministre." (Lavarini).

Dès lors on peut dire que la première règle "chez Jospin" c'est qu'on ne doit pas chercher dans son équipe un cadre organisé qui prend en charge et régule l'activité de ses membres. Si cela peut être traduit en termes de liberté ou d'absence de tutelle, cela peut aussi signifier que choisir Jospin n'apporte pas cette "sécurité" et cette "solidarité" (esprit de corps ?) que procurent les groupes organisés et disciplinés¹. En fait la plupart des membres de l'équipe Jospin passent la plus grande partie de leur temps à gérer d'abord leur propre activité (qu'ils soient premiers fédéraux, députés ou apparatchiks...) même si elle peut bénéficier indirectement à l'équipe. Logiquement chacun a dans cette configuration plutôt donc intérêt à privilégier une valorisation de son capital politique personnel plutôt qu'une remise de soi à l'équipe puisque celle-ci ne constitue pas une bureaucratie susceptible de fournir sa propre hiérarchie et ses propres rétributions.

En second lieu la conséquence de cette absence de cadre organisé produit une vie collective assez faible de l'équipe, notamment en ce qui concerne l'association à la prise des décisions. Nous ne voulons pas ici entamer une recherche sur qui décide dans l'équipe. Ce qui nous importe ici est plutôt le fait que les 20 ou 30 membres de l'équipe aient l'impression de participer à une démarche collective. Or en ce domaine il semble que l'espace d'autonomie laissé la plupart du temps aux équipiers signifie aussi une concertation très rare et très peu organisée. "Le fonctionnement n'est pas très collectif mais au moins chacun a sa

¹ " Il y a beaucoup d'inconvénients à ne pas être des militants d'un groupe qui se bat pour un homme, c'est plus motivant, les solidarités sont plus fortes, c'est mieux organisé, il y a un objectif simple." (Vaillant)

liberté" note Jean-Marie Le Guen. Plus globalement beaucoup insistent sur la réticence de Jospin à "enrober" ses décisions, à multiplier les contacts, à "séduire" les gens. *"Il est clair que Fabius est plus huilé, et sans doute plus courtois que ne l'est un Jospin plus rude..."* (Vaillant).

Et ceci se combine avec une intervention assez ferme et rapide (sinon brusque) de Jospin lui-même dans quelques cas situés dans des moments importants de la bataille politique : décision de déposer une contribution pour le Congrès, mise en place des "coups", affaire du voile de Creil, etc. De plus Lionel Jospin est attentif à ne pas tolérer d'initiatives non agréées qui pourrait intervenir dans le champ de bataille de l'équipe ¹. Ceci est-il mal supporté dans l'équipe ? En la matière les critiques recueillies étaient soit dirigées contre "l'entourage" du leader, soit attribuées au "caractère" de Jospin, mais sans que cela apparaisse comme plus pesant que l'arbitrage normal dans une équipe. *"Chez Jospin, la réunion de direction c'est un lieu d'échange où il tranche pour l'expression propre du groupe"* (Cambadélis),

"Dans l'affaire des foulards, jamais il n'a été ballotté par nous, simplement il a su nous convaincre en discutant, même si Emmanuelli ou moi aurions préféré à l'assemblée inverser l'ordre des facteurs..." Lionel est un homme de décision, c'est pas "le dernier qui a parlé qui a raison". il sait prendre des risques. C'est lui qui a pris la décision sur 1985, sur le départ de 88 "bonjour la vie bonjour l'action", sur le vote de la région Ile-de-France du budget, il savait qu'il serait minoritaire. Il pense que la vie politique elle est ponctuée par des actes, que c'est pas des créneaux dans l'air du temps qui se gèrent en fonction de l'image et des sondages." (Vaillant), *"C'est quelqu'un qui est assez difficile à contacter. Il préfère les notes au contact"* (Dufour). On pourrait en conclure qu'une autre règle est la prudence à observer dans son action lorsqu'elle concerne l'équipe et non plus "son" domaine propre. Les rapports entre responsables de l'équipe évoquent en effet moins la perpétuelle synthèse des avis ou le compromis des forces (ce qui laisse du jeu pour les dissonances

¹ Le Nouvel Observateur du 13 Nov. 1989 mentionne par exemple : "Dix sept premiers fédéraux proches de Jospin devaient publier un texte "Poursuivre epinay". Opération annulée in-extremis à la demande du ministre de l'Education Nationale et, dit-on, de l'Elysée..."

éventuelles), que la primauté de l'expression unique décidée par le leader, éventuellement après discussion "interne". Par conséquent la confiance, le crédit politique accordé au leader (cette capacité à produire des "réponses politiques" déjà évoquée) doit être l'élément essentiel du maintien d'une certaine fidélité.

Mais ces éléments doivent être nuancés en considération de la relation entretenue par chacun avec le leader. Il est évident que Claude Allègre ou Marie-France Lavarini ne les ressentent vraisemblablement pas de cette façon, bénéficiant d'un accès et d'une relation privilégiée à Lionel Jospin. Pour cette raison notamment, la perspective "en cercles" de proximité exposée précédemment s'impose pour comprendre les écarts inévitables entre les quelques tendances générales dégagées et les pratiques particulières de chaque acteur de l'équipe.

B/ Les modes d'organisation d'un cadre minimum

Cette relative absence d'un cadre organisé laisse néanmoins place à une certaine division du travail et à l'existence d'une hiérarchie plus ou moins souple. L'examen des participants à différentes instances et réunions nous en fournit des traces.

Dès le printemps 1989 "...quelques réunions se tiennent dans un salon de l'hôtel Lutétia autour d'un apéritif. Il y a là une dizaine de participants qui veulent aller à la bagarre. Outre les conseillers cités il y a..." (Libération, 29-01-90), le journal cite au total C. Allègre, F. Hollande, P. Shapira, G. Le Gall, D. Strauss-Kahn, H. Emmanuelli, J.J. Queyranne, Jean-Marie Cambacérès, D. Vaillant, J.M. Le Guen, J. C. Cambadélis et H. Nallet qui représente d'une certaine façon les proches de Delebarre-Mauroy. La décision de rédiger la contribution "Socialisme" une fois prise, Lionel Jospin en confie l'écriture (précipitée) à Pierre Moscovici.

Ensuite à partir de le mi-septembre, une réunion hebdomadaire le mardi soir fait office de "direction d'animation" de la contribution. Organisée par Daniel Vaillant, elle regroupe un

nombre variable de personnes entre 15 et 25. On y retrouve d'abord L. Jospin, C. Allègre, P. Moscovici, D. Vaillant, G. Le Gall, J.M. Cambacérès, H. Emmanuelli, F. Hollande, J.C. Cambadélis, D. Strauss-Kahn, M.F. Lavarini, J. Glavany, A. Geismar (qui travaille au cabinet d' A. Laignel), A.C. Franck, et les "mauroyistes" G. Collomb, H. Welzer (chef de cabinet de Mauroy), M. Delebarre, B. Roman et H. Nallet. S'y joindront -après la transformation de la contribution en motion et sa fusion avec les amis de Mermaz en Janvier- J.J. Queyranne, M. Pezet, J.M. Le Guen, Y. Bodin ¹, P. Shapira, L. Azoulay, J.L. Carrère (premier fédéral de Landes) et les "mermaziens" L. Mermaz, A. Laignel, C. Estier, V. Neiertz, J. Germain, C. Fleutiaux...

Enfin un "collectif de direction" de la motion s'est réuni (deux fois semble-t-il) avec les mêmes plus C. Dufour, R. Forni, J. Le Garrec, H. Fizbin, etc. c'est-à-dire notamment tous les "premiers" signataires (ce qu'on a appelé le carré de tête).

Par ailleurs, dans les trois derniers mois qui précèdent le Congrès, se constituent des groupes de travail spécialisés.

D. Vaillant anime le groupe "organisation" dans lequel figurent les directeurs de cabinet des ministres "motion 1", puis Le Guen, Sève, Guillaume, Roger, Grosz ², Cambadélis, Shapira et Fleutiaux ("mermazien").

Le Gall anime le groupe "argumentaire" avec notamment Moscovici, Cambadélis, A.C. Franck, C. Estier et J. Germain.

Enfin une commission "statuts" se réunit avec Vaillant, Bonnefoy, Bodin et Darriulat ³.

Durant le Congrès proprement dit à Rennes, deux commissions importantes ont lieu, celle des mandats et surtout celle des résolutions.

La commission de vérification des mandats et du contentieux comprend pour les jospinistes Bodin, Philippe Bonnefoy, Jean Carassou, Darriulat, Lambert, Vaillant.

¹ Responsable du groupe socialiste au conseil régional d'Ile de France.

² Ancien président de la MNEF, il a milité avec J.M. Le Guen chez les étudiants socialistes au début des années 80.

³ Permanent du PS et collaborateur d'Emmanuelli depuis qu'il a quitté la présidence de l'UNEF ID en 1988. S'est éloigné de Cambadélis, notamment après le Congrès de Rennes.

La commission des résolutions comprend pour les jospinistes Allègre, Dufour, Emmanuelli, A.C. Franck, Jospin, Le Gall, Pezet, Queyranne et Vaillant comme titulaires ; et Cambacérès, Cambadélis, Hollande, Moscovici, et Le Guen comme suppléants.

Trois réunions de la motion 1 ont aussi lieu, pour lesquelles nous pouvons déjà signaler que siègent à la tribune sur les deux réunions les plus importantes (toujours pour ce qui est des "jospinistes") Jospin, Emmanuelli et Vaillant deux fois chacun ; Allègre, A.C. Franck et Pezet une seule fois.

Enfin, à l'issue du Congrès, figurent au Bureau exécutif Emmanuelli, Dufour, Vaillant et Allègre comme titulaires; Georges Pau-Langevin et Le Gall comme suppléants. Sont nommés secrétaires nationaux titulaires Emmanuelli, Vaillant et Moscovici ; et secrétaires nationaux adjoints Dufour, Le Gall et Queyranne.

Ces renseignements, corrélés aux autres informations que nous possédons (notamment grâce aux entretiens) , nous permettent de distinguer des nouvelles règles et lignes de structuration de l'équipe.

Premièrement nous voyons se préciser l'importance prise jusqu'au Congrès par Daniel Vaillant et le pôle organisation qu'il anime, qui devient un élément fondamental lorsqu'il faut compter et "gagner" des mandats et des fédérations. Dans ce pôle il faut comprendre aussi bien toute une série de permanents de Solférino que les premiers secrétaires fédéraux qui pendant plus de trois mois sont totalement absorbés dans ces tâches en liaison avec Solférino. On peut penser que ceci doit inversement diminuer durant cette période le poids des personnalités qui ne sont pas au cœur de ce dispositif de combat, c'est-à-dire ceux dont la contribution à l'équipe relève plutôt de l'apport symbolique (image), de l'activité d'expertise ou de la production idéologique. **Ainsi cette prise en charge d'une grande partie du destin de l'équipe par les responsables qui sont le plus investis dans l'appareil doit contribuer à "marquer" l'équipe (et notamment la compétence jugée légitime pour y figurer) par ceux qui peuvent estimer en être le coeur même.**

En second lieu il faut noter l'évolution entre l'équipe de départ et les trophées distribuées à l'arrivée du Congrès. Des personnes telles que Hollande ou Cambadélis, d'une autre tradition que la plupart des autres jospinistes mais largement associées jusqu'au Congrès¹, en ressortent avec le titre modeste de suppléant au comité directeur. Par ailleurs deux personnes du ministère, dont l'un (Allègre) est surtout perçu comme l'ami de Jospin et l'autre (Moscovici) était encore inconnu dans le P.S. jusqu'au Congrès, sont nommés à des postes importants. Enfin Georges Pau-Langevin et Claire Dufour connaissent des promotions importantes, l'une alors qu'elle est plus connue comme ancienne présidente du MRAP que comme leader socialiste, et l'autre qui représente les jeunes ². Enfin on remarque que dans l'ensemble des jospinistes au BE et au secrétariat national la majorité ne disposent d'aucune véritable implantation locale ni électorale : Allègre, Moscovici, Dufour, G-P Langevin, Le Gall. Cet ensemble de mouvements semble montrer la volonté de Lionel Jospin de disposer dans une période trouble de personnes qui lui soient avant tout fidèles, plutôt que d'alliés disposant d'une certaine autonomie politique.

Quatrièmement, et de façon complémentaire à la remarque précédente, on constate que des équipiers dotés de mandats électifs ou de postes honorables en dehors du parti ne retrouvent pas leur place au Bureau exécutif, comme Jean-Marie Cambacérès (député depuis 1988) ou Dominique Strauss-Kahn (député et président de la commission des finances de l'Assemblée Nationale). Il se peut que se conjugue ici la volonté de faire face à la réduction du quota "jospiniste" consécutif à Rennes et une tendance à privilégier l'investissement dans le parti de personnes plutôt vierges en mandats. "Jospin avait des amis à placer comme députés alors que Fabius a surtout cherché à gagner des gens déjà élus" (Cambadélis)

Enfin, quatrième remarque, nous voyons se dessiner un équipe à trois "têtes" avec "au Parti" Daniel Vaillant et Henri Emmanuelli, et Claude Allègre au ministère auprès de Lionel Jospin. Ces trois pôles constitueraient-ils trois pôles de pouvoir potentiellement rivaux ? Pour l'instant rien ne nous permet d'être affirmatif.

¹ Il se disait parfois qu'ils représentaient l'un la "droite" et l'autre la "gauche" de l'équipe.

² Claire Dufour est âgée de 25 ans et milite au PS depuis 1983. Elle note dans notre entretien l'opportunité que constitue le fait d'être femme et jeune pour être promue dans la motion 1 qui compte peu de femmes dans ses sphères dirigeantes.

Mais il est certain qu'entre par exemple "ceux du parti" et "ceux du ministère" une distance peut apparaître. *"Entre la direction du parti et celle du ministère avant Rennes il y avait une différence(...) ceux qui ont poussé pour le courant ont souvent été opposé à la direction du ministère."*(Membre du BE). En liaison permanente avec les fédérations les membres travaillant à Solférino auraient été plus portés à engager la bataille avec les fabiusiens, tandis que les membres du ministère auraient d'abord privilégié la dimension gouvernementale et rassembleuse . Plus généralement la concentration au ministère de proches de Jospin, le rôle pivot de M.F. Lavarini et l'investissement total du leader dans sa fonction a sans doute dû déséquilibrer l'équipe et perturber certaines routines développées depuis des années à partir de Solférino. Joël Carreiras estime à ce sujet " *Au moment du passage du parti au ministère tout le monde a dû faire sa petite révolution culturelle dans son comportement, Jospin comme son entourage. Tout le monde ne l'a pas fait au même rythme d'où décalages...*".

Par ailleurs on peut imaginer qu'entre Emmanuelli et Vaillant se développe un jour une certaine rivalité, ne serait-ce que du fait qu'ils interviennent tous deux à Solférino (avec leurs collaborateurs respectifs) alors même que depuis le Congrès de Rennes ils sont encore plus dans une relation d'égalité relative (Emmanuelli a perdu la coordination et le numéro deux, pendant que Vaillant gardait les fédérations et prenait du "poids" politique dans la bataille).

Malgré la faible reconnaissance publique de l'équipe, les quelques pratiques que nous avons pu entrevoir nous font conclure à l'existence de principes somme toute assez forts et durables de répartition des compétences plutôt qu'à un perpétuel ajustement aléatoire. Si l'on considère de plus la combinaison de l'autonomie laissée par Jospin à ses équipiers, d'une pratique de discussion-décision plus que de négociation-séduction, et d'une attribution privilégiée des postes élevés aux considérés comme plus fidèles, on constate que les quelques titulaires de postes dominants détiennent un pouvoir assez considérable **sans véritable procédure de recours contre leurs décisions par exemple**. C'est ainsi que l'absence apparente de règles du jeu exige en fait un sens du jeu encore plus aiguisé pour

être intégré dans une équipe somme toute assez fermée. On peut se demander par conséquent si tous ces processus ne sont pas les signes de **l'existence d'un ensemble de règles, largement indicibles ou non-explicites, qui ont au moins des effets indéniables de classement et de fermetures dans l'équipe**¹. L'effet de clôture en ce cas tient donc moins à des règles écrites qu'à l'agencement des pratiques, sans que l'on puisse dire que cette clôture soit moins puissante.

SECTION 4 LE TRAVAIL NORMATIF DE LIONEL JOSPIN

Nous avons dégagé un certain nombre de règles qui nous semblent structurer l'équipe Jospin. Ces règles ne sont pas le fruit d'une sorte de production, quasi-juridique mais secrète, dont il nous resterait à dévoiler les auteurs. En fait, plus que devant quelque code contraignant édicté pour encadrer les conduites, nous sommes en présence de "façons de faire" (et de "façons de voir") qui acquièrent une physionomie et une régularité dominante dans la coexistence active entre des cadres socialistes devenus "jospinistes". De telle façon qu'elles deviennent ensuite susceptibles de constituer une ressource pour un agent de l'équipe ou à tout le moins une voie probable, parce que plus connue, plus sûre, etc. Nous essayerons plus loin de voir ce que la connaissance de parties des trajectoires des "jospinistes" peut nous apprendre sur la logique de ces règles.

Mais l'équipe ne fonctionne pas uniquement sur des règles pratiques (qui souvent se donnent même à voir comme pragmatiques), mais aussi à partir de normes qui éventuellement les "guident". Contrairement aux règles, les normes constituent un savoir connu (au moins par les équipiers) et reconnu, donc généralement explicite et discursif. La production de normes

¹ " Coder, c'est en finir avec le flou, le vague, les frontières mal tracées et les divisions approximatives en produisant des classes claires, en opérant des coupures nettes, en établissant des frontières tranchées , quitte à éliminer les gens qui ne sont ni chair ni poisson." **BOURDIEU (Pierre), Choses dites**, Paris, Les Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 1987, 230 pages.P.101.

n'est sans doute pas le fait du seul leader, et doit elle aussi être rapportée à un "travail" pratique commun aux équipiers. Il nous est néanmoins apparu que l'existence de normes est essentiellement attribuée à Lionel Jospin.

Par conséquent il nous semble opportun de nous pencher sur le travail normatif du leader.

§1-Le recrutement

Nous avons déjà eu l'occasion de voir que la plupart des équipiers étaient devenus des "proches" de Jospin dans une relation de proximité, que ce soit dans la fédération de Paris, à Solférino, etc. Ce "type" de recrutement pourrait paraître sans grande originalité: la plupart des leaders ne conservent-ils pas dans leur carrière un "noyau" de proches rencontrés au hasard des fonctions et des lieux d'activité ? De plus nous avons constaté qu'il existe aussi des modes d'entrée dans le groupe, comme celle des "experts", pour lesquelles les critères de compétence mis en exergue (excellence universitaire, passage en grande école, etc.) , ne distinguent pas l'équipe eût égard aux autres entreprises politiques ¹.

Malgré tout, nous ne pouvons pourtant ignorer que la direction de l'équipe ne procède pas à une recherche organisée de dirigeants pour l'équipe, contrairement à ce qui se fait par exemple dans l'équipe Fabius. Nous ne connaissons en effet pratiquement pas de cas pour lesquels Jospin aurait proposé à une personnalité de le rejoindre, sur la simple foi d'une connaissance indirecte (conseils, réputation, poste stratégique...). Un certain nombre de gens sont "présentés" à Jospin (notamment par des proches comme Marie-France Lavarini), sans que l'on puisse y voir un véritable recrutement de mercenaires. Les quelques personnes qui pourraient rentrer dans ce cas de figure sont plutôt des experts peu connus que des personnalités dont le ralliement constitue un renfort de poids en termes de mandat, d'image, etc.² Ce qui peut aussi signifier que nous manquons d'informations sur d'éventuels

¹ Peuvent être "classés" dans cette rubrique Dominique Strauss-Kahn, Jean-Marie Cambacérès, Pierre Moscovici ; voire même de façon moins évidente François Hollande ou Gérard Le Gall.

² De ce point de vue on ne trouve pas chez Jospin l'équivalent des ralliements à Fabius de Daniel Percheron (premier fédéral du Pas-de-Calais), de Marcel Debarge ou des ex-"Socialisme et République" des Bouches-du-Rhône (San-Marco, Bernardini, etc.).

"débauchages" ratés, comme celui de Delebarre qui est resté "mauroyiste autonome" dans le courant 1.

Mais surtout cette pratique (loin d'avoir la force de l'évidence comme on vient de le voir) est accompagnée d'un discours visant à faire de celle-ci une ligne de conduite éthique du leader, bref une norme de l'équipe. *"L'équipe Jospin c'est des gens qui ont été amenés à travailler avec Lionel à partir du moment où il avait des responsabilités nationales dans le parti, et qui ont appris à le connaître à différents endroits (...) On est d'abord socialiste, on a une certaine conception du socialisme avant d'être jospinistes et d'ailleurs ce terme n'est pas encore bien admis, par lui surtout, parce que sa conception n'est pas de structurer quelque chose autour de lui et c'est ce qui nous différencie profondément de Fabius"* (Vaillant). *"Jospin ne va pas à la recherche de la constitution d'une direction, il ne va pas rechercher à l'extérieur de ses relations de proximité (...) Il ne chasse pas comme Fabius (...) Il ne va pas chercher les gens"* (Cambadélis). Sur la façon dont il a rencontré ses proches, Jospin dit *"Ca se fait par des affinités, par un attrait intellectuel réciproque, une affinité de personnalités, et puis une action militante commune....Mais c'est jamais centré directement, en tout cas dans la psychologie que j'en aie, dans ma personne mais c'est quand même assez fonctionnaliste, plutôt autour de la fonction qui est la mienne de premier secrétaire, ma vision c'est quand même de servir le parti, c'est pas de constituer une équipe de fidèles ou d'affidés ,quoi. Ca n'a jamais été ma psychologie ni mon éthique. Ca s'est plus fait dans les rencontres... Il y a peut être aussi eu des gens que je connaissais pas qui ont eu envie de travailler avec moi pas seulement à cause des fonctions que j'avais mais aussi à cause d'une certaine idée qu'ils avaient de moi. Ca été sûrement le cas pour Pierre Moscovici. Peut-être Jean-Marie aussi."*

§2- La présentation de soi

Il peut paraître surprenant de faire figurer dans le travail normatif ce que l'on appréhende plus souvent comme pratique individuelle non-consciente que comme

représentation à valeur collective ¹. Pourtant nous avons fortement ressenti la présence d'impératifs qui pèsent sur l'équipe et ses membres en ce qui concerne leur mise en scène, dont Lionel Jospin semble être le modèle. A l'issue de nos observations d'un certain nombre de situations d'apparitions de Jospin et de son équipe, nous avons en effet constaté une série de tendances générales.

La première est le dépouillement ou la sobriété dans l'apparition, notamment dans les situations de réunions publiques où on peut attendre au contraire un certain faste. Nous avons par exemple observé des réunions de présentation de la contribution et de la motion 1 (en région parisienne) dont le dispositif était réduit au minimum : quelques affiches "Poing et la Rose", une estrade, un éclairage sans effets et peu de mise en valeur des personnalités (par exemple par une apparition retardée, etc.). De même en ce qui concerne Lionel Jospin, le discours contient peu d'effets oratoires, l'attitude reste celle d'une communication publique, avec très peu de "trucs" visant à dénier le cadre (ton du récit, confidences, plaisanteries...). Enfin son comportement dans les moments de contact avec les militants est courtois, mais évoque rarement le "bain de foule" du leader politique.

Quant au contenu, le discours de Jospin est très constant quant à sa structure. Il consiste en effet presque toujours en une "analyse politique" qui décompose d'abord minutieusement les éléments "objectifs" pour exposer ensuite la "position politique" adoptée, dans un ordre chronologique allant du plus "grand" (la situation internationale par exemple) au plus "petit" (la situation du courant). Cet aspect évident, voire "logique", constitue pourtant un trait distinctif dans la mesure où il est beaucoup plus fréquent que les leaders politiques construisent leur discours de façon plus attrayante et discontinue, en suivant plutôt le rythme supposé d'attention des auditeurs (en s'adaptant au contexte prévu) que la succession "logique" des concepts. On peut par exemple noter que lors du Congrès de Rennes son intervention, très attendue par ses partisans, a commencé par une très longue description détaillée et aride du bilan de son ministère qui a décontenancé plus d'un congressiste.

¹ Les travaux d'E. Goffmann par exemple sont plus souvent présentés comme concernant les seuls moments de l'interaction en "face-à-face" et pas vraiment exploitables dans une perspective d'usages sociaux transmissibles et susceptibles de constituer des enjeux (dans le combat politique notamment).

Ces tendances deviennent normatives dans la mesure où elles constituent un élément de reconnaissance de l'équipe car elles sont reprises comme telles par des membres de l'équipe ou des observateurs (journalistes essentiellement). Il est notamment fréquent que l'on attribue à Jospin des qualités issues du monde scolaire (pédagogique, consciencieux, réfléchi,...), avant même qu'il soit ministre de l'Education. Le Monde (5-6-84) parle par exemple de "...discours ardu et pédagogique" alors qu'il conduit la campagne des européennes. Plus largement on décrit dans un registre "moral" l'ensemble de sa personnalité: "Pour Lionel la politique est une éthique, pour Laurent c'est une esthétique"¹, "...c'est un homme profondément moral, avec lequel on n'est pas dans un rapport de fidélité, mais de loyauté. S'il est dur c'est par refus absolu de la faiblesse." (Cambadélis cité par Politis du 12-03-90), *"La première qualité de Jospin c'est son comportement, son refus du mensonge..."* (Carreiras), *"Quant à sa rugosité, c'est vrai qu'il devrait sans doute en faire un peu plus, sans tomber dans le socialisme hôtelier. Est-ce qu'il faut le rendre artificiel ? Je crois qu'il perdrait alors aussi de sa force d'une certaine manière."*(Vaillant) *"Il a un côté sympathique, "bouts de ficelle", il écrit lui-même ses discours sur un bout de papier. Je me rappelle l'avoir vu arriver au meeting de la FNESER avant les présidentielles et annoncer à Lavarini qu'il n'avait encore rien écrit. Fabius c'est un professionnel à côté."* (Journaliste). *"C'est très protestant, c'est pas une Eglise"* (Le Guen).

Dès lors que se construit sur le mode de la cohérence ce profil de comportement, il exerce également pour l'équipe un effet de mise en conformité. Cela ne signifie pas ni que Lionel Jospin est tout entier contenu dans ce comportement qu'on lui prête, ni que les équipiers adoptent un tel comportement, mais simplement qu'il existe une norme à laquelle des intérêts² sont attachés, et qui constitue une ressource éventuelle.

¹ Un de leurs amis communs cité par F. Bazin, dans le Nouvel Observateur (11-17 janvier 1990).

² Au sens de l'intérêt du sociologue décrit par **P. Bourdieu** dans Choses Dites, *Op. Cit.*, pp. 124 et suivantes.

CHAPITRE 3
LES TRAJECTOIRES SOCIALES ET PARTISANES
DES MEMBRES DE L'EQUIPE

SECTION 1 : LE PROBLEME DE LA COMPOSITION SOCIALE DE L'EQUIPE

Il est d'usage, lorsqu'on aborde des groupes politiques, de poser comme question incontournable celle de la composition de ce groupe selon l'origine socio-professionnelle: profession des parents, sexe, âge, diplômes obtenus, etc. De fait nous disposons aujourd'hui d'une documentation consistante sur les adhérents, les militants ou les élus du Parti Socialiste. Pourtant il nous semble que dans la plupart des cas l'exposé de ces "caractéristiques sociales" répond d'abord à un souci de révérence académique ou de "caution" sociologique, sans qu'on distingue vraiment en fin de compte l'apport à l'analyse de ces données par ailleurs incontestablement riches. Beaucoup plus rares sont en effet les analyses qui intègrent ces données dans un travail d'explication des processus sociaux qui produisent le groupe politique concerné. Même dans ce cas on peut s'interroger sur les informations que peuvent nous apporter quelques données générales retenues pour leur capacité à être facilement agrégées. Daniel Gaxie, au contraire, dans "Les logiques du recrutement politique"¹ a dégagé, nous semble-t-il, l'une des meilleures utilisations que l'on puisse faire de ce type d'approches en relevant un certain nombre de grandes tendances par grandes familles politiques en corrélant positions sociales et positions dans le champ politique. Mais pour aller plus avant dans la compréhension d'un groupe politique, il faut sans doute se diriger vers une étude minutieuse des trajectoires sociales individuelles qui prenne en compte une multitude d'éléments habituellement non-intégrables dans des agrégats statistiques massifs tels ceux destinés aux sondages. De ce point de vue la démarche de Bernard Pudal dans son ouvrage sur le PCF ² nous apparaît assez convaincante, bien que nous n'ayons pas eu la possibilité de nous en inspirer véritablement en ce qui nous concerne, notamment pour des raisons de disponibilité pour reconstituer de véritables itinéraires biographiques. Mais nous voudrions quand même noter ici que l'idée qu'il développe (à propos des dirigeants du PCF)

¹ **GAXIE (Daniel)**, *"Les logiques du recrutement politique"*, Revue Française de Sciences Politiques, 1980, n°1, et notamment le graphique p. 29.

² **PUDAL (Bernard)**, Op.Cit.

de l'accès au professionnalisme politique comme réponse aux contradictions de leur histoire sociale, et de leurs prédispositions à servir l'institution qui les reconnaît, nous semble contenir une valeur heuristique au-delà du cas du PCF, et constitue de fait l'arrière-fond non totalement exploré de notre étude sur l'équipe Jospin.

Ces remarques expliquent notre réticence à procéder à une répartition des membres de l'équipe selon leur origine sociale ou leur niveau scolaire dans un chapitre ou une section propre qui concentrerait dans quelques tableaux l'ensemble des caractéristiques des membres de l'équipe. En fait notre démarche a plutôt été d'inscrire les trajectoires et caractéristiques personnelles dans l'ensemble de l'étude. Par exemple le fait de mettre en relief l'existence d'une objectivation de l'équipe et d'une filière d'accès par le groupe des "experts" du P.S. montre en l'occurrence des trajectoires où les positions dans l'espace social sont reconverties en positions dans le champ partisan.

De plus nous avons constaté que la comparaison entre équipes jospinistes et fabiusiennes nous amèneraient plutôt à constater une assez grande identité entre équipes en ce qui concerne leur composition sociale, du moins au niveau des données assez grossières que nous pouvions recueillir. Quoi d'étonnant d'ailleurs puisque nous savons qu'il y a dans les direction des partis politiques une certaine "homogénéité sociale de recrutement" ¹ et que de plus les équipes qui nous intéressent proviennent du même courant et des mêmes sphères de direction ? Cela signifie que la marque distinctive de l'équipe Jospin ne peut-être cherchée dans les propriétés sociales de ses membres. Celle-ci doit-elle être dès lors renvoyée dans un "discours" ou une "idéologie" détachés du "social", simple travestissements d'une banale lutte pour le pouvoir ? S'en tenir à cette constatation serait d'abord pratiquer une tautologie peu stimulante: peu d'actes de la vie politique voire de la vie sociale ne peuvent pas être retraduits en termes de lutte pour le pouvoir, même si le sens commun réserve plus souvent le terme au champ politique. Ensuite la distinction entre "discours" et "réalité sociale" peut s'avérer dans un premier temps féconde pour dépasser la tradition idéologique d'analyse des partis, mais doit ensuite être dépassée pour restituer la pratique d'agents dont le cynisme ne

¹ OFFERLE (Michel), op.cit., P.61.

peut être retenu comme unique principe d'action. Tout ce qui vise à peser dans les luttes symboliques est partie de la réalité sociale et produit des effets sur celle-ci.

Par conséquent nous ne chercherons pas dans les propriétés sociales des membres de l'équipe la réalité sociale de l'équipe. Par contre nous pouvons maintenant examiner quelques unes des caractéristiques partagées par des membres de l'équipe et voir ce que l'équipe "fait" de ces propriétés sociales, c'est-à-dire en fait à quelles positions dans le champ social elle se réfère symboliquement.

SECTION 2 : LES GRANDES TENDANCES

Comme lorsque nous avons abordé la question de la composition de l'équipe, nous allons essayer de dégager dans l'équipe des tendances principales parmi ce qui pourrait apparaître comme une simple addition aléatoire de trajectoires, en nous appuyant notamment sur les éléments dégagés lors de l'analyse des objectivations de l'équipe (cf. chapitre 1).

§1- Les "hommes de parti"

Nous appelons "hommes de parti" les membres de l'équipe dont la trajectoire et la notoriété semblent s'inscrire d'abord dans les instances et les structures partisans plutôt qu'issues des trophées gagnés sur le marché électif, des trophées obtenus sur le marché des postes gouvernementaux (et assimilés), ou des autres propriétés attachées à la position socio-professionnelles de la personne. Il s'agirait donc plutôt de la filière "militante" d'accès aux responsabilités par rapport à une filière "notabillère", même si ces distinctions usuelles sont un peu trop grossières pour rendre compte de notre sujet.

Ces membres sont tout d'abord ces premiers secrétaires de fédérations dont nous avons déjà souligné la place. Ils ont comme caractéristiques communes d'avoir en général déjà occupé successivement tous les postes envisageables, de la commission administrative

de section au bureau exécutif. Et donc aussi d'avoir connu la plus grande partie du répertoire d'action collective des socialistes : collages, réunions de section, constitution de bureaux de section, assemblées générales, désignation des candidats, campagnes électorales, meetings, colloques, apéritifs de remise des cartes, débats de congrès, gestion de courant, rédaction de tracts et de "journaux", diffusion sur les marchés, etc. Toutes ces activités, constamment renouvelées, dotent de tels responsables d'une habileté technique et de connaissances (savoir-faire) qui agissent sans doute comme véritable qualification politique mais pèse aussi sur leur façon de "voir" , c'est à dire sur leurs dispositions et leurs aspirations. Ce sont dans ces routines (souvent ignorées par les politologues) que se définit leur métier politique, leur profession et donc que se définissent en grande partie ces professionnels. Par conséquent si nous faisons figurer dans ce chapitre les itinéraires partisans, c'est par conviction qu'ils sont indispensables à la compréhension de l'habitus du "professionnel de la politique", et des professionnels particuliers que nous observons, même si nous sommes conscients qu'il faudrait en fait aller jusqu'à l'examen minutieux de chaque histoire individuelle pour comprendre comment s'articulent par exemple la position commune de premier fédéral et les dispositions propres à chacun.

Y aurait-il néanmoins des éléments pertinents dans ce sens parmi les quelques renseignements en notre possession ?

Notons tout d'abord l'absence dans ce groupe de toute femme, ce qui sans être véritablement surprenant n'en est pas moins assez caricatural. Si le système des "quotas-femmes" ou le souci de mieux "représenter" la société permettent une légère féminisation des élus ou des instances collectives du Parti Socialiste, les postes de pouvoir non soumis à ces contraintes et moins publics que sont les premiers secrétariats fédéraux échappent à cette "correction" de la sélection traditionnelle des élites politiques et sociales. Il est vraisemblable que de tels postes sont associés à une conception plutôt "virile" et traditionnelle du "chef" qui doit savoir avant tout diriger, arbitrer et "s'imposer" (expression souvent utilisée dans les milieux politiques).

Or cette relative¹ absence de femmes à ce niveau se prolonge dans toute l'équipe. On n'y trouve pas encore en effet de femmes qui bénéficient au moins d'une reconnaissance comparable à celle d'Yvette Roudy ou Françoise Seligmann chez Fabius, d'Edwige Avice à Socialisme et République, Geneviève Domenach-Chich chez Mauroy ou Catherine Trautmann chez Rocard... Il faut sans doute tenir compte de cet aspect "conservateur", au sens propre du terme, non pas pour en faire un trait distinctif de l'équipe mais pour comprendre comment il peut -même inconsciemment- nourrir une conception du responsable politique.

En ce qui concerne la profession d'origine nous ne disposons pas d'assez d'éléments ² pour une analyse systématique. Les informations en notre possession montrent quand même une certaine diversité des origines sociales des parents et un poids assez fort du pôle administratif, ce qui n'est guère surprenant dans le P.S.. Mais en l'occurrence le processus de professionnalisation politique sous cette forme indique aussi un investissement de fait assez faible dans la profession d'origine, signe d'un moindre intérêt sinon d'une insatisfaction. Et sur ce plan, la différence est très nette entre des "notables" dont la carrière politique (élection) s'accorde avec la position sociale de départ voire la prolonge, et des premiers fédéraux dont la carrière a plutôt tendance à s'effectuer en dépassant ou en s'écartant de cette position sociale. Nous avons donc là la possibilité de toute une série de comportements et de positions très diverses vis-à-vis du parti, avec dans le deuxième cas une disposition générale beaucoup plus probable à l'attachement envers la sociation partisane qui a "permis" un certain épanouissement, voire même parfois une certaine propension à mieux "reconnaître l'institution qui les a reconnu".

Sans aller ici très en avant sur cette voie, cela signifie que les analyses sociologiques désenchantées trop souvent "réservées" au cas des cadres parti communiste français doivent pouvoir s'appliquer au parti socialiste, même si cela implique la confrontation avec des catégories sociales moins éloignées a-priori de l'étudiant ou du chercheur. Or il est souvent d'autant plus difficile d'exercer un regard critique sur des personnes qu'elles vous

¹ En fait les femmes sont présentes juste en-dessous, soit au bureau exécutif fédéral, mais surtout comme conseilleuses-secrétaires polyvalentes, un peu à la façon de Marie-France Lavarini auprès de Lionel Jospin.

² La population concernée représente une vingtaine de personnes réparties dans toute la France.

renvoient en partie votre propre image par une communauté minimum de conditions¹. Pour illustrer ceci nous avons choisi quelques itinéraires de membres de l'équipe qui peuvent être associés à ce pôle des "hommes de parti".

Jean-Marie Le Guen, provient d'un milieu cumulant des positions dans le champ administratif et le champ intellectuel (son père était haut-fonctionnaire et sa mère enseignante) et *"ni particulièrement politisé, ni très à gauche"*. Titulaire du bac C, il s'engage en maths Sup à Louis-le-Grand, puis oblique vers la médecine en septembre 1973 en même temps qu'il adhère au P.S. *"en réaction au coup d'Etat au Chili"*. Mais il renonce ensuite à préparer l'internat (dès 74-75 il devient semi-permanent du P.S.) et fait des études de sciences économiques, pour se diriger professionnellement en fin de compte vers l'économie de la santé via la MNEF qui constitue alors aussi le seul fief des jeunes socialistes dans le milieu étudiant. J.M. Le Guen explique son parcours ainsi: *"...le côté cadres ça m'a toujours...je suis un mec un peu révolté. J'aime pas beaucoup l'aliénation, finir comme cadre supérieur d'une boîte ça me gonfle (...) La technocratie m'a jamais branché. Médecine était un secteur où il y avait plus de liberté."*

Le premier trait caractéristique de l'itinéraire de Jean-Marie Le Guen est donc le refus de la voie "toute tracée" qui semble s'offrir à un "bon" bachelier de la "bonne" filière, avec le double refus et de la filière des grandes écoles et de la poursuite en médecine jusqu'à la noblesse de l'internat. Malgré cela, le déplacement dans l'espace social ne se réalise pas de positions d'origines élevées vers des positions plus basses, puisque la profession politique (son véritable métier en fait) lui a "finalement" permis une certaine ascension sociale, au moins en termes de prestige et de pouvoir (rappelons qu'il est aujourd'hui député et premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris, membre titulaire du comité directeur, et personnalité "en vue" sur certaines questions: rapporteur sur la loi "anti-tabac" au parlement, tribune libre dans le Monde sur l'aménagement de l'Ile-de-France,...). On peut alors voir, sur la durée, son engagement politique comme moyen de concilier des aspirations vraisemblables à une

¹ Nous reprenons ici un peu l'idée de Bourdieu lorsqu'il note l'effet de neutralisation qu'implique la distance de l'exotisme à propos de l'anthropologie.

intervention dans des champs plutôt situés vers le pôle intellectuel "désintéressé" ¹ (d'où l'aspect dominé par rapport aux champs des grandes écoles, ou de la médecine traditionnelle, ...et donc la révolte), et en même temps l'occupation quasi-constante de positions dominantes à l'intérieur de ces pôles. Ce type de trajectoire se retrouve assez fréquemment dans le Parti Socialiste (et sûrement dans d'autres organisations d'action collective) et montre la limite des commentaires sur la "véritable nature" du P.S. à partir de l'origine sociale de ses membres. Il est en effet parfaitement possible de suivre un parcours légèrement subversif (par rapport aux voies d'ascension sociale "classiques") ou vécu comme tel et qui correspond à un engagement politique sincère à gauche, sans renier pratiquement les possibilités offertes par son milieu familial et/ou par sa scolarité, etc. Il nous semble que c'est le seul moyen d'intégrer les questions de déplacement et de positions dans l'espace social sans tomber dans la stigmatisation ("parti de bourgeois") ou dans l'objectivisme réducteur (en gommant l'élément temporel -une succession d'épisodes hasardeux- et en faisant de la distance entre point de départ et point d'arrivée la réalisation d'un processus inévitable).

Daniel Vaillant provient lui d'une famille d'origine sociale modeste. Son père a été ouvrier-mécanicien et sa mère sans profession, *"...on est monté à Paris en 58, mon père entrant à Renault. On s'est installé dans le dix-huitième et on n'en a plus bougé. Du côté de ma mère c'était plutôt républicains laïques, et de mon père c'étaient des communistes. Mon père était communiste et très anti-Mitterrand, je me souviens les campagnes électorales en 1956...à l'époque Mitterrand c'était vécu...comme c'était !" .* Technicien biologiste boulevard Barbès pendant 10 ans, Daniel Vaillant a passé sa scolarité dans le dix-huitième arrondissement jusqu'au lycée . Il est titulaire d'un BTS (analyses biologiques) et d'un certificat de sérologie. La notice du Who's Who précise aussi qu'il s'est marié en 1974 à M.D. employée aux PTT . Enfin il habite toujours l'arrondissement dont il

¹ Il serait sans doute possible ensuite de chercher des éléments de compréhension de cette disposition, par exemple dans l'histoire familiale avec cette remarque sur sa mère "qui faisait aussi du théâtre" , mère qui aurait pu constituer de fait un regard subversif sur la position du père, etc.

est député et conseiller municipal, et tient chaque semaine ses permanences rue Cavée, dans un quartier plutôt délabré et populaire au dessus de la Goutte d'Or.

Nous avons là un parcours qui pourrait servir à première vue d'hagiographie militante pour démontrer la présence au P.S. de véritables "fils du peuple", y compris aux postes les plus importants . Pourtant, dans ce cas là également, nous avons affaire à une trajectoire qui n'est pas si exceptionnelle. Par exemple à la périphérie de l'équipe, Gisèle Stievenard ou André Laignel ont des parcours ressemblants.

Le père de Gisèle Stievenard était mineur dans le Pas-de-Calais puis est monté à Paris chercher du travail, sa mère d'origine normande est devenue concierge dans un HLM à Sarcelles où ils se sont installés, "*...mes parents étaient sympathisants communistes, ils lisaient l'Huma-Dimanche et mon père était adhérent à la CGT...en 68 ma mère a vu son salaire multiplié par deux* ". Titulaire d'un brevet supérieur d'études commerciales Gisèle Stievenard travaille à Paris comme secrétaire de direction dans le treizième arrondissement, où elle adhère au P.S. en 1974 à vingt quatre ans. Elle est première secrétaire fédérale de Paris de 1983 à 1987, membre du bureau exécutif depuis et conseillère municipale.

Le père d'André Laignel était balayeur-magasinier et communiste, et sa mère cartonnière à Paris. Lui-même commence à travailler à 14 ans au comptoir national d'escompte d'où il serait licencié à 15 ans pour avoir distribué des tracts de la CGT. Pendant son service militaire il passe une capacité en droit, ce qui lui permet de continuer ensuite jusqu'à devenir titulaire d'un DES de sciences politiques et d'un DES de droit public. Il est professeur de droit constitutionnel à Paris 1 depuis 1971. Il a adhéré à la C.I.R. en 1965 à 23 ans. Il est aujourd'hui secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, président du conseil général de l'Indre et maire d'Issoudun depuis 1977.

On comprendra donc que la place centrale que nous réservons aux "hommes de parti" n'obéit pas à une simple linéarité dans l'origine sociale mais correspond à notre volonté d'envisager sous tous ses aspects le fait que l'appareil partisan est la principale ressource de l'équipe.

§2- Les "hommes de diplômes"

Nous avons vu que les hommes de parti ne sont pas caractérisés par l'absence de diplômes, mais par le fait que lorsqu'ils en ont, ce n'est pas là leur titre d'accès aux responsabilités (même s'il est évident que toutes les qualités sociales que suppose la réussite scolaire ne sont peut-être pas étrangères à leur reconnaissance dans le parti). Les hommes de diplômes accèdent au contraire à des postes importants dans l'équipe et le parti avec leur "compétence d'expert" comme titre de légitimité essentiel et souvent sans implantation d'importance dans le parti socialiste. Est-ce à dire qu'il répondent effectivement à un besoin "fonctionnel" de connaissances dans tel ou tel domaine ? En fait le titre de légitimité signifie avant tout un appel en légitimation, c'est à dire la tentative de faire reconnaître un diplôme ou une formation comme propriétés ouvrant droit à exercer un certain leadership. Dès lors il n'est pas possible de discerner dans cette reconnaissance ce qui va à l'aspect technique de la compétence (qui est elle-même surtout reconnaissance collective) de ce qui va à l'aspect social comme on l'a remarqué plus haut. Sur ces questions nous nous référons aux travaux de Pierre Bourdieu, et notamment à " La noblesse d'Etat"¹. Ce groupe des "hommes de diplômes" recouvre assez largement le groupe des experts mais sans s'y résumer.

Certains sont d'une extraction sociale élevée et cumulent les diplômes, comme Pierre Moscovici ou François Hollande. Pierre Moscovici, fils du sociologue, obtient en 1978 (à vingt et un ans) une maîtrise de sciences politiques, puis un DEA de macroéconomie approfondie (1979), le diplôme de l'IEP Paris section Service Public et un DEA de philosophie (1980), et enfin le diplôme de l'ENA en 1980. Conseiller référendaire à la Cour des Comptes (donc bien classé à la sortie de l'ENA), il est chargé de conférences à l'ENSAE en 86-87, membre du jury du concours externe à l'ENA en 88 et maître de conférences et directeur de séminaires à l'IEP Paris depuis 1984. François Hollande, dont le père est médecin à Rouen, a été lycéen au lycée Pasteur à Neuilly (où il habite aujourd'hui), puis licencié en droit, diplômé de l'IEP, d'HEC et enfin de l'ENA en 1980. Marié à Ségolène

¹ **BOURDIEU (Pierre)**, La Noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps, Paris, Les Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 1989, 576 p.

Royal, elle-même richement dotée, il est conseiller référendaire à la Cour des Comptes et professeur à l'IEP.

D'autres connaissent un parcours voisin même s'ils ont une origine sociale moins élevée.

Jean-Marie Cambacérès connaît un parcours moins conforme à la filière d'élite "classique", sans doute du fait de son origine provinciale. Fils d'un viticulteur et d'une institutrice du Gard, il fréquente des collèges privés catholiques avant le lycée Daudet de Nîmes, l'école nationale d'ingénieurs de travaux agricoles, l'IEP de Grenoble puis l'institut des Langues Orientales de Paris en section de chinois avant de devenir énarque en 1980 (à 31 ans). Il est administrateur civil et membre de la section des finances du Conseil économique et social.

Le père de Gérard Le Gall était chef-comptable et sa mère infirmière, et *'plutôt gaullistes mais pour le général'*. Il a fait sa licence de droit à Rennes avant de monter à Paris pour obtenir un DES de droit public, le diplôme de l'IEP et faire un troisième cycle inachevé à la FNSP sur la fédération de Paris SFIO. Engagé alors à la DATAR il travaille dans le domaine de la prospective à la cellule "relations de travail" (*"avec des gens venant de l'extrême-gauche d'un niveau très élevé"*). Il s'est ensuite spécialisé dans la sociologie électorale et a enseigné à Paris 1 pendant 4 ans comme chargé de TD (*"dans l'équipe de Cot et Mounier"*), puis en doctorat à Paris 2 pendant deux ans et à l'école supérieure de commerce de Rouen pendant 5 ans.

Lionel Jospin lui-même peut dans un premier temps être plutôt "classé" dans ce pôle. Fils d'un enseignant SFIO et d'une sage-femme, il accomplit d'abord un parcours "modèle": pensionnaire à Jeanson de Sailly, hypokhâgne, IEP Paris, et enfin diplômé de l'ENA en 1965. Secrétaire au ministère des affaires étrangères jusqu'en 1970, il s'en détourne en 1970 en se faisant détacher à Paris 11 pour enseigner l'économie à l'IUT de Sceaux jusqu'en 1981.

La mère de Dominique Strauss-Kahn était agent d'assurance, son père était conseiller juridique d'origine, militant communiste jusqu'en 1936 puis journaliste au "Populaire" (journal de la SFIO), puis passe au P.S.A. lors de sa création. D. Strauss-Kahn est diplômé HEC,

titulaire d'une licence en droit, d'un doctorat d'économie, d'un doctorat de maths et d'une agrégation d'économie (1977).

Ces exemples nous permettent d'écarter une représentation sociale commune qui tend à stigmatiser les fabiusiens comme courant de "technocrates" et d'énarques pour lui opposer une équipe jospiniste plus articulée autour de militants traditionnels du parti socialiste issus des "classes moyennes" (dans lesquelles sont mis en vrac enseignants de tous niveaux, employés de la fonction publique, ou techniciens qualifiés, etc.). De même qu'on peut aussi trouver dans l'équipe Fabius des "hommes de parti" comme Marcel Debarge (ancien employé et syndicaliste des PTT) ou Daniel Percheron (premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais¹), ou des universitaires comme Jean-Claude Colliard ou Henri Weber, etc.

§3- Les "étudiants"

En dehors de ces deux pôles principaux de l'équipe, on peut trouver toute une série de critères permettant de regrouper de différentes façons l'équipe. Nous en citerons ici une qui peut quasiment se présenter comme un troisième pôle. On note en effet dans l'équipe Jospin une place non négligeable d'anciens étudiants ayant débuté leur parcours militant dans le milieu étudiant en passant parfois sans transition du statut étudiant à celui de permanent politique via l'UNEF ID. Il faut d'ailleurs ici rappeler que Lionel Jospin et Claude Allègre eux-mêmes militaient ensemble (à la cité universitaire d'Antony) à l'intérieur de l'UNEF de la fin des années cinquante dans la "Mino" pro-algérienne².

Nous en faisons une catégorie particulière car l'intervention dans le milieu étudiant, les éléments de pratique syndicale et la professionnalisation directement politico-syndicale, sont susceptibles de produire des caractéristiques sociales assez particulières pour marquer durablement les personnes concernées. La distance est par exemple très grande entre ceux-

¹ Nous faisons ici allusion surtout à l'image construite de la fédération du Pas-de-Calais et de ses responsables telle que l'étudie **SAWICKI (Frédéric)**, notamment dans *"Questions de recherche: pour une analyse locale des partis politiques."*, Politix, n°2, printemps 1988.

² Sur cette période de l'UNEF, voir **MONCHABLON (Alain)**, Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968, Presses Universitaires de France, coll. Les chemins de l'histoire, 1983, 208 p.

ci et d'autres anciens étudiants devenus responsables socialistes qui n'ont pas milité dans leur milieu et ont par contre plus valorisé leur capital scolaire. De même le passage à l'UNEF ID, organisation presque exclusivement implantée dans les universités traditionnelles, contraste avec la tendance au passage par les grandes écoles des élites politiques. Enfin la densité du milieu étudiant, sa volatilité et l'irrégularité déconcertante des mouvements qui le traversent, contrastent largement avec les routines qui caractérisent le parti socialiste.

Il y a dans ce pôle Jean-Christophe Cambadélis, fondateur et ancien président de l'UNEF ID; Claire Dufour, ancienne vice-présidente; Joël Carreiras, ancien secrétaire général actuellement conseiller au ministère de l'éducation; Philippe Darriulat, ancien président de l'UNEF ID (de 86 à 88) et actuellement proche collaborateur d'Henri Emmanuelli; voire même Jean-Marie Le Guen qui a participé à la réunification de 1980 même s'il s'est avant tout consacré aux jeunes socialistes.

Cette façon de distinguer un groupe ne signifie absolument pas qu'il y ait unité de vue et de pratique entre ces acteurs, mais que ces itinéraires tendent à "institutionnaliser" un mode d'accès autonome aux responsabilités dans le parti socialiste. Si celui-ci n'est pas absolument propre à l'équipe Jospin¹, ce n'est que dans le cadre de cette équipe qu'il acquiert une dimension spatio-temporelle (régularité dans le temps, élargissement progressif à des responsables "locaux,...) telle qu'on puisse parler d'institutionnalisation.

¹ Le passage par le syndicalisme étudiant caractérise aussi quelques jeunes responsables rocardiens par exemple.

SECTION 3 : LES PROPRIETES SOCIALES COMME RESSOURCES DANS LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE

Après avoir souligné la diversité de la composition sociale de l'équipe, ou du moins l'absence de déterminisme social univoque, nous voudrions maintenant montrer que les propriétés sociales -telles qu'elles sont perçues- interviennent pourtant comme des ressources dans la construction distinctive de l'équipe. Même si nous traiterons plus largement de cette question (dans le chapitre suivant), il faut déjà noter que la concurrence entre équipes est concomitante de la mobilisation de ressources de l'ordre des croyances. Quel que soit en effet le "véritable" fondement de la concurrence -querelle de personnes, soif de pouvoir, conflit d'intérêts- les raisons au moins discursives de cette concurrence sont des convictions quant à des conceptions de la société, de la politique, etc. Dès lors, l'identification des divisions politiques aux divisions sociales est une ressource puissante dans la concurrence. C'est donc dans ce cadre que nous envisageons cette section.

§1-L'identification aux pôles "dominés" de l'espace social

La tentative d'identification aux pôles dominés de l'espace social ne peut se comprendre que dans la relation avec les entreprises concurrentes, et plus particulièrement avec celle de Laurent Fabius.

On doit ici se rapporter aux conditions d'émergence de ce dernier comme leader autonome. En effet lorsqu'il est devenu premier ministre en juillet 1984, il a été tout de suite présenté en contraste avec Pierre Mauroy son prédécesseur. Ce dernier issu d'une famille modeste du Nord, était rentré aux jeunesses socialistes encore adolescent, était devenu professeur du second degré syndiqué, avait fondé la fédération Léo Lagrange, était progressivement monté dans la SFIO, et incarnait un socialisme (mythique ?) populaire et généreux. Au contraire Laurent Fabius était issu d'une riche famille d'antiquaires parisiens, avait accompli de brillantes études cumulant agrégation de lettres et diplôme de l'ENA ("dans la botte") et mené

une vie "d'enfant gâté", s'était engagé sur le tard auprès de François Mitterrand (en 1974) plus qu'au parti socialiste, et avait fait connaissance de la vie d'une section du P.S. après avoir "hérité" d'une circonscription "en or" dans la Seine Maritime. Quelques caricatures que soient ces portraits, ils ont largement circulé dans le parti socialiste. Et ce d'autant plus que l'arrivée de Laurent Fabius marque aussi la volonté (non contrariée) du Président "d'assumer le virage de la rigueur" dans toutes ses dimensions, avec une politique et un discours ayant ses références plutôt dans les mythes de "l'ère des managers" que dans ceux du "peuple de gauche".

Ceci explique qu'au moment de la succession au poste de premier secrétaire, alors que le courant A se partage entre électeurs de Mauroy et électeurs de Fabius, la plupart des leaders jospinistes s'emparent prestement de ce jeu d'oppositions pour faire de leur cause celle de la gauche profonde contre la "gauche caviar", comme en témoigne la réflexion attribuée à Henri Emmanuelli et abondamment reprise ensuite: "Il apprendra qu'on hérite pas du parti comme on hérite d'une Aston-Martin".

Cet aspect "social" des reproches adressés à Laurent Fabius va ensuite être une constante des jospinistes. Bien évidemment jamais Lionel Jospin ou son entourage ne porte de telles accusations qui, dans le parti socialiste, disqualifierait aussitôt son auteur comme transgresseur des règles tacites d'encadrement du conflit. Nous avons ainsi très rarement eu affaire (au cours de nos entretiens) à l'exposé d'une doctrine systématique allant explicitement dans ce sens.

Mais en privé, ou au niveau des cadres "de base" où les propos ont moins d'implications, les plaisanteries ou les réflexions sur le thème du décalage entre la position sociale de Fabius et la "nature" du parti socialiste constituent toujours un solide moyen de reconnaissance. De même au cours de conversations moins formalisées "à bâtons rompus", y compris cette fois au niveau des membres de l'équipe, les allusions quant aux distinctions sociales entre équipes ou personnalités apparaissent de façon assez régulière. En voici quelques exemples: *"J'ai notamment pris position pour Mauroy en mai 88 parce que qu'il fallait rassurer notre électorat à gauche avant les législatives, parce que Rocard plus Fabius..."* (Cambadélis) *"Il n'y a pas de technos chez Jospin, il n'y a que des politique ou des hommes*

d'appareil" (Membre du CD) "D'une certaine manière Jospin était socialiste avant même...il est né dans une famille socialiste...sociologiquement il était aussi de gauche, et donc son socialisme en fait a rencontré Mitterrand à un moment mais il était déjà socialiste ce qui n'est pas le cas d'autres d'une certaine manière..." (Vaillant) "[sur les raisons du ralliement de Françoise Seligmann et Marcel Debarge à Fabius]...avant Epinay je crois que c'est une militante des droits de l'homme tout ça...mais je pense que sa culture politique n'est pas tout à fait la même justement que celle d'un Jospin ou d'un Vaillant. Je pense pas que ses parents étaient communistes ou que son père était ouvrier. C'est clair qu'il n'y a pas la même sociologie, la même vie, ce qui n'est en rien péjoratif mais c'est un constat (...) concernant Debarge qui est plus de notre profil, les choses locales ont beaucoup compté" (membre du BE) , 'Il y a un autre problème c'est notre effritement d'un point de vue sociologique, dans la direction du parti c'est très net...moi j'aime beaucoup les énarques mais il y a un déséquilibre, heureusement que Fabius n'a pas été premier secrétaire parce-que Fabius + Rocard !' (Stievenard), 'Il faut pas confondre l'expert, le technocrate et le savant...chez Jospin c'est surtout des experts ou des savants.'" (Le Guen)

On voit notamment qu'il y a tout un jeu autour des éléments de biographies pour "tirer" dans un sens ou dans l'autre ce qui est identifié comme la "sociologie" des dirigeants de l'équipe. Certains éléments de la trajectoire de Jospin sont par exemple souvent utilisés comme pour contrebalancer sa qualité d'énarque: origines familiales, passage à l'UNEF, choix d'enseigner en IUT en 1970,...Le même mécanisme joue souvent pour tous ceux qui présentent un profil un peu trop richement doté: 'Cambacérès en fait c'est surtout un fils de paysans, tu le verrais dans le gard tu oublies que c'est une tête'(membre du BE), 'les experts autour de Jospin c'est plutôt des gens marqués par une culture universitaire que par les grandes écoles', etc.

Cette identification au pôle plutôt socialement dominé, dans un jeu d'oppositions où les fabusiens occupent de façon essentielle le pôle dominant, a comme conséquence la valorisation des dirigeants de l'équipe les mieux à même de nourrir cette vision. Ceci bénéficie donc de façon essentielle soit aux personnes capables d'exhiber un itinéraire

"exemplaire" comme Daniel Vaillant, soit au groupe des "hommes de parti". En effet la carrière dans le parti joue en ce domaine comme élément de mise en correspondance entre passé partisan et position sociale dominé. On retrouve par exemple l'idée, en ce qui concerne les apparatchiks assez diplômés ou d'anciens étudiants devenus permanents, d'un sacrifice pour le parti d'une position sociale qui aurait pu être meilleure. En somme il y aurait des "défavorisés par choix" rejoignant ainsi leurs camarades "défavorisés d'origine" .

§2- Le recours aux experts

Ce premier élément d'identification "de gauche" est bien évidemment beaucoup plus problématique lorsqu'on aborde le recours fréquent par Lionel Jospin à des personnes qui se distinguent avant tout par leurs diplômes et/ou leurs positions élevées dans les pôles intellectuels (nous ne reviendrons pas ici sur tout ce qui a déjà été noté précédemment à ce sujet) . Nous avons d'ailleurs vu que, sans doute conscients d'un élément potentiel de "brouillage" à ce niveau, certains essayent de "rationaliser" cette présence par divers éléments (cf. ci-dessus). Cette utilisation de chaque moment légèrement "déviant" d'une biographie par rapport à l'itinéraire social considéré comme typique (énarque mais fils de viticulteur provincial, mandarin mais ancien syndicaliste, etc.) est d'ailleurs représentative de la façon dont des notions de science sociale (ou qui apparaissent comme tels) sont mobilisées dans le champ politique. Or il ne nous est pas plus possible de reprendre sans inventaire ces visions qu'il ne nous est possible de les ignorer au nom de leur caractère par trop indigène, puisqu'il n'est pas du tout certain qu'il n'existe pas sur certains secteurs d'analyse un savoir des acteurs tout aussi pertinents que le nôtre. La maîtrise pratique importante de leur métier par ces professionnels "de haut vol" peut leur permettre de contrôler et d'exprimer (y compris comme ressource) toute une partie du savoir sur leur activité qu'il est plus d'usage pour le chercheur de supposer caché ("à dévoiler"). Ceci explique notre prudence, voire notre réticence, à aller plus loin dans l'analyse des trajectoires des experts en l'absence de possibilité d'un travail plus profond de "vérification" des biographies.

Mais il faut de plus rajouter que cette pratique de recrutement d'experts est sans doute propre au leader plus qu'à l'équipe, et que Lionel Jospin en fait un principe de gouvernement au-delà de son équipe ou du parti socialiste.

Depuis son accession à la tête du ministère de l'éducation nationale en effet, il confie de façon assez systématique la responsabilité de rapports, missions, colloques, commissions, etc. à des personnalités souvent les plus reconnues dans leur champ d'intervention. Le rapport préparant la mise en place du Conseil national des programmes a par exemple été confié à une commission présidée par Pierre Bourdieu et François Gros, un autre rapport consacré à l'évaluation des universités à été confié à Michel Crozier, pour le comité scientifique de l'Observatoire de la vie étudiante (qui fonctionne à peine) ont fait appel à des démographes comme Hervé Lebras, René Rémond est sollicité pour conclure les travaux d'un colloque parisien sur les premiers cycles universitaires dans lequel participent G. Vedel, L. Schwartz, ..., etc. Nous ne pouvons dire s'il s'agit d'une pratique courante des ministres de l'éducation nationale ou si Lionel Jospin l'a au contraire accentué considérablement. Si nous nous trouvons dans ce dernier cas, cela signifierait la volonté (tant dans le parti qu'au ministère) de montrer, et donc dans une certaine mesure de s'associer, des personnalités qui chacune représentent "par excellence" le pôle intellectuel de la société y compris dans sa diversité de champs (champs disciplinaires, universitaires, technocratiques, des grandes écoles,...). Dans ce cadre, le choix de Claude Allègre comme conseiller spécial du ministre ne constituerait pas seulement l'appel à un ami proche mais aussi la volonté de nommer l'ancien directeur de l'Institut de physique du globe, enseignant au California Institute of Technology, membre de l'académie des sciences des Etats-Unis, prix Crafford 1986, auteur d'ouvrages semble-t-il assez connus, etc. On retrouve ici l'aspect transactionnel souligné auparavant.

Il faut donc tenir compte de cette hypothèse dans l'analyse des représentations de Jospin, **en intégrant la vision de la société dans laquelle le pôle intellectuel tient une place prédominante, ou devrait y tenir une place dominante**; ce qui "à-priori" est plutôt une référence à l'état du champ intellectuel de l'après-guerre (même dans ses aspects mythifiés) qu'à l'état du champ actuel du pouvoir.

Enfin il faut nuancer la présentation un peu abrupte des "experts" que nous avons faite jusque là. Une des particularités de l'utilisation qu'en fait Jospin est justement le fait qu'ils ne sont pas cantonnés au rôle d'expert mais sont très vite appelés à jouer un rôle de leaders politiques via le passage au groupe des experts, et aux "études" au bureau exécutif., puis éventuellement ensuite la conquête d'une circonscription, d'une fédération du P.S.,....De la sorte Lionel Jospin leur demande une reconversion complète dans le champ politique du capital social et scolaire qui fonde en partie leur "sélection" par celui-ci, et non pas une reconversion partielle où ils se contenteraient de "faire fonction" d'experts pour Jospin ou le P.S. en restant dans un statut intermédiaire. Cette pratique pourrait constituer un trait d'identité entre Fabius et Jospin : ne sont-ils pas tous deux un peu produits de ce type de pratique mitterrandienne propulsés aux plus hautes responsabilités avant même d'avoir "fait leurs preuves" dans le parti ? Et pourtant il nous semble au contraire que c'est un élément de distinction. Si chacun des deux reproduit vraisemblablement le système de direction mis en place par Mitterrand sur ce point, ils le reproduisent de façon différente. Laurent Fabius en effet prend autour de lui des personnages comparables dotés d'un capital social et intellectuel élevé (Henri Weber, Jean-Claude Colliard,...) mais les maintient dans un rôle de conseillers dans ses cabinets, puisque les fabusiens qui jouent un rôle politique public au bureau exécutif et dans les lieux importants du P.S. sont plutôt des personnages qui existaient déjà comme élus ou comme cadres du P.S. et rarement des anciens experts. Au contraire un des mouvements principaux qui distingue les fabusiens est la promotion de cadres intermédiaires vers des cabinets ministériels et vers d'autres lieux publics centraux ou périphériques comparables, mouvement permis par une implantation beaucoup plus solide des fabusiens dans l'Etat et les collectivités publiques. En effet Laurent Fabius bénéficie à ce niveau des ressources accumulées par six ans de présence au gouvernement, dont deux de premier ministre, et de la présence consistante dans le gouvernement d'alliés de son courant: Paul Quilès, Michel Charasse, Pierre Bérégovoy, Jack Lang, Pierre Joxe, Jacques Méliack,.... C'est aussi le courant qui compte le plus de parlementaires dans ses rangs, et probablement le plus grand nombre relatif d'élus locaux.

Nous nous trouvons donc confrontés à une équipe Jospin (et coeur du courant 1) tournée de diverses façons vers le parti, par origine ou par destination¹, et un courant Fabius tourné vers des positions de pouvoir à partir du capital accumulé dans le P.S..

¹ Ainsi Cambacérès vient du cabinet de Deferre pour aller à la direction du cabinet de Jospin, Moscovici quitte en septembre 1990 le ministère de l'éducation nationale pour se consacrer au parti, d'une autre manière Emmanuelli passe du ministère du budget au parti,...

CHAPITRE 4 L' EQUIPE JOSPIN OU LA DEFENSE D'UN METIER POLITIQUE

SECTION 1 : UNE TENTATIVE DE CONSTRUCTION

IDENTITAIRE

Nous postulons, dans cette section, qu'on peut discerner un travail de construction identitaire du groupe par ses membres, travail qui vise à améliorer les chances de succès de l'équipe et donc de ses membres . Nous ne préjugeons pas ici de ce que pourraient être, selon nous, les véritables principes homogénéisateurs du groupe. Nous nous contentons pour l'instant de voir comment il y a eu tentative de doter l'équipe d'une identité, c'est à dire d'une "raison" qui -sur le marché du parti socialiste- soit susceptible de représenter les "jospinistes" comme autre chose qu'une simple addition d'individus et d'intérêts. Nous pensons en effet que, quels que soient ses processus sociaux fondateurs , un groupe politique ne peut durablement réussir que s'il permet des usages plus larges que la simple défense de ses dirigeants. Les normes constitutives du champ politique reposent en effet sur l'appel aux profanes comme mode de légitimation et comme mode de résolution des conflits, y compris entre professionnels. Ainsi, contrairement à ce qui se passe dans d'autres champs¹, la description des concurrences comme enjeux entre seuls professionnels est un mode de dénonciation et de stigmatisation de l'adversaire. On le retrouve en général sous les expressions de "politique politicienne", de "classe politique" ou de "querelles des chefs", et de fait tout nouvel entrant sur le marché est conduit à mener une stratégie de subversion apparente en dénonçant ainsi les entreprises politiques en place pour imposer "son" mode de représentation des profanes. Il en a été ainsi du parti communiste après la première guerre mondiale (ou des socialistes avant) comme du Front national ou des Verts de nos jours, invoquant des catégories de profanes ou des aspirations pas ou plus représentées ².

§1-Les contraintes dues au jeu des courants

¹ Champ des entreprises économiques, champ artistique, etc.

² "Le champ politique est donc le lieu d'une concurrence pour le pouvoir qui s'accomplit par l'intermédiaire d'une concurrence pour les profanes ou, mieux, pour le monopole du droit de parler et d'agir au nom d'une partie ou de la totalité des profanes." **BOURDIEU (Pierre)**, "*La représentation politique*", art.cit., p.13.

De fait l'entreprise politique Jospin se trouve dans l'obligation de définir son identité, son droit à parler et donc à diriger, suite à l'érosion générale de l'identité du courant mitterrandiste et à la contestation fabiusienne qui prétend imposer de nouveaux modes de représentation ("rénover le parti"). Dans l'absence d'une telle définition, elle apparaîtrait en effet comme simple association de défense des sortants. Dès lors se pose le problème du passage du syndicat d'intérêts ou d'affinités à la tendance.

L'équipe Jospin ne dispose pas pour ce faire d'une sorte de palette de définitions identitaires, commune à tous les socialistes, dans laquelle il faudrait faire son choix. Au contraire ce travail de construction est totalement lié aux conditions d'émergence de l'équipe et à sa composition, et notamment à la nécessité de tenir compte des autres courants existants.

Nous avons évoqué à grands traits le contexte politique général dans le premier chapitre, et avons notamment dégagé des courants institutionnalisés dans le P.S. que nous nommerons par commodité à partir de leur leader : Rocard, Fabius, Chevènement, Poperen, Mauroy. Ces courants doivent être envisagés ici avant tout comme autant de mandats et de militants à conquérir ou à s'associer, ou comme autant de menaces sur "ses" mandats et militants¹. De ce point de vue il n'y a pas situation d'équivalence entre courants.

Les rocardiens sont d'une certaine manière "hors-jeu" pour diverses raisons: le courant est ancien, des réflexes assez forts de solidarité et de clôture se sont développés dans l'adversité (du congrès de Metz à nos jours), leur champ d'intervention dans les fédérations recoupe rarement celui des jospinistes, les anciens mitterrandistes se sont suffisamment affrontés aux rocardiens pour ne pas être tentés de les rejoindre, la position actuelle de Rocard et de Jospin au gouvernement nécessite une coexistence pacifique, il se dit que Jospin ne constituerait pas un rival direct de Rocard pour une éventuelle présidentielle, etc. Ainsi les rocardiens ne sont considérés ni comme les rivaux immédiats ni comme une base "à prendre", la réactivation des traditions anti-rocardiennes pouvant éventuellement suffire si la situation l'exigeait. L'impossibilité des jospinistes à prendre le pas sur Fabius amène de plus à les

¹ On raisonne essentiellement dans le P.S. à militants "fixes", c'est-à-dire sans miser vraiment sur les nouveaux adhérents censés être moins engagés dans un courant. De fait il est vrai que l'essentiel des votes de Congrès "accompagne" les choix des dirigeants locaux en place. "Gagner" un secrétaire de section ou un élu revient souvent à gagner aussi sa "clientèle" adhérente au Parti Socialiste dans un système assez pyramidal. Il y a ainsi souvent découpage municipal des votes.

considérer comme de possibles alliés pour "gérer le parti", ce qui entraîne la mise en exergue d'éléments plus ou moins précis qui seraient communs aux deux courants (l'UNEF et le combat contre la guerre d'Algérie, des parcours voisins dans les années 60, un attachement à l'action collective,...).

Vis-à-vis des chevènementistes et des poperenistes en revanche, la relation est une relation d'adversité. Avec Poperen essentiellement pour des raisons tenant à une inimitié entre Jospin et lui datant de l'époque où il est numéro deux du parti (1981-1985)¹. Avec Chevènement du fait que Lionel Jospin et la plupart des membres de son équipe ont souvent mené au nom des miterrandistes la lutte contre le CERES, que ce soit pour leur arracher la fédération de Paris, ou lors de la préparation du congrès de Bourg-en-Bresse en 1983, voire même dans les jeunesses socialistes. Or ces deux courants sont dans une situation difficile, l'un parce-qu'il reprend son autonomie après s'être largement dissous dans le courant miterrandiste pendant des années, l'autre parce-que le passage du CERES à Socialisme et République accompagne un affaiblissement plus qu'un renouveau. Cela signifie qu'il y a là un certain nombre de mandats "prenables" dans un sens ou un autre, ce qui implique qu'il faille raidir le discours distinctif sur ce qu'on estime être le point faible de l'adversaire. Ces deux courants se positionnant globalement "à gauche", les jospinistes ne peuvent pas surenchérir dans ce sens étant donné la position de Jospin au gouvernement comme des jospinistes à la tête du parti depuis quelques années. Par conséquent Poperen, dorénavant ministre, sera attaqué sur la duplicité de sa proposition de "contrat social" qui viserait en fait à couvrir un accord de fond avec Rocard sur le Pacte de croissance gouvernemental. Quant aux chevènementistes, on met en avant leurs positions "gaullistes" sur l'Europe ou sur l'armée et un fond "conservateur" sur l'école ("l'élitisme et l'encyclopédisme") et l'immigration (le refus du droit de vote aux immigrés).

La situation des mauroyistes a très vite été pour l'équipe une situation d'alliance concrétisée par l'élection de Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire. Les ressources de cette alliance en matière identitaire sont considérables puisque les mauroyistes incarnent (de façon mythique ou réelle) tout ce qui apparaît depuis le tournant des années quatre-vingt comme

¹ Jean Poperen a voté pour Laurent Fabius lors du duel Mauroy-Fabius de mai 88.

positif dans la social-démocratie: l'ancrage populaire allié à l'expérience gestionnaire. Même si par ailleurs Mauroy lui-même est attaqué quant à son "image" trop traditionnelle.

Enfin les fabiusiens constituent la principale position concurrente, qui nécessite d'autant plus de construction distinctive qu'issus du même courant et de son histoire, jospinistes et fabiusiens jouent la même partie sur le même terrain. Pour Laurent Fabius le principal problème est celui de l'accession à la direction du parti, place forte de ses adversaires, d'où le thème avancé de la "rénovation". Thème qui lui permet de prolonger l'identité "moderniste" et "efficace" sur laquelle il a construit son identité depuis l'accession à Matignon en 1984. De plus nous faisons l'hypothèse que ce thème, loin d'être confiné à un enjeu entre leaders socialistes, acquiert un sens tout à fait clair pour divers groupes sociaux. Les élus, tout d'abord, représentent vraisemblablement un adhérent du Parti Socialiste sur deux¹. Même si on tient compte des nombreux élus municipaux de communes de petite taille, cela signifie une proportion importante. L'une des préoccupations principales d'un élu même modeste, c'est d'être réélu. Or le parti socialiste représente souvent un carcan objectif pour l'élu, tant en ce qui concerne la composition des listes, les alliances, le programme,...où la logique électorale s'oppose à la logique partisane². Ensuite les grandes campagnes victorieuses depuis dix ans ont été soit les élections présidentielles, soit les législatives consécutives (81 et 88), soit encore les municipales de 1989 interprétées par les relais médiatiques dominants comme un scrutin anti-partis et très "personnalisé". Dans ce contexte, de nombreux élus socialistes ont saisi le mot d'ordre de "rénovation du parti", porté par une personnalité brillante, proche du pouvoir et prudente au niveau programmatique, comme une assurance de victoire électorale moins menacé par les jeux idéologiques et les péripéties du parti. D'ailleurs l'équipe de Laurent Fabius n'a pas manqué de multiplier les signes, notamment en critiquant à chaque fois les décisions contre les dissidents comme à Marseille. Le second groupe social pourrait être toute la nébuleuse des personnes dont la position dépend plus ou moins de l'Etat et qui forme notamment ce qui peut être appelé "technocratie" dans le langage courant. Cette

¹ La direction du PS annonce officiellement 180 000 adhérents et 60 000 élus. Les 60 000 élus sont effectifs et vérifiables. En ce qui concerne les adhérents, nos estimations (intégrant le rapport élus/adhérents) et quelques rumeurs recueillies nous rendent sceptiques sur un total dépassant les 120 000 adhérents.

² Qu'on pense aux alliances avec le PCF ou au programme national concernant les immigrés.

nébuleuse est avant tout attaché à concilier la continuité de sa position avec les mouvements inévitables du personnel politique à la "tête des affaires". De ce point de vue l'aspect partisan du tandem Jospin-Mauroy est sans doute moins sécurisant que l'aspect moderne de Fabius, plus attaché à "l'ouverture" du P.S. et à la porosité de celui-ci avec la société civile (donc avec cette nébuleuse puisqu'on parle rarement de société civile pour désigner des ouvriers d'entretien ou des postiers...), et il faut le dire sans doute plus proche de l'idée qu'on se fait de l'habitus du technocrate.

La situation des jospinistes ne manque pas d'être alors délicate, puisque leur adversaire -ni en poste à Matignon ni à Solférino- livre peu de prises à la critique sur un bilan si ce n'est sur la politique de 1984 à 1986 qui a été publiquement soutenue par tous les mitterrandistes. De même il ne peut être vraiment pris en défaut sur son discours qui reprend en général fidèlement les positions du Président de la République. Dès lors c'est en se distinguant de ce qui semble être cette "base sociale" des fabiusiens ("barons et technocrates") que les jospinistes vont tenter de se distinguer en formulant une identité contraire qui puisse s'insérer dans un jeu "classique" d'opposition droite/gauche déchiffrable au delà du cercle des seuls dirigeants nationaux. C'est ainsi un appel sinon aux "profanes" (même si l'on s'adresse toujours symboliquement à eux dans la lutte politique), du moins aux militants et cadres intermédiaires du Parti socialiste.

§2-Le recours à l'homologie

La traduction d'un conflit en termes droite/gauche est évidemment l'une des figures les plus efficaces dans un conflit interne au Parti socialiste dans son aspect relatif, mais pas dans son aspect absolu. En effet si la dénonciation d'une "dérive droitiste" peut se révéler efficace, la position "gauchiste" est tout aussi répulsive pour qui veut être majoritaire dans le parti. Nous retrouvons là la tradition selon laquelle la direction est toujours censée occuper le "centre". Bien évidemment cela signifie que cette topographie politique n'a pas de sens dans chacune des positions concurrentes considérées isolément : après tout même les textes de la

Nouvelle Ecole Socialiste (courant le plus "à gauche" du P.S. de 1990) peuvent être lus comme à-priori plus "à droite" que ceux du courant "droitier" de Rocard-Mauroy en 1979 ! ¹ En l'occurrence la topographie du P.S. se présente avec deux courants principaux à gauche, Poperen et Chevènement, un courant traditionnellement à droite, Rocard et deux forces qui se disputent le centre. Comme il n'est pas possible de stigmatiser les fabiusiens de "gauchistes" ou "d'irréalistes" (forme euphémisée), il faut ² les rejeter du centre du P.S. vers le flanc droit. En même temps il ne faut pas les assimiler aux rocardiens sous peine de provoquer une riposte commune massive alors même que le flanc gauche n'offre pas de soutiens solides (Poperen ou Chevènement peuvent à tout moment s'allier avec un des deux pôles). Il faut donc tenter de se construire une identité qui soit "à gauche" des fabiusiens tout en jetant des "ponts" envers les rocardiens. Pour cela l'équipe va reprendre certaines de ses caractéristiques souvent stigmatisées par ses concurrents pour en faire sa marque distinctive "de gauche" opposée aux fabiusiens. Nous avons vu dans le chapitre précédent comment commence cette identification en jouant des parcours sociaux de certains membres de l'équipe. Devant l'insuffisance et les difficultés de rester dans ce seul registre, c'est l'occupation même prédominante des postes du parti et certaines façons de se comporter qui vont être utilisées dans un mécanisme d'homologie . Avant de continuer nous préférons citer Pierre Bourdieu³ à qui nous empruntons le concept." Il y a un champ politique (...), c'est à dire un univers autonome, un espace de jeu dans lequel on joue un jeu qui a ses règles propres; et les gens qui sont engagés dans ce jeu ont, de ce fait, des intérêts spécifiques, des intérêts qui sont définis par la logique du jeu et non par leurs mandants. Cet espace politique a une gauche, une droite, avec les porte-parole des dominants et les porte-parole des dominés; l'espace social a aussi ses dominants, ses dominés; et ces deux espaces se correspondent. Il y a homologie. Cela veut dire que *grosso modo* celui qui occupe dans le jeu politique une

¹ "Le champ dans son ensemble se définit comme un système d'écarts de niveaux différents et rien, ni dans les institutions ou les agents, ni dans les actes ou les discours qu'ils produisent , n'a de sens que relationnellement, par le jeu des oppositions et des distinctions." **BOURDIEU (Pierre)**, art.cit., p.11

² L'utilisation dans ces lignes de verbes de volonté attribués à l'équipe n'est bien évidemment qu'une convention pour objectiver un mouvement qui n'a jamais existé pratiquement **sous cette forme**, ni à aucun moment, ni chez aucun acteur à notre connaissance.

³**BOURDIEU (Pierre)**, Choses dites, p.197.

position de gauche a est à celui qui occupe une position de droite b ce que celui qui occupe une position de gauche A est à celui qui occupe une position de droite B dans le jeu social." On peut décrire ainsi l'identité construite des jospinistes dans un jeu de termes qui "font fonctionner" une homologie dominé/dominant, gauche /droite, qui s'exprime rarement sur un programme (une "idéologie") mais plutôt sur des oppositions de propriétés supposés des groupes ou des individus.

Il y a l'opposition sociale, déjà examinée mais nécessairement limitée entre peuple de gauche et héritiers . L'opposition de "générations": ceux qui se sont engagés dès les années cinquante-soixante et ceux qui ont accompagné l'ascension de Mitterrand à partir de 1974 (Le pluriel "ceux" se réfère à la façon dont l'identité est vécue et non pas à un nombre de personnes). Cette opposition est une de celles qui permet un "pont" avec Michel Rocard. D'ailleurs un journaliste attribue à Jospin la réflexion suivante "Rocard lui au moins il est socialiste depuis l'âge de 18 ans".

L'opposition de comportement : simplicité, sobriété, éthique, rigueur, rugosité; contre dilettante, brillance, personnalité médiatique, esthétique, séduction. Ces termes sont tous issus de discours de membres de l'équipe pour qualifier Jospin et Fabius. Ils sont socialement très connotés (en pôle dominé et pôle dominant), de telle sorte qu'on pourrait sans doute dresser un véritable tableau des catégories semblable à celui que dégage Pierre Bourdieu dans "La Noblesse d'Etat" en ce qui concerne les appréciations scolaires (cf. notamment chapitre 1 "Pensée dualiste et conciliation des contraires" ¹).

L'opposition de démarche: ceux qui "parlent politique", qui "font de la politique" et ceux qui cherchent des "créneaux médiatiques", qui font de la "séduction personnelle".

L'opposition de carrière : ceux qui sont restés au parti et ceux qui ont été aspirés au gouvernement. Cette position s'appuie sur le fait qu'en dehors de Jospin, seul Emmanuelli dans l'équipe est passé au gouvernement et que ce dernier a été plus reconnu comme numéro deux du P.S. que comme ministre.

L'opposition de pratiques : le collectif "socialisme" contre les supporters d'un seul homme.

¹ **BOURDIEU (Pierre)**, La Noblesse d'Etat, p.19 et s.

Et plus globalement l'identification au parti, à des "hommes de parti", y compris dans les aspects à priori négatifs, est investie d'une fierté indissociablement morale et sociale. Par exemple les stigmates "d'apparatchik" ou de "sectaire" sont réinterprétés et valorisés : *"j'aime mieux les gens qui ont une image sectaire mais dont on sait qu'ils ont des idées, qui les expriment, qui sont pas prêts à faire tout et n'importe quoi"*(Vaillant) . On est en fait sans doute pas très éloignés de la représentation d'une division entre filière militante et collective d'ascension politique et sociale, et filière individuelle technocratique ou notabillère. Représentation qui reprend d'ailleurs le rapport différent au parti que peut avoir le professionnel de la politique suivant sa dépendance à l'égard de celui-ci : "Plus généralement, les partisans d'un jeu social quelconque, ici le militantisme, doivent d'autant plus sacrifier à la raison officielle du jeu donc investir dans le jeu qu'ils ont moins de ressources personnelles officiellement extérieures au jeu mais susceptibles d'y être utilisées"¹. L'entreprise de construction identitaire joue donc avec des savoirs (en général moins élaborés) sur des processus sociaux vraisemblables, même si en l'occurrence la représentation de cet écart dépasse largement l'écart effectif entre fabiusiens et jospinistes. Autrement dit il n'y a pas une sorte de monopole des "hommes de parti" chez Jospin, pas plus qu'il n'y a de monopole des "énarques" chez Fabius comme on l'a déjà souligné.

Cette tentative de construction identitaire n'a rien à voir avec une intervention planifiée et maîtrisée, elle est plutôt le produit de réactions plus ou moins cohérentes, plus ou moins transmises, mises en commun et réajustées suivant la conjoncture ou le lieu. S'il y a donc en fin de compte réalisation d'une sorte de stock commun, celui-ci n'a pas la formalisation d'une idéologie, et peut même faire l'objet de diverses formulations.

- "Tous les cadres formés dans cette maison, pour les trois quarts, se sont retrouvés propulsés un peu partout à la tête de l'Etat. Il n'y avait pas d'amertume...mais pour ceux qui restaient le parti c'était important.(...) Je crois profondément à l'action collective, pas aux destins personnels, quelqu'un qui voudrait mener son chemin

¹ **GAXIE (D.) et OFFERLE (M.)**, *"Les militants syndicaux et associatifs au pouvoir ?"* p.137 in **BIRNBAUM (P.)**, *Les élites socialistes au pouvoir 1981-1985*, Paris, P.U.F., coll. Politique d'aujourd'hui, 1985, 320 pages.

indépendamment du parti je crois qu'il serait dans l'erreur..les présidentiables ils ont tous besoin de l'outil parti socialiste qu'on a mis quinze ans à construire..." (Stievenard)

"Les fabiusiens sont avant tout les supporters d'un homme qui veut le pouvoir à tout prix, du moins au niveau des dirigeants" (Dufour)

"Il y a une lourde part de conviction et de sincérité chez Lionel, une conception du rôle de la politique et des hommes politiques. Et puis Fabius est complètement sur le terrain de Rocard." (Strauss-Kahn)

"En tant qu'individu ce que j'ai mal vécu c'est après 81 cette espèce de disparition d'une partie des responsables, en général les plus démagogues, l'aspirations vers le pouvoir, ses représentations les plus minables (..) il y a un rapport à la politique, il y a une éthique différente des fabiusiens où il y a une vision de la politique qui est ramenée à tout courant doit avoir un présidentiable, le présidentiable doit être élu et les idées et les hommes suivront" (Le Guen)

" Jospin est d'abord un homme des années soixante, de mai 68, de l'union de la gauche...alors que Fabius c'est plutôt les années soixante-dix et une vision moins politique de la société" (journaliste).

"Lionel est d'abord un homme de parti , pas un socialiste indépendant, ou uniquement intellectuel ou rattaché seulement à la démarche historique de François Mitterrand (...) Aujourd'hui être fabusien c'est être derrière quelqu'un, être jospiniste c'est être dans un courant politique." (Vaillant)

"Les institutions font que le P.S. a tendance à se transformer en une sorte d'UDR ou d'UDF de gauche avec chef charismatique derrière qui on se range style Fabius (...) Jospin c'est un peu le côté parlementaire de la quatrième république. (...) Il y a une différence de culture politique entre Jospin et Fabius, l'un une tradition militante, l'autre pas en dehors d'une culture d'appareil et qui donc a essayé de cultiver tout ce qui en dehors du P.S. pouvait faire figure de mouvement- SOS Racisme, les clubs, etc.- (...) au niveau du fonds culturel Jospin est plus proche de Rocard même si c'est différend sur l'orientation".(Carreiras)

- " Chez Fabius ce qui plaît c'est sa capacité quasi instinctive de présenter une position vendable . Il ne présente jamais un rapport non vendable à l'extérieur; ce qu'il dit à l'intérieur c'est ce qu'il dira à l'extérieur (...) il va parler en termes de créneaux, de publicité d'un certain point de vue. Lionel Jospin va faire un rapport abrupt à des gens de l'appareil qui se légitiment autour de l'idée de socialisme (...) alors que Fabius va parler aux mêmes gens mais qui se légitiment par rapport au pouvoir et à la nécessité de le garder." (Cambadélis)

-

Cette construction d'une "identité jospiniste" est , on le voit, fortement axée autour des qualités prêtées au leader. Pourtant elle se prête à la généralisation, c'est-à-dire à l'identification à cette opposition de qualités ; tant autour du couple "capital collectif-partisan / jeu personnel-pouvoir d'Etat" , qu'autour du couple "analyse politique- profondeur intellectuelle / superficialité médiatique". Elle permet donc aussi de légitimer des alliances plus ou moins étendues avec les autres courants (Rocard, Poperen ou Chevènement) qui, menacés par l'offensive du courant Fabius, peuvent trouver là un fonds commun minimum "de gauche" lié à leur tradition dans le parti socialiste, plus qu'un programme qui obligerait sans doute les jospinistes à choisir entre Rocard et Chevènement. Tout le débat de Rennes autour de la "nature du parti" était abondamment nourri de ce genre de références.

Nous verrons à la fin de ce chapitre dans quelle mesure cette tentative de construction identitaire a "réussi" ou non, c'est à dire dans quelle mesure elle peut permettre le ralliement et la mobilisation de soutiens.

SECTION 2 UNE IDENTITE QUI TROUVE SA COHERENCE DANS UN TYPE DE METIER POLITIQUE

Nous avons précédemment parlé de **construction** identitaire plutôt que d'identité, et avons largement laissé entendre que cette construction ne constituait pas la simple traduction discursive des positions et dispositions. De fait cela signifie qu'il y a une identité revendiquée et une identité réelle, une identité qui est utilisée dans la lutte politique et une identité qui est au principe de l'agrégation de l'équipe. Pourtant cette coupure un peu normative entre un discours forcément manipulateur et une réalité forcément cachée ne nous satisfait pas. Outre que nous espérons avoir commencé à montrer que n'importe quel discours n'est pas tenu à partir de n'importe quelle position, il nous semble que les acteurs politiques que nous avons rencontré maîtrisent aussi des connaissances sur leur propre pratique. Dès lors la frontière entre ce qu'on peut "objectiver" à partir des informations recueillies et entre ce qui est discours déformant des "indigènes" est sans doute malaisée à distinguer dans tous les cas. Comme le dit A. Giddens : "La ligne de démarcation entre la conscience discursive et la conscience pratique est fluctuante et perméable, tant à l'échelle individuelle de chaque agent qu'à celle de la comparaison entre différents acteurs engagés dans divers contextes de la vie sociale." ¹ Par conséquent la différence n'est pas entre le "vrai" et le "faux" mais entre ce qui est exprimé voire déformé sous une forme consciente et ce qui reste un savoir pratique qui n'accède pas à la forme discursive (en comprenant dans cette forme discursive y compris ce qui n'est pas "dit" mais qui est "pensé"). "...la réflexivité n'opère qu'en partie au niveau discursif: ce que les agents savent de ce qu'ils font et de ce pourquoi ils le font -leur compétence en tant qu'agents- relève d'avantage de la conscience pratique laquelle est tout ce que les acteurs connaissent de façon tacite, tout ce qu'ils savent faire dans la vie sociale sans pour autant pouvoir l'exprimer de façon discursive" ².

Par conséquent ce que nous allons maintenant envisager comme "identité" de l'équipe Jospin n'est pas équivalent à l'identité ou la légitimité revendiquée par les membres de l'équipe déjà abordées, mais se retrouve **d'une certaine façon** dans les discours identitaires des équipiers. Quoi d'étonnant d'ailleurs à cela puisque toute une partie du travail de ces acteurs

¹ P.52. **GIDDENS (Anthony)**, La constitution de la société, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Sociologies, 1987, 474 pages.

² Op.Cit., P. 33

consiste justement à réfléchir sur eux-mêmes pour trouver la cohérence entre ce qu'ils sont et ce qui est nécessaire pour la lutte ?

Le problème que nous voudrions donc maintenant tenter de résoudre tient aux principes qui "font" l'identité particulière de l'équipe. Nous pensons que ceux-ci tournent autour de l'idée de défense d'une forme de métier politique. Toutes les informations que nous avons en effet rassemblé jusque-là sur la formation et la construction de l'équipe concernent essentiellement les pratiques des professionnels de la politique du Parti socialiste, et des conceptions quant à la façon d'exercer ce métier politique. C'est à dire le savoir-faire et le savoir sur ce savoir-faire. De ce point de vue il est aujourd'hui admis qu'il y a parfois constitution tacite d'une sorte de corps autour d'intérêts communs au-delà des étiquettes partisans¹. Mais il y a aussi sans doute, même à l'intérieur d'un parti, des luttes importantes autour de la définition du métier. De la façon dont est défini ce métier dépend non seulement la "façon de jouer" mais aussi le "droit à jouer", c'est à dire le droit d'entrée, la compétence exigée. C'est ce qui nous semble être notamment en jeu dans la concurrence Fabius/Jospin. Nous ne signifions pas que nous tenons là la cause historique de ce conflit, mais qu'au delà des raisons contingentes entre individus la concurrence qui s'est développée a amené l'équipe Jospin à incarner un type de métier politique; en résistance à ce qui lui apparaît comme un autre "modèle" de métier à travers le courant Fabius.

Comment pourrait donc se caractériser le "métier des jospinistes" ?

En relation avec tout ce que nous avons déjà évoqué sur les conditions d'émergence de l'équipe et sur ses éléments d'auto-définition, le premier aspect concerne **les modes d'accès aux responsabilités politiques**. La construction identitaire de l'équipe privilégie en effet d'abord le groupe des "hommes de parti", et ce qui est de fait notamment en jeu c'est de fonder en légitimité la progression vers les postes de direction sur de seuls principes de

¹ Voir par exemple à ce sujet l'ouvrage de P. Garraud sur l'homogénéisation des pratiques des maires urbains - **GARRAUD (Philippe), Profession : homme politique. La carrière politique des maires urbains**, Paris, L' Harmattan, collection Logiques sociales, 1989, 224 pages.

logique interne à l'organisation partisane. Cela signifie revendiquer la promotion politique moins sur les sanctions externes du marché électoral que sur la capacité à maîtriser l'ensemble des technologies d'appareil qui à un moment donné définissent ce qu'est un "bon" dirigeant. Pourquoi cette revendication serait-elle le fait des seuls jospinistes alors qu'il y aussi des hommes d'appareils, des premiers secrétaires fédéraux, etc. chez Fabius ? Un premier élément d'explication nous est donné par la constatation ¹ qu'en quelques années de direction de l'appareil central, Lionel Jospin et ses collaborateurs ont tissé toute une série de liens de travail et de liens amicaux avec des cadres d'abord investis dans le Parti. De façon logiquement inverse Laurent Fabius en développant sa tendance s'est d'abord marqué contre les "lourdeurs", "l'inertie" ou l'"archaïsme" de l'appareil en place et donc contre ceux qui pour une raison ou une autre se sentaient solidaires ou dépendants de cet appareil. Plus concrètement Laurent Fabius a agrégé assez systématiquement autour du thème de la rénovation tout ceux qui estimaient être négligés ou mal aidés par cet appareil central et en concevaient une certaine rancune. Or cette critique de l'appareil central s'est souvent cristallisée sur le moment des élections, concentrant contre le direction en place l'essentiel des reproches (inévitables par ailleurs) quant aux problèmes qui surgissent à cette occasion. Il faut lier à ce processus l'image de Fabius associée au Président de la République (la référence suprême en terme de succès en quelque sorte), au pouvoir, au succès dans les sondages² et à un soutien majoritaire des parlementaires socialistes. Enfin il est souvent revenu dans les discours des soutiens de Laurent Fabius l'idée d'un parti qui soit une "véritable machine à gagner les élections"³. Il est dès lors assez logique que l'offensive de Laurent Fabius soit associée par les jospinistes à une remise en cause de leur "savoir-faire" dans le parti au nom des nécessités de la lutte sur le marché politique. Et ce d'autant plus que l'équipe Jospin (et non son courant) est constituée avant tout de personnes disposant de peu de ressources électorales. Les premiers fédéraux en général par définition⁴ (et y compris des premiers fédéraux comme Jean-Marie Le Guen ou Patrick Sèves n'ont accédé à la

¹ Outre l'identification consécutive et générale de l'équipe au Parti.

² Il ne faut jamais sous-estimer l'attention que portent les responsables socialistes de tous niveaux aux "côtes de popularité".

³ Expression souvent employée, notamment par Pierre Joxe dans diverses interviews.

⁴ Il est de règle que le premier fédéral quitte son poste une fois élu.

députation qu'en étant suppléants en 1988). Mais plus généralement l'équipe est marquée par des mésaventures de ses membres lors des tentatives d'ancrage électoral: parachutage manqué de Le Gall à Lorient (vers 1977), de Delanöé en Avignon(1985), de Jospin en Dordogne (vers 1977), bref passage de Strauss-Kahn en Haute-Savoie de 86 à 88, difficultés de Stievenard à garder sa place dans le 13^e arrondissement, situations parfois délicates des "parisiens" (Vaillant, Cambadélis,...), etc. Elle est aussi marquée par des implantations récentes: Jospin en Haute-Garonne depuis 86, Strauss-Kahn à Sarcelles depuis 88, Cambacérès dans le gard depuis 88, ... Bref, mis à part Emmanuelli et Laignel (après des parcours militants d'ailleurs longs), on ne peut dire que l'équipe Jospin se caractérise par une très solide tradition dans l'accumulation de mandats électoraux.¹

Par conséquent il est vraisemblable que la concurrence oppose en partie des modes d'accession aux responsabilités . Responsabilités récompensant dans un cas plutôt un "savoir-faire" tourné vers le fonctionnement interne du parti, et dans l'autre plutôt un "savoir-faire" tourné vers la recherche des trophées électoraux.

Le second aspect concerne la place de l'organisation politique dans la société. Les dix dernières années en France semblent avoir été marquées par le passage progressif de la "remise de soi" permanente aux partis au profit d'une délégation plus irrégulière, ponctuelle et limitée des profanes aux hommes politiques. Serait ainsi remis en cause le parti qui organise une vision globale de la société et prend en charge les affaires politiques des profanes, ceux-ci lui confiant le soin de s'exprimer "à leur place" (en leur nom) sur des questions pour lesquelles leur compétence est limitée². Au contraire le parti moderne aurait pour tâche plus limitée de faire une synthèse des souhaits ponctuels sur telle ou telle question à partir de quelques grandes lignes générales (parti du mouvement contre parti de l'ordre, etc...), d'organiser les suffrages, de jouer le rôle de table ronde permanente sur les sujets touchant le

¹ On pourrait aussi souligner que Lionel Jospin largement pris part à la lutte pour la reprise de la fédération au C.E.R.E.S. de 1976 à 1983, et à la bataille du congrès de Metz, alors que Fabius a pu être confronté avant 86 à de telles luttes, y compris en 1979 où il tenait un rôle beaucoup moins engagé dans l'appareil contrairement à ce qu'on croit. Ce qui n'est pas vrai pour ses alliés tels que Quilès, Joxe ou Bérégoz...

² Voir à ce sujet la problématique in **GAXIE (Daniel), Le Cens Caché**, Paris, PUF, 1978.

"politique" et de constituer un "liant" social aux côtés des associations, des syndicats, des communautés,...

Y-a-t-il autre chose qu'un effet de mode idéologique derrière ces caricatures ? Ou au contraire cela rend-il compte des transformations du champ politique sous l'effet de transformations du jeu social ? Cela serait-il notamment une des conséquences de la scolarisation générale de la population et de l'élévation progressive du niveau d'instruction modifiant la compétence sociale et politique des profanes ? Nous ne pouvons nous prononcer sur cette question.

Par contre il est certain que les fabiusiens ont repris toute une série de thèmes visant à "mieux associer les sympathisants", à "ouvrir le P.S. sur la société", à mieux "être à l'écoute des adhérents et de la population"...Thèmes qui apparaissent comme autant de remises en cause de pratiques partisans traditionnelles telles que les ont apprises et telles que les reproduisent peut-être des professionnels tels que les jospinistes.

Nous associons à cet aspect la question de la "communication politique"¹. Il ne s'agit pas ici d'en donner une définition, mais d'approcher les problèmes d'images, de marketing politique ou de sondages dans leurs effets sur le métier politique. Incontestablement la place importante par exemple de la télévision dans la compétition politique a modifié les qualités exigées des leaders politiques. Non pas simplement en "favorisant" ceux qui présenteraient un profil plutôt "lisse", "neutre" ou "accommodant" sur le mode idéal-typique du grand oral², mais en apportant là encore dans le champ partisan des critères de légitimation et donc de compétence "externes" ou nouveaux vis-à-vis des critères traditionnels. Et donc en exigeant aussi des propriétés sociales spécifiques nouvelles pour réussir dans le champ politique. Malgré toutes nos réticences à nous engager dans ce domaine saturé en notions journalistiques ou pseudo-sociologiques, nous ne pouvons que constater le rapport passionnel des acteurs politiques que nous avons rencontré à l'égard des problèmes de

¹ Sur la problématique générale voir **CHAMPAGNE (Patrick)**, *"Le cercle politique. Usages sociaux des sondages et nouvel espace politique"*, Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n°71-72, mars 1988, pp.71-97.

² Par exemple Georges Marchais ou Henri Krasucki ont sûrement joué dans un autre registre de cet outil pour continuer à leur façon le travail identitaire commencé par Thorez ou Staline dans le sens où l'entend Bernard Pudal.

"médiatisation" , raccordés à la question des "présidentiabiles" elle-même lié à la question des sondages. Rapport passionnel sans aucun doute lié au sentiment d'une conséquence forte sur la manière d'exercer son métier. Et d'ailleurs là aussi Laurent Fabius s'est emparé de ces questions en insistant sans cesse sur la "nouvelle donne" imposée par cette irruption dans des milliers de foyers de la même façon d'un message autrefois réservé à quelques militants ou lecteurs ¹. Au contraire les problèmes "d'image" de Lionel Jospin (mais aussi de Mauroy, Emmanuelli, ...) constituent un thème récurrent parmi les militants du P.S..

Cela ne signifie pas forcément une stratégie de refus de la "médiatisation": Jospin et ses alliés préparent et utilisent leurs apparitions publiques comme tous les leaders politiques. Lui-même n'a-t-il pas annoncé son départ du poste de premier secrétaire lors de l'émission "Questions à domicile" sur TF1 ?

Par conséquent les "problèmes d'image" recouvrent quelque chose de plus complexe qu'une mauvaise volonté quant à l'utilisation de la "nouvelle communication politique".

Il y a sûrement d'abord l'aspect "technique" du problème: les techniques oratoires qui conviennent à un meeting ne sont pas celles qui conviennent à une émission audio-visuelle. Le métier politique tel que l'ont appris les jospinistes (avec une prédominance des enjeux internes qui n'impliquent que les militants) se trouve éventuellement en décalage avec le développement de ce secteur dans le champ politique. Comme le note Patrick Champagne (même si nous serions plus nuancés en ce qui concerne notre objet): "Si, pour les générations plus âgées, cette "politique-spectacle" est soit refusée comme indigne de la politique (...), soit pratiquée de façon plus ou moins maladroite et comme sous la pression de la nécessité, c'est parce qu'elle s'oppose, pour ces générations, à une façon de concevoir et de faire de la politique qui s'est formée dans un état antérieur du champ politique."²

Mais il y a aussi le fait que le "marketing politique", notamment conçu comme un moyen de progression dans "l'opinion publique", représente un autre mode de légitimation venant de "l'extérieur" du parti. Se développerait ainsi une contradiction entre des règles de légitimité

¹ Retranscription approximative d'un discours de Laurent Fabius entendu plusieurs fois lors de réunions du P.S.

² **CHAMPAGNE (Patrick)**, *"L'Heure de Vérité, une émission très représentative"*, Penser la politique-1, Actes de la Recherche en Sciences Sociales, N° 71-72, mars 1988, pp.98-99.

appuyées sur les logiques internes à l'organisation partisane et des règles de légitimité fondées sur le recours formel aux profanes par le moyen des sondages. Ces deux modes de légitimité seraient associés à deux espèces différentes de ressources mobilisables par Lionel Jospin, Laurent Fabius et leurs équipes. Lionel Jospin disposant comme ressource essentielle du capital objectivé du P.S. et des soutiens qui y sont liés, Laurent Fabius devant au contraire mobiliser avant tout des ressources issues de son passage au gouvernement et des modes de légitimation (sondages, élections) qui "contournent le parti".

C'est pourquoi nous n'avons pas séparé la question de la "communication politique" de celle de la place du parti dans la société: au-delà de la maîtrise plus ou moins grande de technologies, il est toujours question d'une évolution éventuelle du mode de délégation politique et donc des rapports entre profanes et professionnels. Il y aurait un métier lié à un parti qui produit des offres politiques sur le marché à partir des profanes **organisés** en son sein, et un autre métier lié à un parti qui produit à partir des profanes individuellement **"sondés"**.

Le troisième aspect de ce métier est étroitement lié à l'habitus de Lionel L. Jospin. Nous pensons en effet avoir discerné une pratique de la production politique (discours, visions de la société, façons de dire,...) qui reproduit une certaine démarche "intellectuelle", au sens où l'on parle "des" intellectuels (c'est à dire comme groupe social historicisé). Nous entendons par là une démarche qui s'articule (souvent explicitement) autour de références historiques, philosophiques, économiques, ... telles qu'elles sont produites et transmises dans le champ universitaire classique¹. Et donc une production politique qui se légitime et se structure à partir de la logique du savoir reconnu comme Savoir plutôt qu'à partir de la logique des impératifs de l'Etat ou d'autres éléments construits du champ politique (la défense d'un groupe social, la modernisation économique, la nation,...).

Il est certes un peu hasardeux de s'aventurer de la sorte sur le terrain des dispositions individuelles. Nous avons pourtant recueilli des témoignages concordants sur l'intérêt considérable et le respect porté par Lionel L. Jospin à tout ce qui concerne la "théorie", les

¹ Avec la décision normative entendue comme domaine propre du politique.

développements des savoirs et les personnalités "renommés" dans la recherche (nous renvoyons notamment à ce qui a été souligné sur la pratique du ministre de l'éducation, cf; chapitre 3). Nous avons de même noté la structure en général austère du discours qui apparaît souvent plus comme le vecteur d'un raisonnement, d'une démonstration logique, que comme un outil de "séduction" politique.

Tous ces éléments nous conduisent donc à émettre l'hypothèse d'une pratique du leader qui n'est pas sans analogie avec la figure sociale de l'enseignant (qu'il a d'ailleurs été de 1968 à 1981). On peut alors en déduire que Lionel Jospin est en cela très "représentatif" d'une certaine vision (et non d'une réelle composition sociale) du Parti Socialiste, parti d'enseignants et d'agents du pôle intellectuel de la société. Vision du Parti Socialiste qui en l'occurrence est plutôt celui des années soixante-dix que celui du congrès de Rennes. Mais plus généralement cela signifie un métier politique pratiqué comme prise en charge et éducation des militants, ce qui nous ramène au problème de la nature de la délégation politique et à la place de l'organisation partisane. Enfin il faut relier à cette question le fait que Lionel Jospin provient d'abord des années cinquante/soixante en termes d'apprentissage politique: l'UNEF, la guerre d'Algérie et la décolonisation, l'instauration de la cinquième république, le PSU, Mai 68,... Une période où toute vision de la société se doit d'abord d'être politique et où le politique est aussi intellectuel (et vice-versa), alors que les quinze dernières années sont plutôt marquées par la retraduction "sociétale" de tout conflit et un repliement du politique aux seules questions strictement partisans. Il faut aussi souligner de nouveau l'influence décisive de Jean Pronteau (jusqu'à sa mort en 84) sorte de "sage" et grand ami de Jospin, ancien résistant, ancien dirigeant communiste, "grand amateur d'histoire et d'analyses passionnantes du monde".

Ce déplacement des frontières légitimes du champ affecte la profession politique: de ce point de vue il y a là aussi sans doute des différences entre la vision d'un Jospin et celle d'un Fabius. Différences qui affectent leur équipe puisque les leaders en constituent la référence en termes d'identification et de ressources comme nous l'avions souligné précédemment (cf. Chapitre 2).

Ces trois aspects, ou plutôt ces trois ensembles de remarques, n'épuisent pas ce que peut être "un métier politique". En fait nous avons volontairement restreint nos remarques sur ce qui pouvait constituer l'identité, **la marque distinctive**, de l'équipe Jospin. Il faut garder à l'esprit qu'il existe aussi beaucoup et sinon plus de points communs entre professionnels que de différences. Mais nous savons aussi que c'est l'écart, aussi ténu soit-il pour celui qui n'est pas immergé dans le jeu, qui doit être ici pris en compte entre les deux équipes dans la mesure où il est au coeur de la concurrence.

Cette marque distinctive est donc un métier ou plutôt un type de métier. Comme nous l'avons déjà noté, il n'est constitué ni exclusivement de discours maîtrisés par les acteurs politiques et engendrés dans la bataille politique, ni exclusivement de pratiques qui n'accéderaient pas à la représentation consciente. Il est une combinaison de croyances et d'intérêts, ce qui explique qu'on retrouve (même si c'est de façon incomplète ou déformée) dans le débat politique l'essentiel des thèmes que nous venons de développer. Lorsque des dirigeants et militants socialistes nous parlent de "*culture politique*", de "*conception du parti*" ou de "*capacité d'analyse politique*", il est souvent en fait question de leur métier, de la façon dont ils l'ont appris, dont ils voudraient l'exercer, et des capacités qu'ils ont à exercer celui-là plutôt qu'un autre. Ce qui est en jeu dans un débat sur le Parti est un débat sur la légitimation du Parti comme produit des usages qui en ont été fait par un groupe social dont on se réclame plus ou moins. Et bien évidemment un débat sur la nécessité ou non de changer le métier qui caractérise en grande partie ces usages. Nous sommes donc en présence d'une lutte pour la définition du parti à partir de la définition du "bon" dirigeant socialiste, et donc d'une lutte pour la maîtrise du savoir "instituant" le parti socialiste.

Les observations faites depuis le début de ce travail nous conduisent finalement à relier le "métier jospiniste" à deux processus qui dépassent notre objet: l'état du champ politique et les phénomènes de routinisation.

Il est en effet probable que l'évolution du champ politique, et surtout des principes de succès dans celui-ci, est directement déterminante sur la réussite ou la disparition d'un type de

métier. Y aurait-il un métier correspondant au champ politique des trente années d'après-guerre et un métier correspondant au champ politique en devenir des vingt dernières années ? (en reprenant alors tous les facteurs envisageables, des institutions de la cinquième république jusqu'aux nouvelles technologies de communication en passant par la massification scolaire). Ou alors n'est-ce pas justement le degré plus ou moins important d'autonomie du jeu politique par rapport au jeu social qui serait en jeu dans la lutte autour de la place du parti dans la société ? Et donc le maintien d'une possibilité d'ascension politique et sociale via le parti pour des militants qui n'auraient pas les propriétés sociales suffisantes pour s'imposer dans le champ politique sans le passage par la promotion partisane...

La routinisation désigne l'aspect répétitif et récuratif du métier (c'est à dire qui réactive sans cesse les principes qui le constituent). Elle produit des phénomènes de reproduction et d'institutionnalisation qui "font exister" le parti et le naturalisent comme tel (ce qui rend plus difficile une réflexion sur le métier qui apparaît "ajusté aux besoins" du parti). Et toute attaque contre ces routines prend l'aspect d'une remise en cause fondamentale du parti comme de soi-même : "la routinisation est essentielle aux mécanismes psychologiques qui assurent le maintien d'un sentiment de confiance, d'une sécurité ontologique dans les activités de la vie sociale" ¹. Il faudrait peut-être reconstituer l'agenda ou l'emploi du temps d'un dirigeant socialiste, avec ses permanences parlementaires, ses réunions, ses rencontres, etc., pour comprendre comment "un" métier peut engager l'ensemble de la personne et en même temps se montrer comme évident,

SECTION 3 UNE REUSSITE LIMITEE

Le fait même de parler d'identité produit une dérive logique vers l'idée de "réussite" du groupe social considéré. En fait s'il y a bien une certaine réussite ne serait-ce que dans la mesure où le groupe existe, il faut rester très prudent quant à l'importance de ce succès

¹ GIDDENS (A), Op.Cit., P.33.

lorsqu'on traite d'un tel phénomène actuel et récent. Nous rappellerons donc rapidement ici quelques problèmes, parfois évoqués tout au long du mémoire, qui limitent la "réussite" de l'équipe.

§1-Contradictions induites par les besoins de soutiens

L'analyse de l'équipe nous a conduit à ne traiter que de façon incidente les soutiens de Lionel Jospin dans le P.S. durant la période marquée par le congrès de Rennes. Or ces soutiens, s'ils ne sont pas la raison constitutive de l'équipe, en sont tout au moins la condition de survie. Ces soutiens ce sont tous les membres du Parti Socialiste susceptibles d'apporter (directement ou indirectement) des mandats à l'entreprise jospiniste à un moment donné: dans le front de mai 88, dans la contribution à l'automne 89, dans la motion dans l'hiver 90 ou dans le courants après Rennes.

Nous ne pouvons ici analyser les logiques des choix politiques des socialistes. Il nous suffit de remarquer d'abord que chaque membre du P.S. ne présente pas le même intérêt: le ralliement d'un maire de grande ville, d'un député, d'un premier secrétaire fédéral ou d'une personnalité nationale n'a bien évidemment pas le même poids que celui d'un adhérent d'une petite section du Vercors. Ensuite ces cadres ou notables socialistes sont largement guidés par des considérations d'ordre local, dans une logique de positionnement entre villes, conseil général, conseil régional, communautés urbaines, fédération, etc. On peut citer les exemples connus des rivalités entre fédérations du Pas-de-Calais et du Nord, ou entre maire de Montpellier ou de Limoges et leurs présidents de conseils généraux. Ces sortes de "boss" du P.S. entraînent à leur suite toute une série de militants pour diverses raisons (amitié, proximité, dépendance politique ou économique, ...) qui forment en quelque sorte leur "clientèle".

Est-ce à dire que les enjeux de pouvoir sont totalement indépendants des autres enjeux autour du métier que nous avons considéré auparavant ?

Sans aller jusque là nous pouvons dire que ces enjeux constituent au moins un élément de brouillage inévitable de toute identité ou construction identitaire. Certains soutiens sont d'ailleurs utilisés comme autant de moyens de lutte dans la bataille: les partisans de Laurent Fabius ont utilisé les ralliements de Marcel Debarge ou de la fédération du Pas-de-Calais comme ceux de Jacques Delors ou Georges Frêche à Jospin comme autant de moyens de rejeter les accusations de "dérive droitière" , de courant de notables ou de manque de tradition socialiste.

Ceci indique aussi qu'il faut lire ce travail dans le cadre limité que nous avons tracé, celui d'une équipe autour de Lionel Jospin et non pas d'une tendance nationale du P.S.. Nous pensons d'ailleurs qu'il serait pour le moins hasardeux de chercher un principe d'homogénéité nationale. Tout au plus pourrait-on observer et comparer dans un autre programme de recherche comment dans divers endroits s'articulent les ressources d'identification à un "courant national" avec les intérêts locaux et les influences du jeu social local pour en extraire des considérations de portée générale.

Enfin il faut considérer le problème spécifique des alliés du courant dans lequel est engagée l'équipe Jospin : "mauroyistes", "mermaziens", etc. Outre la perte relative d'identité commune qu'ils amènent inévitablement ¹, ils sont surtout porteurs d'exigences quant la stratégie et aux alliances développées dans une logique qui peut-être différente voire antagoniste à celle de l'équipe Jospin. Il n'est par exemple un mystère pour personne que Louis Mermaz, au nom du "mitterrandisme" commun, est réticent devant tout ce qui peut amener une consolidation idéologique du courant en différenciation d'avec les fabiusiens, ce qui crée des tensions continues entre lui et d'autres leaders du courant. De même la position constamment en retrait de Delebarre dans le débat interne répond à son souhait de rester en termes "corrects" avec les fabiusiens et notamment avec la fédération du Pas-de-Calais dont l'accord lui est nécessaire pour toute stratégie à long terme sur la région Nord/Pas-de-Calais et son conseil.

¹ Encore faudrait-il préciser que certains peuvent renforcer l'identité de l'équipe sur tel ou tel aspect et en apporter une autre sur tel ou tel autre. De ce point de vue il faudrait considérer tout ce qu'apportent par exemple les mauroyistes de commun avec les jospinistes et ce qu'ils apportent de différent, etc.

Entre la volonté de garder un courant "uni" et la nécessité de permettre une certaine efficacité identitaire, les jospinistes et plus particulièrement leur leader sont de fait contraints à un compromis permanent.

§2-Contradictions induites par l'enjeu de la compétition

Il serait inexact de considérer que la nature des trophées effectivement poursuivis par les différents protagonistes du P.S. n'aurait pas d'incidence quant aux stratégies et aux pratiques mises en oeuvre. Formellement chaque courant joue d'abord pour "remporter" la direction du parti. Très rapidement on s'aperçoit pourtant que cette formulation est trop imprécise. Outre le peu de crédibilité d'une telle perspective pour les petits courants tels que Socialisme et République ou les "popérénistes", même parmi les trois "grands" l'objectif doit être précisé. Les rocardiens comme les fabiusiens nourrissent d'abord l'espoir d'un avenir "présidentiel" ¹ à plus ou moins long terme pour leur leader : dans ce cadre le Parti Socialiste est un élément essentiel soit à neutraliser soit à utiliser, mais pas vraiment ni un objectif en soi ni la ressource exclusive. Les jospinistes au contraire ne peuvent envisager l' horizon présidentiel à ce stade: dès lors l'objectif est plutôt de contrôler une place stratégique pour "rester dans le jeu" d'une façon ou d'une autre et préserver suffisamment de ressources pour l'évolution éventuelle de la situation. Dans ce dernier cas de figure on peut envisager aussi bien la maîtrise de la majorité du parti que celle de postes-clés au gouvernement voire la conquête de l'hôtel Matignon...

Mais dans tous les cas de figure, les résultats de Congrès de Rennes (autour de 30% pour les courants Jospin et Fabius, 23% pour Rocard, environ 7% pour Chevènement et Popere) ont amené les jospinistes à chercher une majorité même relative pour garder la direction du parti, ou du moins quelques postes essentiels (premier secrétaire, trésorerie, fédérations...). Cela s'est fait en deux temps: d'abord en signant un texte politique commun

¹ Cette notion est d'abord un effet du jeu des sondages, mais est complètement intégrée dans le "cercle politique" cf. **CHAMPAGNE (Patrick), Art. Cit.**

avec Socialisme et République au début du Congrès de Rennes, ensuite en faisant front "objectif" avec les rocardiens pour "gérer" la situation d'après Rennes dans le parti et dans les fédérations. C'est ce qui est appelé dans le P.S. l'axe "un-trois-sept" (numéros des motions Mauroy-Rocard-Chevènement).

Mais très rapidement le débat s'est porté dans le courant sur l'opportunité de prolonger ou non cet accord de gestion par un accord politique plus global avec les rocardiens. Débat d'autant plus aigu que beaucoup ne croient pas à la possibilité de survie d'un courant qui n'incarnerait pas une perspective présidentiable ou au moins un avenir "intéressant" en terme de pouvoir d'Etat, étant donné l'état actuel du P.S. et de la situation politique. Or, dans ce cadre, la possibilité de devenir premier ministre constitue pour Jospin une solution sans doute attrayante. Mais un premier ministre qui prépare la candidature de Michel Rocard à la présidence de la République tant que la situation actuelle n'est pas bouleversée.

Si l'axe Jospin-Rocard est passé sans trop de difficultés à Rennes devant l'offensive de Fabius au nom d'une "tradition commune", un accord dans d'autres conditions (en plus des résistances mitterrandistes) soulèverait des problèmes plus importants. Outre l'orientation idéologique, le métier des rocardiens est en effet très éloigné de celui que nous avons défini dans ce chapitre: contournement du P.S. a-priori hostile, pratique des clubs, "ouverture sur la société civile", orientation-synthèse des "opinions publiques", dissolution du politique dans le "sociétal",...sans entrer dans le détail, il est peu probable qu'il y ait concordance des habitudes. L'accord de Rennes sur la "nature du Parti" recouvraient de profondes différences.

Cela n'implique en rien l'impossibilité d'un accord qui satisfasse tout le monde à partir du moment où chacun peut conserver ou toucher des dividendes du pouvoir. Nous sommes néanmoins très sceptiques sur une réussite qui se ferait contre les quelques éléments identitaires qui forment l'équipe, dans une situation où beaucoup refuseraient une telle alliance (Fabius, Mermaz,...) et pourraient incarner une "fidélité". Enfin il faudrait tenir compte des tensions que fait naître l'incertitude quant aux perspectives de l'équipe : des bruits circulent

constamment sur des rivalités latentes entre Emmanuelli et Vaillant, Emmanuelli et Laignel, etc.

La question de l'enjeu de la compétition est donc crucial pour l'avenir de l'équipe: le courant 1 doit-il porter un projet global autonome ? comment incarner un projet global sans être présidentiable ? y-a-t- il d'autres lieux de pouvoir pour intervenir dans le jeu politique ?...

"Quand on est ministre ,même si son domaine porte sur des domaines assez vastes et très importants, il y a quand même une segmentation de l'action qui est la sienne. Je limite mes interventions sur les problèmes globaux, je ne peux pas me mêler de la politique et des compétences de mes collègues sans précautions. L'éducation et la formation ont beau être très importants, pouvoir servir à mon avis d'éléments d'un projet global, c'est quand même qu'une partie. Le premier ministre, dans une certaine mesure dans le système tel qu'il est par la diversité et le caractère polyvalent de son action peut défendre un projet global. Mais avec des limites assez strictes. il n' est pas le personnage principal, il n'est pas clé de voûte du système politique, il pourrait courir le risque de se heurter au Président s'il portait un propre projet différent...je crois quand même qu'en terme de projet global, si tant est qu'il puisse y en avoir un, la démarche relève davantage du Président de la République. " (Entretien avec Lionel Jospin)

§3- Contradictions induites par la pratique du leader

Il n'est pas question ici de la pratique générale de Jospin en matière politique, mais de certains aspects quant à la "gestion" de ses rapports avec les autres dirigeants socialistes. Nous avons en effet relevé (cf. Chapitre 2) une fréquente référence dans les entretiens à la façon très sobre voire distante dont Jospin traiterait les dirigeants socialistes qui ne font pas partie du "cercle des intimes". Cette référence était souvent reliée aux origines protestantes du leader. Pour notre part nous hésitons à créditer une religion (dont il se serait détaché

depuis l'adolescence) d'une influence déterminante en l'absence de connaissance plus précise. Ne serait-ce que parce-que la religion est en fait plus souvent l'indice d'un processus social plus large qu'un facteur autonome déterminant, même si nous trouvons spontanément des termes qualifiants aussi le puritanisme en décrivant la pratique de Jospin.

Quoi qu'il en soit, cette pratique pose d'indéniables problèmes de construction et de cohésion de l'équipe comme du courant.

Rejoindre Jospin signifie en partie décider de s'en remettre à des décisions stratégiques parfois autoritaires du leader, de ne pas pouvoir "hégocier" totalement sa place dans le dispositif, d'être assez dépendant des humeurs du leader ou de ses proches, et devoir patienter longtemps pour être complètement intégré. En matière de rétributions tant matérielles que symboliques, Lionel Jospin développe donc une pratique qui est à l'opposé de celle de Fabius et qui ne facilite pas les ralliements dans un contexte incertain. Ne constate-t-on pas que beaucoup des concurrents de Jospin évoquent son "caractère" pour expliquer leur rupture avec lui ?

En retour, beaucoup de ses alliés apprécient ce qu'ils appellent la "loyauté" et la "correction" du leader envers eux, louant notamment une espèce de pudeur et de refus de la démagogie qui est implicitement associée à une démarche plus "politique" que "séductrice". Pourtant, malgré cette cohérence apparente entre une pratique "dure" des relations et le métier politique défendu, nous persistons à considérer celle-ci comme problématique pour la réussite de l'entreprise par le manque de communication qu'elle produit.

On peut d'ailleurs remarquer que toute une partie du travail des fabiusiens a consisté à mettre au contraire en scène (dans la préparation du congrès) une démocratie directe avec les militants, notamment lors des rassemblements nationaux du courant (amendement aux textes, commissions de rédaction, rapports volumineux envoyé en province,...). Il est probable que c'était aussi une réaction à la façon dont étaient perçus les jospinistes et/ou la direction du P.S. , en plus de l'importance déjà évoquée donnée à la "communication" dans le métier fabiusien.

CONCLUSION

Nous pourrions d'abord conclure cette étude par une (fausse) question: existe-t-il un ou plusieurs partis socialistes ?

En effet la réflexion sur une éventuelle pluralité des métiers nous indique que la marque "P.S." recouvre des phénomènes sociaux largement divers voire antagonistes. Au point qu'on pourrait trouver autant de partis qu'il y a de "métiers socialistes".

Pourtant, au delà de cette diversité que notre objet nous a largement conduit à accuser, il reste à chercher ce qui fait l'élément unificateur entre tous les utilisateurs de la même marque, qu'ils soient dirigeants ou simples adhérents, parisiens ou strasbourgeois, jospinistes ou rocardiens. Autrement dit qu'est-ce qui permet qu'une marque politique, sur une période donnée, réussisse plus que d'autres à accueillir cette pluralité d'usages et d'investissements ?

Cette notion de métier nous a ensuite permis de trouver un certain équilibre entre l'aspect "cynique" et l'aspect "idéaliste" de toute vision du politique. Ce point est important car il nous semble que ce qu'on connaît de "la" science politique, ce qu'en connaissent les étudiants, n'a pas encore totalement résolu la synthèse de ce dualisme. Dualisme d'autant plus fort qu'il prolonge en fait une attitude éthique et politique dont il n'est pas facile de se défaire malgré toute la volonté d'objectivation "scientifique" dont on peut faire preuve. De ce point de vue, l'observation "dirigée" d'acteurs politiques que nous croyions bien connaître nous a au moins laissé plus dubitatifs quant à ce qu'il faut bien appeler nos préjugés (positifs ou négatifs) de départ.

Le concept de métier peut banaliser l'activité politique ("un métier comme les autres") tout comme il peut au contraire asseoir sa spécificité ("ce n'est pas la simple transposition du jeu social"), ce qui en la matière est potentiellement porteur de nombreuses interrogations quant à la place rêvée ou réelle qu'on réserve à sa discipline universitaire d'élection.

Il serait maintenant intéressant d'aborder une recherche plus profonde dans un autre secteur du champ politique (syndicats par exemple) pour mieux cerner les problèmes de la mobilisation politique et tester certaines questions ébauchées dans ce mémoire.

Enfin l'engagement non seulement idéologique mais pratique que sous-entend la possession et la défense d'un métier nous permet de mieux élucider la passion des protagonistes du conflit Fabius-Jospin, conflit qui prend sinon une dimension ésotérique un peu absurde ou grotesque...

" Et alors quand je dis à Ubertain que la nature même de l'homme, dans la complexité de ses opérations, préside tant à l'amour du bien qu'à l'amour du mal, je cherche à convaincre Ubertain de l'identité de la nature humaine. Quand ensuite je dis à l'Abbé qu'il y a différence entre un cathare et un vaudois, j'insiste sur la variété de leurs accidents. Et j'insiste parce qu'il arrive qu'on brûle un vaudois en lui attribuant les accidents d'un cathare et vice versa. Et quand on brûle un homme, on brûle sa substance individuelle, et on réduit à pur néant ce qui était un acte concret d'exister, en cela même bon, au moins aux yeux de Dieu qui le maintenait à l'être. Cela ne te semble-t-il pas une bonne raison pour insister sur les différences ? " , Umberto Eco, Le Nom de la Rose ¹ .

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages utilisés à titre principal

-**BAILEY (F.G.)**, Les règles du jeu politique - Etude anthropologique, Paris, Presses Universitaires de France, Bibliothèque de sociologie contemporaine, 1971, 256 pages, glossaire, bibliographie, index des auteurs, index des matières (traduction française de "Stratagems and spoils", Oxford, 1969).

¹ PP. 248-249, Paris, Grasset, Le Livre de Poche, 1980, 629 pages. (Traduit de l'italien, 1980).

- **BERGER (Peter)** et **LUCKMANN (Thomas)**, La construction sociale de la réalité, Paris, Méridiens Klincksieck, coll. Sociétés, 1986, 289 pages, traduit de l'américain.

-**BIRNBAUM (Pierre) (dir.)**,Les élites socialistes au pouvoir 1981-1989.Les dirigeants socialistes face à l'Etat, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Politique d'aujourd'hui, 1985, 320 pages.

-**BOURDIEU (Pierre)**, Choses dites, Paris, Les Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 1987, 230 pages, index.

-**BOURDIEU (Pierre)**, Le sens pratique, Paris, Les Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 1980, 475 pages, index.

-**BOURDIEU (Pierre)**, La noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps, Paris, Les Editions de Minuit, coll. Le sens commun, 1989, 475 pages, index.

-**GIDDENS (Anthony)**,La constitution de la société, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Sociologies, 1987, 474 pages, index des auteurs, index des matières, glossaire.
Trad. de l'anglais par M.Audet de The constitution of society ,Polity Press, Cambridge 1984.

-**OFFERLE (Michel)**, Les partis politiques, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que Sais-Je ?, 1987, 125 pages.

-**PUDAL (Bernard)**, Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989, 336 pages.

Articles

-**BOURDIEU (Pierre)**, "*La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique*", Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n° 36-37, février-mars 1981, pp. 3-24.

-**CHAMPAGNE (Patrick)**, "*Le cercle politique. Usages sociaux des sondages et nouvel espace politique*", Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n°71-72, mars 1988, pp.71-101.

-POLITIX numéro deux, "*Regards sur les organisations politiques*", et notamment **SAWICKI (Frédéric)**, "*Questions de recherche: pour une analyse locale des partis politiques.*", Politix, n°2, printemps 1988, pp.13-28.